

# L'unef ou le pari étudiant



Le 15 avril 1976, 200.000 étudiants manifestaient dans toute la France contre la réforme giscardienne du second cycle. Ce mouvement, par son ampleur et sa durée (près de quatre mois) a été le plus tort depuis mai 1968.

Ces étudiants, qu'on présentait résignés, silencieux, étaient-ils seulement saisis par une fièvre prin-

tanrière, ou leur lutte traduisait-elle une profonde angoisse, qui va se muer en colère, devant un avenir qui se conjugue de plus en plus avec déqualification et chômage ?

René Maurice, 26 ans, Président de l'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE (U.N.E.F.), de novembre 1973 à mai 1976, a été le principal "leader" de la lutte des étudiants contre la réforme giscardienne du second cycle.

Etudiant en histoire, il est issu d'une famille catholique bretonne. Dirigeant de l'U.N.E.F. depuis 1970, il en devient le Président d'honneur lors du Congrès de Toulouse, en mai 1976. Il en tire le bilan dans un long entretien accordé aux E.S.

# L'unef ou le pari étudiant

AVANT-PROPOS DE JEAN-LUC MANO



René MAURICE

**L'UNEF**  
**ou le pari étudiant**

*Avant-Propos*  
*de*  
*Jean-luc MANO*

NOTRE TEMPS  
ÉDITIONS SOCIALES

## Avant-Propos

Pour le grand public, l'Union nationale des Étudiants de France évoque un monde universitaire en protestation que le printemps 1976 a vu se transformer en colère. Pour les étudiants, c'est évidemment une réalité plus sensible : c'est la présence et l'activité de dizaines de milliers d'adhérents, ce sont des propositions, des élus, des services mis à leur disposition. Pour tous, l'UNEF est une grande force qui compte à l'Université comme dans le pays.

Au-delà du descriptif, à travers son histoire et son présent, l'UNEF est un pari : celui des étudiants. Pourquoi? D'abord parce qu'à chaque étape de la mobilisation des étudiants contre une politique universitaire novice et malthusienne, les gouvernements successifs ont tout fait pour porter atteinte à l'existence et au développement de leur organisation syndicale. Pari donc entre les étudiants et le pouvoir pour le droit à l'expression, le droit à l'action. Pari pour faire de l'UNEF une organisation réellement syndicale, engagée résolument sur le chemin du combat revendicatif. Pari surtout pour unir définitivement la grande masse des étudiants au sein d'une UNEF reconstruite et renouée. Ces paris, nos anciens et nous-mêmes les avons engagés, vécus; et le plus souvent tenus! De chaque nouvelle épreuve, le syndicalisme étudiant est sorti vainqueur. La réalité du monde étudiant aujourd'hui, la maturité dont il fait preuve laissent penser que nous sommes solidement engagés dans la voie du rassemblement des étudiants dans l'UNEF.

C'est pourquoi, après le mouvement revendicatif du printemps 76 contre la réforme du second cycle universitaire, ce livre sera d'une grande utilité. Il sera un élément dans la réflexion de chacun pour tirer tous les enseignements des luttes menées à

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant aux termes des alinéas 2 et 3 de l'Article 41, d'une part que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et d'autre part que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (alinéa 1<sup>er</sup> de l'Article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les Articles 425 et suivants du Code Pénal.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

© 1977, Éditions sociales, Paris.

I.S.B.N. 2.209.05217 3/1215.2.77.1300

l'Université, pour mieux comprendre le fonctionnement, la réflexion, les propositions de l'UNEF, pour mieux en connaître la vie.

Les travailleurs, l'ensemble de la population nous apportent un soutien décisif. Ils gagneront à mieux connaître une réalité souvent déformée au gré d'informations ou de commentaires parfois malfaisants, souvent partisans et toujours partiels. Les syndicalistes, les militants de tous milieux qui nous ont aidés, y trouveront des raisons supplémentaires de nous soutenir.

Avec un ton que la forme d'interview contribue à rendre alerte, l'auteur mène une analyse de la réalité étudiante, de la fonction du syndicat, qui ne s'égare jamais dans le détail et garde en permanence un vif intérêt.

A lire ce livre, on mesure les efforts déployés, les énergies accumulées par des dizaines de milliers d'adhérents, de militants, de responsables, pour faire de l'UNEF ce qu'elle est aujourd'hui. Parmi eux, René Maurice. Le rôle qu'il a joué lors du renouveau de l'UNEF, puis dans sa reconstruction et son développement, force le respect. Ses qualités de dirigeant sont sources d'estime et d'amitié de la part d'un grand nombre d'étudiants. Aujourd'hui, à compter ce qu'il a apporté au mouvement étudiant, à mesurer l'exemple qu'il nous a fourni, j'éprouve un profond plaisir à préfacer ce livre dont l'auteur, au-delà du camarade, est un ami.

Mais revenons au pari.

Le mouvement du printemps 1976 a mis en évidence une grande exigence : celle d'un syndicat puissant pour tous les étudiants. Cela est nécessaire et possible ! Possible parce qu'aujourd'hui plus que jamais, les étudiants sont victimes d'une crise qui affecte tous les aspects de leur vie. Parce que plus qu'hier, ils ont des aspirations convergentes et des difficultés identiques. Parce qu'existe entre tous les étudiants une profonde communauté d'intérêts. C'est possible parce que l'UNEF possède les caractéristiques susceptibles de rassembler la masse des étudiants. Parce que l'UNEF réalise la synthèse des opinions et des sensibilités sans porter atteinte à son unité ni à sa cohérence.

Cela est nécessaire parce que dans l'action les étudiants ont appris que le gouvernement ne cédait rien qu'il ne tente en permanence de reprendre, et qu'un seul chemin s'impose : celui de la lutte.

La bataille que nous menons s'inscrit dans le devenir du mouvement étudiant et de l'Université française. « Unis dans l'action, ensemble dans l'UNEF », voilà l'esprit qui nous anime, pour faire de l'UNEF toujours mieux l'organisation de tous les étudiants.

C'est une nouvelle phase du pari étudiant que nous engageons maintenant.

Un pari et une chance ; une chance que les étudiants saisisront, un pari qu'à l'évidence ils gagneront.

Jean-Luc MANO  
*Président de l'UNEF*

## Prologue

Le meilleur portrait de René Maurice, président d'honneur de l'Union nationale des Étudiants de France, c'est celui qu'on aura dégagé de la lecture de ce long entretien ou de ses nombreuses apparitions à la télévision, lors de la lutte contre la réforme du second cycle.

Le voir surprend. L'image de l'étudiant que nous avons en tête, « très Saint-Germain-des-Près », en prend un coup. Rien de tel avec René Maurice, mais une sorte de personnage tire d'un dessin musclé de Picasso : trapu, à collier de barbe, lutteur.

Il « passe » bien. La voix est claire, sans effets sinon ceux qui scandent des arguments précis, sans jargon. A la télévision, sa « carrure » en impose et même rassure ; pour la première fois, nombre de Français découvriront la gravité des problèmes des étudiants et le sérieux de leurs revendications.

Quatrième d'une famille modeste, d'origine bretonne, tôt « émigrée » d'Herbignac (Loire-Atlantique) à Paris, il reçoit une éducation catholique et militante. Son frère aîné se lance dans la Jeunesse ouvrière chrétienne avant de prendre des responsabilités à la CFDT. Son frère cadet s'engage à la Jeunesse étudiante chrétienne, puis adhère à l'Union des étudiants communistes en 1968. René le suivra dans cette voie.

Les difficultés de l'existence quotidienne qu'il vivra tôt, autant que le « sens de la solidarité » hérité de son éducation, le conduiront au syndicalisme étudiant : à l'UNEF. Après le lycée Honoré-de-Balzac où il dirige en Mai-Juin 68 le comité de grève, c'est la faculté de Nanterre en 1969, où il sera d'abord un de ces étudiants salariés dont la journée est une véritable « course-poursuite ». Rapidement il se verra confier des responsabilités syndicales : il dirige le comité UNEF-histoire, puis

devient président de l'Association générale des Étudiants de Nanterre et membre du collectif national des comités pour le Renouveau de l'UNEF. La rénovation accomplie, on le retrouve au bureau national, trésorier, puis secrétaire général et enfin président de l'UNEF de novembre 1973 à mai 1976.

Son itinéraire lui ressemble. A donner cette impression de lenteur assurée. Il avoue lui-même se donner le temps avant de prendre de grandes décisions. Mais après, il fonce et M<sup>me</sup> Saumer-Seité, secrétaire d'État aux Universités, le sait bien, elle qui dans son dépit appelait René Maurice « la vedette »...

*Les Éditions sociales* : René Maurice, les étudiants, au cours du printemps 1976, ont engagé une grande action contre le projet de réforme des seconds cycles universitaires. Les manifestations qui vont se répéter durant des semaines draineront des dizaines de milliers de participants.

Ce mouvement a fait couler beaucoup d'encre, car au-delà d'une « péripétie » étudiante, il pose des questions fondamentales.

*René Maurice* : Effectivement ! Et personne ne s'est leurré sur sa signification profonde, le gouvernement le premier, quoi qu'il ait tenté de faire croire. Regardez ce 15 avril 1976 qui fut « l'apogée » numérique du mouvement.

Près de 200 000 étudiants vont manifester aux côtés des enseignants et des personnels universitaires dans toutes les villes universitaires de France, couronnant ainsi avec éclat plusieurs journées nationales d'action contre le projet de second cycle universitaire<sup>1</sup>.

1. On dénombrera environ 15 000 manifestants à Grenoble et à Aix-Marseille, 8 000 à Lyon et Saint-Etienne, 3 000 à Clermont-Ferrand, Dijon et Nice, 4 000 à Poitiers, 5 000 à Bordeaux, Brest et Nancy. Strasbourg verra défiler plus de 2 000 étudiants et enseignants, tandis que Mulhouse, petit centre universitaire, a compté 500 manifestants. De leur côté, 5 000 étudiants manifesteront à Rennes, 6 000 à Toulouse, près de 2 000 à Compiègne et un millier à Limoges.

### *Le sens d'un mouvement !*

A Paris ils sont 50 000 à défiler dans le calme, étroitement unis dans une même solidarité, dans une même volonté de voir « abroger la réforme du second cycle ».

Le boulevard Henri-IV est noir de monde, du pont Sully à la colonne de la Bastille et la place et les rues avoisinantes débordent de jeunesse et de colère.

Toutes les universités sont là sans exception, mais également tous les secteurs universitaires : les littéraires bien sûr, et les étudiants en Droit et des Instituts universitaires de technologie (IUT), mais aussi les scientifiques et les médecins, les assistantes sociales et les élèves d'éducation physique. Les mots d'ordre scandés sans arrêt illustrent les aspirations de cette manifestation. Avec leur diversité et leur complémentarité, ils montrent que les étudiants mesurent parfaitement qu'au-delà du second cycle, c'est leur formation universitaire, c'est leur devenir professionnel qui est en jeu.

L'unité d'action réalisée avec les enseignants et les universitaires a mis en lumière mieux que jamais la convergence des aspirations de ceux-là qui ont à cœur de défendre et développer ce patrimoine culturel scientifique et humain que sont l'Université et la Recherche.

La solidarité active entre étudiants et travailleurs, dégagée au fil des expériences de sa gangue de méfiance ou de son paternalisme, a permis de dévoiler avec éclat la concordance profonde d'intérêts et de besoins entre la population et le monde universitaire.

### *Par-delà la conjoncture !*

Tout ceci bien sûr est lourd de conséquences ; il ne s'agit pas en effet d'une crise conjoncturelle dont la clef résiderait dans quelques mesures d'apaisement... ou de mise au pas.

Le gouvernement le mesure parfaitement quand il tente de faire croire à une poussée de fièvre d'adolescents vindicatifs et

irresponsables, ou quand il s'enferme dans une intransigeance bornée.

Ce sont les options fondamentales d'une politique qui sont en cause, qu'illustre l'âpreté du gouvernement et à laquelle répond la détermination des étudiants et des universitaires.

L'énergie du gouvernement à disperser l'attention dans l'enchevêtrement de la petite histoire, à fausser les données du problème, à semer la division et le désordre nous est une indication suffisamment claire en elle-même.

Ces questions sont celles d'une politique d'austérité et de chômage, celles du devenir de l'Université et des besoins du pays, celles de la place et du rôle des étudiants dans la société; elles sont par voie de conséquence celles du syndicalisme étudiant, de ses problèmes, de ses succès et de son avenir.

Ces questions-là sont bien celles que nous devons élucider!

## Les raisons d'une crise

### *Une « réforme » de trop !*

*Les Éditions sociales* : Durant le mouvement du printemps 1976 contre le projet gouvernemental de second cycle, il n'était pas rare que l'on vous accuse « d'avoir créé quelque chose à partir de rien ». Cette expression de Raymond Aron est très significative. Elle est parue dans un article du *Figaro* en date du 14 avril 1976, ainsi titré : « Les troubles à l'Université : *L'Explosion sans causes*. » Qu'en pensez-vous?

*René Maurice* : Vous savez, le gouvernement ayant délibérément choisi l'épreuve de force, il était logique, devant les conséquences désastreuses de son attitude, qu'il ait cherché des échappatoires pour gagner du temps et semer la confusion dans les esprits. Le gouvernement et ses idéologues ressortent, à chaque mouvement de lutte de la jeunesse scolaire et universitaire, une vieille panoplie de mythes éculés comme ceux dont vous parlez. Ils diagnostiquent régulièrement une « fièvre printanière » ou encore font semblant de voir dans chaque action revendicative la main d'imaginaires « agitateurs professionnels » etc. Tout cela ne fait qu'illustrer les piètres manœuvres d'un gouvernement discrédité, incapable de justifier ses mesures et préférant substituer à des arguments sérieux le mensonge et la menace.

Les étudiants ne sont pas chroniquement atteints de maladie éruptive. C'est dans un milieu universitaire en ébullition que tombe le projet de réforme des seconds cycles. Venant se greffer sur une situation vécue par les étudiants comme de plus en plus difficile, voire dramatique dans de nombreux cas, aggravant encore les risques de déqualification et de chômage qui pèsent sur les diplômés de l'enseignement supérieur, limitant considérablement les débouchés professionnels, le projet gou-

vernemental apparaîtra comme un « trop-plein » insupportable et cristallisera le mécontentement contenu jusqu'alors.

### *Un contentieux déjà très lourd!*

Loin d'être sans causes, le mouvement du printemps 1976 puise profondément ses racines dans le refus par la jeunesse universitaire de la situation qui lui est faite et du sort qu'on entend lui réserver. Si l'explosion est rapide, c'est que « l'ardoise » de départ est déjà très lourde!

*Les Éditions sociales* : Il vous semble donc que si les étudiants sont particulièrement réceptifs aux dangers qu'ils discernent dans le projet de réforme, c'est à cause de l'ampleur des problèmes qu'ils rencontrent et de la gravité des difficultés qu'ils subissent?

*René Maurice* : Absolument! Si cela peut surprendre, c'est que contrairement à l'idée communément admise, les étudiants ne sont pas les « privilégiés » que certains s'acharnent encore à décrier. Cette vision passéiste devient de plus en plus anachronique dans la France d'aujourd'hui. Jugez-en! Soixante pour cent des étudiants contraints de se salarier, deux sur trois qui abandonnent leurs études en cours de route, cent mille diplômés de l'enseignement supérieur au chômage... La réalité de l'Université française, c'est cela!

### *Le gâchis des étudiants salariés*

*Les Éditions sociales* : Vous combattez résolument l'image de l'étudiant doré sur tranche, apathique ou chahuteur suivant la saison et jouissant d'avantages matériels certains?

*René Maurice* : Je ne veux pas remplacer un mythe par un autre. Cette réalité existe, pourquoi la nier? Elle correspond à une minorité de nantis, qui seuls peuvent envisager la confrontation avec des études supérieures, sans qu'elle soit synonyme de privations et d'efforts pour eux ou leur famille. Mais pour la

grande majorité des autres, le recours à un travail salarié n'a pas pour but de payer des congés de luxe, mais plus prosaïquement de subvenir à leurs besoins et de suivre leurs études. L'enquête très précise que nous avons publiée pour notre 63<sup>e</sup> Congrès<sup>1</sup> en mai 1976 est explicite de ce point de vue. Non seulement 60 % se salarient durant l'année universitaire, mais contraints d'accepter bien souvent n'importe quelles conditions de travail, certains d'entre eux travaillent aussi pendant le week-end, le quart de nuit, et la moitié est obligée par le patronat de le faire « au noir ». Et comment en serait-il autrement devant la dégradation générale et constante de leurs conditions de vie? Comment faire face aux dépenses qui découlent de la hausse régulière du coût de la vie, de l'inflation qui sévit dans le pays? Recourir aux familles? La baisse constante du pouvoir d'achat les frappe aussi. Il devient de plus en plus difficile de prendre totalement en charge les études des enfants. Les sacrifices demandés sont trop lourds, qu'on soit petit commerçant, paysan moyen, cadre ou enseignant, tellement lourds qu'une famille ouvrière n'envisage même plus la possibilité de « pousser » le fils ou la fille en faculté. Attendre une bourse de l'État? En notant que les taux en sont dérisoires, 87% des étudiants n'en reçoivent pas de toute façon!

Alors, la majorité des étudiants doit recourir à la seule solution que lui laisse la politique gouvernementale, une solution variable, mais toujours lourde de conséquences pour la poursuite des études : se salarier!

### *La course-poursuite*

*E. S.* : N'est-ce pas enrichissant malgré tout pour un étudiant d'être confronté avec la réalité du « monde du travail »?

*R. M.* : Cette réalité, c'est la « chasse » aux petits emplois qui permettent de vivoter, de boucler le mois et finalement d'attendre tant bien que mal le bout de l'année universitaire.

1. Cf. annexe n° 1.

Cette réalité, c'est la confrontation avec des emplois non-qualifiés, la plupart du temps sans aucun rapport avec les études suivies. Et cette réalité « supportée » jour après jour amène par le rythme de travail subi à une remise en cause des études : certains étudiants se transforment en veilleurs de nuit, en employés de la RATP ou en vendeurs dans les grands magasins. Moi-même, mon père étant au chômage, j'ai dû me salarier. J'ai fait du travail de bureau, non qualifié bien sûr et même pas payé au SMIC! J'ai donné des cours à de jeunes lycéens, j'ai rédigé des jeux d'enveloppes pour des associations, j'ai fait des vendanges, j'ai animé des centres aérés, etc. Finalement, j'ai appris à taper à la machine pour prendre en charge la frappe de mémoires de maîtrise ou de thèses.

Je connaissais un étudiant qui travaillait à la SNCF et qui « faisait » la moitié de l'Europe une fois par semaine... On imagine les difficultés rencontrées. Car la journée d'un étudiant salarié est lourde et se termine tard dans la nuit, « à rattraper » les cours que l'on n'a pas pu suivre.

On est très loin alors de la vision folklorique et attendrissante de l'étudiant salarié qu'on voudrait nous faire accepter.

### *Même pas le SMIC!*

*E. S.* : Dans votre enquête vous affirmez que 74 % d'étudiants vivent avec moins de 1 000 F par mois<sup>1</sup>. N'y a-t-il pas une contradiction avec le grand nombre de salariés que vous donnez?

*R. M.* : Pas du tout. Prenez l'exemple des boursiers; s'ils touchent une bourse de sixième échelon — c'est-à-dire l'aide maximale —, ils disposeront d'environ 600 francs par mois. On imagine les revenus de ceux du bas de l'échelle... Quant aux « salariés », les conditions d'embauche, souvent au « noir » comme je l'indiquais, l'instabilité des emplois accordés, l'incertitude de leur renouvellement, tout cela conduit à réduire le taux mensuel des revenus.

1. Cf. annexe n° 2.

*E. S.* : Bien, mais si ces revenus sont modestes, ils sont en partie compensés, puisque vous bénéficiez des services des Œuvres universitaires, qui permettent à un étudiant de prendre dans un restaurant universitaire ses repas pour 3 F 30 ou de loger en cité universitaire pour moitié prix d'une chambre en ville!

*R. M.* : Je voudrais d'abord faire remarquer qu'un étudiant sur huit, seulement, loge en cité, et que d'autre part le rythme de vie conduit les étudiants à ne prendre en moyenne qu'un repas sur deux dans les restaurants universitaires. Et il faut bien payer le reste des dépenses occasionnées, transport, vêtements, etc. Alors s'il y a les Œuvres universitaires c'est heureux; car imaginez, dans ces budgets serrés au cordeau, où la moindre économie réalisée est un soulagement, où l'on tient méticuleusement des cahiers de dépenses comme les ménagères, où l'on rogne sur l'habillement, où l'on diffère la visite chez le médecin, le dentiste ou le gynécologue, imaginez qu'on supprime, comme le souhaite le gouvernement, l'aide des Œuvres universitaires? Cela conduirait sans doute des milliers d'étudiants à abandonner presque immédiatement leurs études devant ce surplus de dépenses auquel ils ne pourraient faire face.

*E. S.* : Ne noircissez-vous pas un peu le tableau malgré tout?

*R. M.* : Il faudrait nuancer, bien sûr, et je ne voudrais pas « misérabiliser » la condition étudiante. Mais le milieu étudiant s'est considérablement transformé, il faut s'en rendre compte. L'enquête que nous avons réalisée montre par exemple la relative « pauvreté culturelle » vécue par les étudiants, même si, dans ce domaine, ils restent parmi ceux de la population qui sont le plus avantagés. Mais cette modification de la condition étudiante se constate aussi bien pour l'achat de livres, la pratique de sports que la fréquentation des théâtres ou même celle des cinémas.

### *Des problèmes communs!*

Bien sûr, là aussi il faudrait apporter des nuances pour dresser un tableau complet de ce que sont les étudiants

aujourd'hui : nombreux restent ceux qui ont les moyens de se lever tard. Mais pour la majorité des autres, le manque de temps et d'argent, la fatigue aussi, conduisent au strict minimum de vie culturelle ; surtout chez les étudiants salariés pris en permanence entre la nécessité de faire au mieux leurs études et de s'assurer un minimum de revenus. Cet équilibre instable, qu'il faut maintenir à tout prix, fait qu'à terme c'est le salarié qui supplante rapidement l'étudiant et l'amène à « décrocher » de l'Université à la moindre difficulté supplémentaire.

Si l'on s'en tient aux statistiques ministérielles, parmi les étudiants qui ne terminent pas leurs études, 80 % sont des salariés !

Je ne veux pas là dresser un portrait-robot de l'étudiant. Cela ne correspondrait à rien, dans la mesure où le milieu étudiant est fait de réalités sociales très diverses. Il y a des nuances, parfois de grandes différences de « vécu » social et culturel entre le fils d'ouvrier et celui d'employé, entre le fils d'instituteur et celui de commerçant ou d'artisan, entre celui qui reçoit le pré-salaire des IPES, déjà squelettique, et celui qui touche le premier échelon de bourse, laquelle entre dans le domaine du dérisoire, etc.

Il n'en reste pas moins, que si les effets en sont plus ou moins néfastes, selon les cas, les problèmes que je viens d'évoquer sont communs à tous.

### Une sélection multiforme

E. S. : Ce discours « économique » est plutôt inattendu de la part d'un étudiant. On s'attendrait surtout à entendre parler examens, diplômes, sélection...

R. M. : Ce discours-là n'est pas hors-sujet, bien au contraire. La sélection sociale à l'Université est fondée sur deux barrages : celui de l'argent et celui de l'échec. Et j'entends par là l'éviction méthodique et légale des étudiants à chaque palier de l'enseignement supérieur. Ce qui fait que la vie en fac s'apparente plutôt à une course d'obstacles que l'étudiant doit accomplir victorieuse-

ment s'il veut arriver au terme de ses études. Et tout a une incidence sur la vie d'un étudiant. Prenez la situation financière des universités. Du fait d'un budget d'austérité, en régression constante — un budget qu'on a qualifié de « croissance zéro », c'est tout dire —, la plupart des universités sont en déficit d'au moins 10% et certaines mêmes sont en situation de rupture de paiement. Eh bien cela est lourd de conséquences pour les études.

Il y a bien sûr l'exemple caricatural de Vincennes dont les effectifs ont gonflé sans que ses crédits de fonctionnement et d'équipement aient suivi la même courbe de progression. En conséquence, la faculté disposait d'une chaise pour quatre étudiants, d'une table pour onze, de salles de cours — prévues pour trente — occupées par plus de cents personnes etc. On imagine les conditions de travail des étudiants et des enseignants ! Mais c'est aussi le centre d'éducation physique, rue Lacreteille, de l'Université de Paris V qui, il n'y a pas si longtemps, offrait une douche et une seule... à ses 350 élèves !

Où encore la faculté de Tolbiac de l'Université de Paris I dont la bibliothèque était vide de livres, faute de crédits etc.

Cela montre non seulement dans quel état le gouvernement laisse l'Université française, mais surtout combien étudier dans de telles conditions relève de l'exploit. Car s'y ajoute une sélection multiforme qui débute par l'accumulation des difficultés administratives ou l'impossibilité matérielle de suivre tous ses cours, s'appuie sur la multitude des *numerus clausus* et concours en tous genres, officiels ou déguisés, et débouche sur l'instauration d'un bachotage permanent des enseignements et la tenue d'examen particulièrement rigoureux.

Le contrôle nécessaire des aptitudes et des connaissances est donc dénaturé pour faire place à un système qui vise à éliminer et explique également le découragement et l'absentéisme qu'on trouve actuellement chez certains étudiants.

### Une campagne de culpabilisation

E. S. . Justement à ce propos, on reproche souvent aux

étudiants de manquer de ce goût de l'effort, que l'on attribue volontiers à leurs anciens.

*R. M.* : C'est une position confortable, car elle a l'énorme avantage de ne pas poser les vrais problèmes. Il y a un découragement, il y a un absentéisme. C'est indéniable, mais pourquoi? Ces obstacles matériels, administratifs deviennent parfois trop lourds; d'autant que malheureusement trop souvent, l'intérêt des études ne fait pas « contrepois ». L'étudiant de la légende, plongé dans la fièvre de l'acquisition du savoir, ressort plus de l'image d'Épinal que du domaine de la réalité. Non que l'exaltation soit une faculté permise chez les étudiants, mais ils ressentent un certain désarroi devant leurs études. S'inscrivant dans le cadre d'une progression économique, sociale et culturelle du pays, leur ambition légitime les incite à devenir les enseignants, les techniciens, les médecins, les chercheurs, les artistes dont la France a besoin.

Or, les étudiants ne se retrouvent pas dans un enseignement à caractère scolaire, coupé de la vie, ou étroitement spécialisé, dans le cadre d'une pédagogie souvent mutilée par le manque de moyens. Leur désir d'épanouir leur personnalité, de préparer leur devenir professionnel, d'être utile à la collectivité se voit sous-employé, détourné de son sens.

Les étudiants d'aujourd'hui ne sont pas plus paresseux ou plus légers que leurs aînés. Ils ne sont pas non plus les « adolescents prolongés » que l'on veut nous présenter. Non, les étudiants veulent étudier, mais ils se heurtent à des obstacles de toutes natures. Ils ont des ambitions légitimes et ils sont en butte à cette campagne de culpabilisation orchestrée par un pouvoir qui, de fait, les décourage d'étudier. Alors l'accroissement constant de cette sélection, la réalité des départs et des échecs que chacun constate au fur et à mesure du déroulement de l'année universitaire ouvrent logiquement sur l'incertitude devant l'avenir pour la plupart des étudiants : avenir immédiat (pourrais-je poursuivre l'an prochain?) et avenir plus lointain (sur quoi vais-je déboucher?).

### *Diplômes et chômeurs?*

*E. S.* : Ce souci de la qualification acquise et du devenir professionnel est en effet un phénomène assez nouveau à l'Université par son acuité et le nombre d'étudiants qu'il touche. Mais n'est-ce pas cantonné aux secteurs littéraires et de sciences humaines?

*R. M.* : C'est oublier un peu vite le problème des étudiants reçus-collés en médecine, en pharmacie ou en éducation physique, c'est-à-dire reconnus aptes, mais refusés faute de postes. C'est oublier le problème du niveau d'embauche des étudiants des Grandes Écoles ou des Instituts universitaires de technologie etc. En fait ce sont tous les secteurs de l'Université qui sont confrontés au problème du devenir professionnel des étudiants du fait de la politique gouvernementale. Car cette même politique qui évince deux étudiants sur trois avant la fin de leurs études (la moitié avant la fin du premier cycle), fait que même les possesseurs d'un diplôme du niveau de la licence ou de la maîtrise ne trouvent pas d'emploi correspondant à leur qualification.

Prenez le cas des étudiants qui préparent un concours de recrutement d'enseignants (CAPES ou agrégation). Chaque année, alors qu'on manque d'enseignants à la rentrée, alors que les normes pédagogiques des classes ne sont pas respectées, 60% d'étudiantes et d'étudiants se font recalés à ces concours, essentiellement parce que les postes diminuent régulièrement. Ces étudiants qui ont souvent un haut niveau de connaissances voient réduites à néant, à un demi-point près, cinq années d'efforts ininterrompus pour se retrouver finalement... à la porte d'une ANPE ! Prenez aussi le cas des étudiants en IUT. Leur diplôme (le DUT) a largement été vanté par le patronat qui le donnait en exemple de sanction d'études courtes devant, selon

---

1. Le cas dramatique de Renée Boudouresque, acculée au suicide par un chômage devenu d'autant plus insupportable qu'il tend à faire tache d'huile, illustre suffisamment à quel désespoir cette politique peut conduire des jeunes pourtant jugés aptes à exercer leur métier.

lui, faciliter leur embauche. Eh bien! avec ce diplôme, ces étudiants mettent en moyenne six mois avant de trouver un emploi et pour trente pour cent d'entre eux plus d'un an! Et je ne dis pas que cet emploi corresponde à leur qualification. Par exemple, un an après leur embauche, la moitié des titulaires d'un DUT avait un salaire inférieur à 2 000 francs. Pourquoi ce sous-emploi et ce « sous-paiement »? Simplement parce que gouvernement et patronat se refusent à reconnaître ce diplôme dans les conventions collectives!

E. S. : C'est l'ensemble de cette situation qui vous fait affirmer que 120 000 diplômés de l'enseignement supérieur étaient au chômage fin août 1976?

R. M. : Ce n'est pas nous qui l'affirmons mais l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC) qui précisait que 30 000 d'entre eux étaient titulaires d'un DUT. Quant aux autres, 80 % étaient possesseurs de la licence et 15 % d'un diplôme de Grande École. Être parmi les chômeurs les plus diplômés de France semble donc être le label de beaucoup d'étudiants aujourd'hui. Et cette situation de dizaines de milliers de diplômés, jetés sur le marché du travail pour alimenter la masse des chômeurs, bien qu'elle ait tendance à devenir habituelle ne peut faire oublier ce qu'elle a d'insupportable, de révoltant, d'anachronique au regard des possibilités du monde moderne et des nécessités de la France actuelle.

### Une politique de pénurie

E. S. : L'anachronisme est, peut-être au départ, dans l'Université elle-même?

R. M. : Je voudrais là vous citer quelques commentaires de responsables universitaires, répertoriés dans *le Figaro* : « On espère pouvoir passer l'hiver » (Paris IX Dauphine), « La dotation permettra tout juste de payer le personnel jusqu'en décembre » (Paris VIII Vincennes), « Nous sommes condamnés à la pauvreté pour au moins deux ans » (Paris VII Jussieu). Ces citations étaient parues le 12 novembre 1974; or, depuis, le

budget des universités a encore diminué, tandis que la hausse des prix s'est poursuivie. Comment feront-ils ces responsables universitaires? On pourrait multiplier les exemples; j'en citerai quelques-uns parmi des centaines : l'école supérieure d'agronomie de Nantes ne pourra fonctionner qu'avec une semaine de cours sur trois; à Lille I, des travaux dirigés de chimie devront passer de 60 à 120 étudiants; à Béthune, les horaires passeront de trente-deux heures par semaine à dix-sept heures. Paris III ne peut dispenser que douze minutes de préparation au concours du CAPES par étudiant et par semaine! La pénurie entraîne jusqu'à la disparition de certaines matières : suppression de la licence d'allemand à Paris XIII, des unités de valeur majeures de géographie et de portugais à Nanterre. Le département d'électronique de Cachan a dû supprimer dix heures de cours par semaine (1/3 du programme), ce qui entraîne la disparition de trois matières : anglais, physique et... mathématiques! De plus en plus fréquemment, des notes de gaz, d'électricité ou de chauffage sont en attente. Dans certaines universités, en hiver, on regroupe les cours pour qu'à partir de 19 h, on puisse fermer électricité et chauffage, et ainsi réaliser des économies internes à la faculté.

Au niveau national, le sous-encadrement pédagogique est de rigueur : 1 enseignant pour 20 étudiants en moyenne, alors que la normale devrait se situer entre 8 et 10 étudiants<sup>1</sup>. Les normes officielles pour les matières de droit et sciences économiques sont de 650 étudiants par cours d'amphithéâtre, et de 45 étudiants par cours de travaux dirigés!

### Une crise grave

La Recherche n'échappe pas non plus à cette loi de la pénurie. Ce sont des laboratoires qui ferment ou qui limitent

1. 1 enseignant pour 8,4 étudiants en RFA; pour 13 en Suède; pour 8 en Grande-Bretagne. (M. Le Pensec, rapporteur de la commission des Affaires culturelles, 1976.)

leurs champs d'investigation, faute d'obtenir des crédits de mission, les appareils nécessaires. La recherche fondamentale dont on ne peut escompter une utilisation immédiate des résultats, mais qui permet de franchir des pas décisifs, est volontairement étranglée, sacrifiée au profit d'une recherche à court terme, certes nécessaire et bénéfique, mais totalement insuffisante en elle-même. L'indispensable confrontation de ces deux domaines de la recherche est ainsi niée, vidée de son sens, tarissant la source qui permet les découvertes les plus décisives, mettant en cause le potentiel scientifique et médical du pays. Un exemple prestigieux en est l'institut Pasteur, se débattant dans les pires difficultés pour assurer sa mission.

Les laboratoires sont contraints pour trouver des crédits, de mettre leurs chercheurs au service des entreprises régionales, remettant leur propre programme aux calendes grecques...

Alors oui, l'anachronisme existe, mais il n'est pas le fait de l'Université. C'est l'anachronisme d'une politique qui organise la crise et réduit l'Université et la Recherche françaises à la misère.

### Les remèdes du patronat

*Les Éditions sociales* : Vous dressez un tableau accusateur de la situation et vous avez pourtant résolument combattu une réforme qui se proposait d'apporter une réponse concrète au problème de l'emploi des étudiants et de mettre un terme au chômage des diplômés. Alors, votre attitude est-elle bien cohérente ?

*René Maurice* : L'Université n'est pas une moribonde récalcitrante, refusant la potion-miracle de dernière heure, qui pourtant la sauverait. Cette réforme était en fait une gigantesque duperie<sup>1</sup> de la part du gouvernement. Elle visait à instituer —

l'arrêté ministériel en fournit largement la preuve — tout à la fois un abaissement de la durée des études, une dévalorisation de leur contenu et une sélection beaucoup plus importante. Elle conduisait à la mise en cause de la valeur nationale des diplômes et débouchait sur la privatisation de l'Université.

### Une gigantesque duperie

On est alors très loin de la formation de haut niveau scientifique, nécessaire aujourd'hui pour s'adapter aux progrès scientifiques et techniques, permettre toute mutation future et une réelle formation continue. Alors qu'avec des diplômés d'une autre trempe, il y avait déjà 100 000 diplômés-chômeurs, en attente dès août 1975, dans les faits, loin d'améliorer l'insertion des étudiants dans la vie professionnelle, cette réforme allait aggraver encore les risques de déqualification et de chômage.

*E. S.* : Vous citez les 100 000 diplômés sans emploi de 1975, les 120 000 de 1976. Alors, il faut bien reconnaître que l'Université, telle qu'elle est aujourd'hui, fait problème; et l'on peut se demander si elle ne mérite pas l'accusation de « fabrique à chômeurs ».

*R. M.* : Il s'agit soit d'un mauvais constat, soit d'une fausse analyse. Car cette accusation fait partie de l'arsenal des arguments que patronat et gouvernement ont tenté d'imposer à l'opinion publique pour justifier leurs plans sur l'Université, en particulier la dernière réforme : l'Université serait à l'origine du manque de débouchés des étudiants.

### Fabrique à chômeurs ?

On mesure immédiatement l'absurdité d'une telle assertion, car le chômage existe en dehors de l'Université. Et dans une proportion telle que même s'il est scandaleux, le chômage des diplômés du Supérieur ne représente qu'une infime partie de celui du million trois cent mille demandeurs d'emploi que

1. Cf. annexe n° 3.

compte la France en septembre 1976, dont la moitié de jeunes! Alors d'où viennent-ils ceux-là?

Il ne suffit pas de porter la marque d'infamie sur l'Université, accusée de former des « intellectuels » inutiles à la collectivité, « parce qu'en dehors des réalités du monde du travail », pour être crédible.

Les arguties n'y peuvent rien, c'est bien la politique du gouvernement et du patronat qui porte la responsabilité du chômage actuel et des suppressions d'emplois, et non les étudiants et les universitaires. Et vouloir accréditer l'idée que parce qu'on sort de l'Université les risques de chômage sont plus grands, relève du mensonge et de la mystification, car rien n'est pire en période de crise de l'emploi que de se retrouver sur le marché du travail sans formation solide. Non! ce n'est pas en faisant croire à une crise interne à l'Université que le pouvoir pourra faire oublier que c'est tout le pays qui vit à l'heure de la crise et qu'il en porte l'entière responsabilité.

### *Utiliser la crise de l'emploi*

*E. S.* : Mais puisque cette crise existe, puisque le chômage des diplômés existe, n'est-il pas préférable malgré tout d'adapter l'Université à cette réalité afin de faciliter l'embauche des étudiants? On a parfois avancé l'argument qu'une formation plus courte, plus spécialisée, donnerait de meilleurs résultats pour trouver des débouchés aux étudiants.

*R. M.* : Les statistiques de l'INSEE sont formelles, et montrent qu'à moyen terme, un niveau élevé de formation générale devient un élément essentiel pour trouver et conserver un emploi. Et d'autre part, nous sommes à une époque où pour exercer tout emploi qualifié, il faut une solide formation de base et de niveau élevé pour suivre constamment l'évolution du monde moderne et ses progrès scientifiques et techniques. Et la formation « sur le tas » prônée par le CNPF ne peut en aucun cas remplacer cette formation initiale, pas plus que cette dernière ne peut être définie à partir de la seule projection dans les 5 ans à venir des besoins exprimés par le patronat aujourd'hui.

*E. S.* : N'êtes-vous pas un peu volontaristes en la matière? L'Université a besoin de travailler avec les chefs d'entreprise pour définir un meilleur choix de filières « ouvrant » réellement sur les secteurs économiques donnant des débouchés.

*R. M.* : Je voudrais d'abord attirer votre attention sur un point qui me semble fondamental. Le problème n'est pas que les filières actuelles de l'Université ne conduiraient pas à un métier et seraient donc inutiles à l'économie, au pays dans son ensemble. Le problème est qu'il y a organisation d'une crise à l'échelle nationale où patronat et gouvernement refusent de créer les emplois qui sont pourtant nécessaires. Prenons l'exemple de la réforme du second cycle, qui prévoyait l'entrée en force du patronat dans les commissions d'habilitation des diplômés. Une telle mesure aurait conduit à laisser au patronat la possibilité, par groupes d'experts interposés, d'utiliser la crise qui sévit en France pour créer des diplômés à sa dévotion et justifier la mise à l'écart de filières complètes jugées peu rentables par lui, comme il le fait en bradant des branches entières de l'économie. Cela lui aurait donné la possibilité de généraliser avec la complicité du ministère, dans toute une série de régions, certaines formations extrêmement étroites, très spécialisées, parce que jugées à ses yeux rentables pour quelques années. Et nous retrouvons là aussi une des raisons de la mise en place de diplômés à horizon limité. Cela lui aurait donné la possibilité de créer des diplômés momentanément utilisables, très « profitables » à court terme pour lui, mais qui à l'échelle de la vie d'un homme ou d'une femme auraient conduit à des culs-de-sac.

Car il ne s'agit pas seulement d'avoir un diplôme, encore faut-il pouvoir le « monnayer » sur le marché de l'emploi... et dans toute la France. On ne peut être titulaire d'un diplôme à Lille dont la valeur ne soit plus reconnue à Bordeaux, Paris, Aix ou Clermont-Ferrand. On ne peut avoir une valeur professionnelle à Besançon, mais être tellement spécialisé qu'à Brest on se sait disqualifié...

C'est contre cette mainmise, discrète, mais terriblement

efficace du patronat sur l'Université que nous refusons également ce projet dangereux.

Cela dit, nous n'avons jamais été opposés, au contraire, à ce que les études universitaires se fassent en liaison avec la vie économique moderne. Mais la duperie du gouvernement consiste à faire la confusion entre les intérêts économiques du pays et ceux du grand patronat français. Alors, envisager toutes les adaptations complémentaires de la formation universitaire à la vie économique, oui! à condition que cette formation soit d'un haut niveau scientifique et que la recherche de solutions véritables ne s'apparentent pas à l'application des remèdes connus du CNPF.

### *Le « coup » des débouchés?*

*E. S.* : Mais est-ce que finalement, même dévalorisée, cette formation n'aurait pas donné les débouchés aux étudiants, utiles en cette période de crise de l'emploi?

*R. M.* : On voudrait nous faire croire que cette réforme, même si elle portait atteinte à la valeur de la formation, aurait été mieux adaptée aux futurs emplois disponibles... en 1980! L'ancien doyen de la Sorbonne, Raymond Las Vergnas, a très bien répondu à ce faux argument lorsqu'il écrivait : « Les étudiants (...) s'inquiètent d'être traités comme futurs bouchetrous, d'autant plus qu'ils estiment impossible de prévoir plusieurs années à l'avance dans quelles branches de l'activité se situeront les vides. L'évolution de la conjoncture est si rapide et si hasardeuse qu'ils récusent les méfaits d'une planification destinée à être démentie par les faits. » Et il concluait par cette remarque pleine de bon sens : « Quel patron, honnêtement, oserait prétendre qu'il peut dire aujourd'hui combien il aura d'employés et ce qu'ils feront en 1980? »

Ces mêmes gouvernants qui avouent qu'on ne peut rien prévoir pour aujourd'hui et disent qu'ils « naviguent à vue » pour justifier leurs difficultés à dominer la conjoncture, promettaient avec un aplomb cynique des débouchés en grand nombre

pour... 1980, pour rendre crédible leur réforme. Cela en serait risible si le problème n'était aussi grave.

Mais d'autre part, les gouvernements précédents nous ont déjà fait le « coup » des débouchés. Lors de la mise en place de la réforme du premier cycle universitaire, sanctionnée par le Diplôme d'études universitaires général (DEUG), on nous avait déjà promis cette « meilleure adaptation aux débouchés existants » pour justifier cette réforme. Je me souviens avoir à plusieurs reprises interpellé sur cette question le ministre Fontanet, notamment lors d'une émission télévisée en 1973. J'avais dit en substance : « Vous nous promettez avec la mise en place de ce DEUG, 120 à 150 000 emplois! Communiquez-nous la liste de ces emplois. » Les étudiants, 3 ans après, l'attendent encore cette liste. Alors non, pas deux fois de suite les mêmes arguments!

### *L'imposture*

*E. S.* : En fait, un des aspects essentiels de votre discours est la définition des responsabilités. On a parfois l'impression d'assister à un jeu de ping-pong entre le gouvernement et vous, où chacun se renvoie la balle. Et la population n'est pas insensible à certains arguments du ministère.

*R. M.* : Il y a effectivement bataille de la part du gouvernement pour semer la confusion et le doute sur la légitimité de la lutte, en tentant de masquer ses responsabilités. Et l'on assiste à une véritable campagne de diffamation des universitaires, de culpabilisation des étudiants.

Par exemple, on veut nous faire croire que la progression du nombre des étudiants serait trop importante. Mais cette progression n'est pas un phénomène propre à la France. Selon L'UNESCO, le nombre d'étudiants dans le monde a connu un accroissement de 61 % de 1960 à 1965. Et force est de constater que cela va de pair avec de nets progrès scientifiques, techniques et culturels, qui sont le fruit notamment du nombre et de la qualité des cadres qui ont été formés dans les universités. Or

nous ne sommes qu'au début de grands bouleversements scientifiques et techniques, et c'est en fonction des besoins du pays qu'il faut juger du nombre des étudiants. Alors, trop d'étudiants, nous dit-on? Oui, trop d'étudiants qui ne peuvent le demeurer faute de moyens suffisants pour aller jusqu'au terme de leur scolarité universitaire. Autre exemple : on taxe les présidents d'universités de mauvaise gestion. Il faut être sérieux! Peut-être y a-t-il des cas de ce genre, mais nous nous étonnons, le gouvernement cherchant toujours à utiliser cet argument, qu'il n'en ait toujours pas publié la liste. Mais le vrai gaspillage ne porte pas sur des épiphénomènes, il porte fondamentalement sur les laboratoires qui ferment faute de crédits, sur des machines coûteuses et inemployées faute de personnel qualifié pour les faire marcher, sur des universités asphyxiées, mises dans l'incapacité de remplir correctement leur mission...

Où est le vrai coupable, d'un responsable universitaire surchargé de travail qui oriente mal ses maigres crédits, ou d'un gouvernement qui accule les universités et la Recherche à l'auto-mutilation et à la mendicité publique?

L'Université coûterait trop cher au contribuable, nous dit-on. Mais l'Université n'est pas un poids mort dans la nation. Elle est un élément actif et décisif dans sa vie, son développement, dans une meilleure qualité de la vie. La charge injustifiable n'est-elle pas cet investissement non rentable qui consiste à former des étudiants qui deviendront chômeurs ou dont les capacités seront sous-employées au regard de la qualification acquise?

Ce qui pèse à la collectivité, c'est cet énorme gaspillage de richesses humaines, cette mutilation du potentiel scientifique et culturel du pays.

En vérité, ce n'est ni le nombre d'étudiants, ni un prétendu laxisme des universitaires, ni un coût trop élevé des universités, qui sont en cause, mais la politique suivie par le gouvernement.

### La finalité d'une politique

*E. S.* : Mais est-ce que vous ne faites pas un peu des procès d'intention au gouvernement?

*R. M.* : On peut bien sûr toujours espérer que dans une accalmie inattendue, les représentants du pouvoir se penchent sincèrement sur les problèmes des étudiants. Mais le gouvernement ne nous laisse même pas le temps de cultiver en nous cette interrogation naïve. Prenons l'exemple de la réforme des seconds cycles.

Dans le même temps où Soisson, puis Saunier-Séité se vantaient de vouloir donner des débouchés aux étudiants, leur compère Haby supprimait plusieurs centaines de postes au CAPES et à l'agrégation!

Dans le même temps où Ceyrac, le patron du CNPF<sup>1</sup> intervenait publiquement pour expliquer que cette réforme était conforme aux souhaits du patronat (!), il maintenait son refus de reconnaître les diplômes des étudiants en IUT et des classes de techniciens supérieurs, ce qui aurait concrètement facilité leur insertion dans la vie professionnelle. Dans le même temps où tous ceux-là vantaient la promotion de filières étroitement spécialisées, tronquées et cloisonnées, ils oubliaient ou feignaient d'oublier leur refus de mise en place de formations pré-professionnelles de haut niveau comme l'université de Paris I-Villetaneuse avait voulu en faire l'expérience en 1974.

*E. S.* : Vous avez dit de la réforme des seconds cycles qu'elle était le dernier acte d'un plan d'ensemble. Quelle finalité voyez-vous à la politique universitaire du gouvernement?

*R. M.* : Cette dernière réforme s'intégrait parfaitement à celles mises en place par les ministères précédents conduisant toutes à une refonte rétrograde des formations universitaires et qui s'adaptent parfaitement à la loi Haby.

Elles correspondent à des objectifs cohérents du gouvernement visant à rentabiliser au maximum l'Université et l'assujettir

1. Conseil national du patronat français.

aux besoins actuels des grandes entreprises comme le prévoit le VII<sup>e</sup> Plan.

Cette politique qui frappe toute l'Éducation nationale passe par trois orientations essentielles.

D'abord réduire le coût des dépenses d'éducation jugées improductives et insupportables pour le budget de l'État. Pour cela le gouvernement accroît sa politique d'austérité en imposant un budget de régression et en augmentant la part des dépenses des familles et des étudiants. Cette volonté d'économie maximale se traduit par une aggravation de la ségrégation sociale et par la diminution de la durée moyenne des études et du nombre d'étudiants. La multiplication des barrages sélectifs et des *numerus clausus* tend à éliminer le maximum d'entre eux de manière injustifiée à tous les niveaux de la scolarité. Le gouvernement accentue aussi la limitation du nombre des étudiants étrangers par le contingentement et les pré-inscriptions.

Le second objectif est d'adapter plus étroitement l'enseignement aux impératifs du profit maximal dans la production et de fournir au patronat une main-d'œuvre mieux adaptée à une société capitaliste en crise. Il s'agit d'orienter la masse des étudiants vers des filières courtes au contenu ni scientifique, ni professionnel mais capables de donner le plus rapidement possible un savoir-faire minimal, immédiatement exploitable par le patronat, ce que visait la création des IUT et TS, les formations de haut niveau étant réservées à un petit nombre seulement et pour les secteurs jugés les plus rentables.

Enfin le troisième objectif concerne le contenu de l'enseignement. Loin d'être objectif, pluraliste, scientifique, le contenu de l'enseignement est marqué par la volonté de faire accepter le système économique et social actuel. Si dans certaines matières, la pression des idées du gouvernement est clairement ressentie, dans d'autres, elle est plus subtile. Le gouvernement et le patronat veulent l'aggraver et utiliser de plus en plus le contenu de l'enseignement pour faire accepter leurs objectifs.

Et c'est parce qu'il sait que ses projets et sa politique se heurtent à l'Université comme dans le reste du pays à une

riposte massive que le gouvernement recourt en permanence à la démagogie, à l'autoritarisme et porte de graves atteintes aux droits des étudiants et aux libertés syndicales et politiques dans les universités.

Vous voyez que, par-delà les « avatars » de telle ou telle mesure, de tel ou tel ministre, il s'agit plus fondamentalement d'une politique, qui s'exerce à l'échelle de tout le pays avec un « plan Barre » par exemple, à l'échelle des universités avec la suite des projets « tentés et avortés » depuis dix ans.

Il y a une « logique du gouvernement et du patronat » et il faut en être conscient. Mais une logique en appelle une autre.

### L'avenir au présent

*Les Éditions sociales* : Justement une chose est de faire le procès de la politique gouvernementale, une autre est de proposer des solutions de remplacement. Alors ?

*René Maurice* : Nous ne luttons pas pour préserver le statu quo, car d'autres solutions viables existent. Prenez le problème de l'emploi des étudiants. Les besoins en ingénieurs, techniciens, cadres, chercheurs enseignants, existent... et seraient sources de créations d'emplois, si le gouvernement prenait les mesures adéquates.

Par exemple, l'application des objectifs du VI<sup>e</sup> Plan concernant la formation des maîtres devrait aboutir à 13 000 postes mis aux concours et non aux 5 500 actuels. Mais si on s'en tient à ce problème, l'application des normes pédagogiques dans l'Éducation nationale permettrait la création de 87 000 postes d'enseignants : de quoi régler presque totalement et la question des maîtres auxiliaires du secondaire, et le problème de ceux qui échouent aux concours de recrutement faute de postes. Voyons également les possibilités des études de droit : on se lamente sur les lenteurs de la justice, alors qu'il y a seulement 4 000 magistrats en France !

Alors que 9 000 ingénieurs sortent chaque année des Grandes Écoles, le patronat lui-même chiffre ses besoins à 14 000 pour les seules industries métallurgiques et minières. Selon l'Office mondial de la santé, la France est au 17<sup>e</sup> rang dans le monde, juste avant l'Espagne et la Grèce, pour le nombre de médecins par habitant! Les hôpitaux chiffrent à 4 000 le nombre des seuls anesthésistes dont ils ont besoin! Les horaires de sport à l'école sont réduits d'année en année : dans des classes surchargées, les professeurs d'éducation physique ne peuvent accorder toute l'aide nécessaire à chaque enfant. On déplore les résultats des Jeux olympiques, on parle de sport de masse, encore faudrait-il s'en donner les moyens!

Ce ne sont là que quelques exemples à titre indicatif. Mais plus globalement, si l'on accordait la retraite à 60 ans, revendication légitime des travailleurs, on créerait là une dynamique très importante dans le domaine de l'emploi des jeunes.

Alors il faut être conséquent et créer les emplois nécessaires à la collectivité nationale plutôt que de poursuivre une politique malthusienne.

### *Quantité et qualité*

*E. S.* : Mais pourrait-on donner un emploi qualifié à chaque étudiant engagé dans des études supérieures?

*R. M.* : Vous savez, dans les banques, dans les professions du commerce, de gestion, 70 % des cadres n'ont pas reçu de formation supérieure : de même 70 % de la construction se fait sans architectes... C'est dire la nécessité de formation de base dans ces branches.

Mais je reconnais que nous sommes encore loin d'avoir dressé le bilan des possibilités qu'offrirait cette logique de la satisfaction des besoins sociaux du pays. Ce qui est sûr c'est qu'en plus d'y répondre, elle déchargerait d'un surcroît de travail et de fatigue nombre de salariés et... qu'elle donnerait des débouchés concrets à des milliers d'étudiants.

*E. S.* : Mais avec cette volonté de former tout le monde, ne

risque-t-on pas de sacrifier la qualité de la formation à la quantité de ceux qui seront formés?

*R. M.* : C'est l'argument suprême des « sélectionnistes » de tout acabit : la valeur d'un diplôme serait inversement proportionnelle à son nombre de titulaires! C'est là une vision médiévale de notre époque. Il n'y a pas de risque d'inflation sur les diplômes. Ne s'agit-il pas en fait de former plus et mieux en même temps? Ne serait-ce pas cela la vraie solution? La valeur d'un diplôme ne doit dépendre ni du nombre de reçus, ni de la formation courte ou spécialisée qu'il sanctionne, mais doit être fonction de l'amélioration des conditions d'études, de la qualité d'un enseignement lié à la vie, au développement des sciences et à la recherche, et l'acquisition à l'Université d'éléments d'une formation pré-professionnelle.

Résoudre ces grands problèmes universitaires, mettre fin au gâchis qu'engendre la situation que j'ai décrite donneraient une valeur réelle aux diplômes universitaires actuels. Bien évidemment cela demande de mettre en place d'autres solutions de décider d'autres mesures concernant le budget des universités, le nombre de postes d'enseignants etc., mais aussi les moyens financiers attribués aux étudiants.

### *Pour une allocation d'études*

*E. S.* : Vous voulez parler de l'allocation d'études. Est-ce que cela n'a pas un peu l'inconvénient de transformer l'étudiant en « assisté »?

*R. M.* : Au contraire. D'abord; l'allocation d'études, c'est quoi<sup>1</sup>? Elle répond à la nécessité pour les étudiants de disposer de ressources financières minimales qui leur permettent de faire des études en s'y consacrant à plein temps, seule possibilité pour qu'ils les réussissent. C'est une aide de l'État aux étudiants, attribuée sur critères sociaux et universitaires et calculée sur la base objective des besoins de l'étudiant. On pourrait ainsi

1. Cf. annexe n° 4.

assurer aux étudiants des ressources suffisantes et régulières qui leur créeraient les conditions d'une réelle indépendance matérielle et morale, ils pourraient ainsi mieux s'assumer dans leur vie quotidienne et leur travail universitaire. L'attribution d'une telle allocation d'études permettrait de réduire en partie les inégalités sociales à l'Université et de faciliter son accès aux jeunes issus de couches sociales défavorisées. C'est donc une question de justice et non de charité. Mais c'est également une question d'intérêt national, car ce serait un investissement rentable pour le pays. En permettant que l'ensemble des étudiants puissent poursuivre leurs études, elle contribuerait à créer des emplois, à réduire considérablement le nombre d'échecs et d'abandons, et à utiliser au maximum le potentiel humain, et matériel de l'Université.

### Besoins et profits

*E. S.* : Mais vous proposez une allocation d'études, des augmentations de budget, la création de postes, etc. ; est-ce que tout cela n'est pas un peu démagogique ou par trop ambitieux ? Est-ce que ces « mesures » ne reviendraient pas trop cher au pays ?

*R. M.* : Trop cher ? Quand on accorde des milliards à Citroën, quand l'opération « pétrole » rapporte aux grands trusts des sommes fabuleuses, quand un M. Dassault peut se permettre de perdre 800 millions d'anciens francs sans sourciller !

L'argent existe, et c'est à l'État de prendre ses responsabilités, dans la priorité de ses choix. Ces mesures impliquent à terme la mise en place d'une politique radicalement différente, totalement novatrice. Il s'agit globalement aujourd'hui de choix de gouvernement. Et de tels investissements seraient autrement rentables pour les étudiants, l'Université et le pays que le bilan qu'on peut dresser aujourd'hui et qui prend la forme d'un réquisitoire contre la politique gouvernementale. Car lorsqu'une licenciée de psychologie devient employée dans un grand magasin, quand un étudiant en IUT met 1 an avant de trouver

un emploi, ces années inutiles, ou ce temps perdu ne coûtent-ils pas aussi au pays ?

Le départ massif de milliers d'étudiants des facultés, mois après mois, ces abandons forcés en cours d'études, ces sacrifices vains est-ce rentable pour le pays ?

Deux tiers des étudiants qui quittent l'Université sans diplôme, dont la moitié avant la fin du premier cycle, est-ce rentable pour le pays ?

Des amphithéâtres qui se vident, des universités au bord de la faillite, est-ce rentable pour le pays ?

Non bien sûr ! Alors que donner ces moyens dont je parlais, mettre en place ces solutions que j'esquissais, ce serait investir aujourd'hui, investir dans la formation des étudiants pour apporter demain un développement supérieur au pays ! En fait, si le gouvernement actuel s'avère incapable de l'assurer, c'est parce qu'il fait le choix conscient, non de satisfaire les besoins de la population, mais de rechercher le profit à court terme pour les grands groupes industriels, notamment les firmes multinationales.

Quand Sidelor décide d'exploiter une mine aux États-Unis et non d'exploiter celles de notre pays, il décide de ne pas créer d'emplois. Quand le gouvernement brade le nucléaire, il décide d'en supprimer.

Cette politique qui touche toutes les catégories de la population frappe particulièrement les débouchés potentiels des étudiants, surtout lorsqu'il s'agit de secteurs de pointe ou de secteurs spécialisés de notre économie nationale qui nécessitent un nombre de cadres très important, comme l'informatique, l'aéronautique, l'électronique, les aciers spéciaux, le nucléaire etc.

C'est pour cette raison d'ailleurs que les étudiants ont conscience que leur lutte dépasse la défense de leurs intérêts étroitement individuels, et participe de la lutte pour la défense de l'intérêt national.

*Ras le bol!*

*E. S.* : Mais les étudiants depuis 1968 ne vivent-ils pas dans un sentiment d'échec plus ou moins permanent, à tout le moins d'amertume, devant un avenir entrevu mais irréalisable?

*R. M.* : Si le milieu étudiant correspondait à cette vision, il ne se serait sans doute rien passé ou presque au printemps 1976. Si des dizaines de milliers d'étudiants sont descendus dans la rue, c'est qu'ils voulaient crier leur indignation devant la situation qui leur est faite pour étudier.

En défendant leur volonté de rester étudiant, c'est-à-dire d'accomplir des études sérieuses et d'acquérir un métier qui corresponde, et ils en ont conscience, aux exigences d'un pays moderne de la fin du *XX<sup>e</sup>* siècle, soucieux de son avenir et donc de sa jeunesse, les étudiants n'ont pas le sentiment de défendre des privilèges.

*Un avantage mais pas un privilège!*

*E. S.* : Même s'il n'est plus qu'un cousin éloigné de celui d'avant-guerre, il est malgré tout indéniable que l'étudiant occupe une situation particulière, enviable même, dans la société.

*R. M.* : Curieux privilège en vérité, que celui de vivre chichement, cumulant petits métiers et longues journées de travail, s'efforçant d'éviter obstacles et barrages accumulés sur la route, pour un avenir incertain. Non; être étudiant n'est plus un privilège. Mais il est évident que cela reste une sorte d'avantage par rapport au jeune apprenti ou au jeune chômeur. Cela suppose un faisceau de conditions infiniment plus favorables à l'épanouissement d'un individu, à son insertion sociale et professionnelle; un étudiant a une autonomie de choix, une ouverture sur le monde, des moyens et une disponibilité culturels, dont ne bénéficie pas la moyenne des Français. C'est vrai. Polarisant l'attention de l'opinion publique sur ces « avantages », masquant le fait qu'ils ne sont autre chose que

des droits légitimes, le gouvernement pousse les étudiants à l'auto-culpabilisation et cherche à jeter le discrédit sur leurs luttes, par des arguments qui jadis ont fait leurs preuves, parés du « bon sens populaire » : les étudiants n'ont pas à se plaindre, tout le monde ne peut pas être P.-D.G., leurs ambitions sont démesurées etc.

On les exhorte à un peu plus de civisme, en modérant leurs revendications, quand toutes les couches de la population vivent à l'heure de l'austérité.

Ce discours-là n'est pas le nôtre. L'étudiant n'est pas un être amoral à fort taux d'égoïsme social, et le scandale n'est pas qu'il s'acharne à rester étudiant en refusant de vivre « d'amour et d'eau fraîche ».

Le scandale, c'est celui d'une politique de sélection sociale qui refuse à toutes les couches de la population l'égalité des chances d'accès à la culture et à l'enseignement.

Le scandale est que naître dans une famille d'agriculteurs, d'ouvriers, de commerçants ou d'employés modestes, constitue le plus souvent un passeport pour la sous-qualification et le chômage, les enthousiasmes noyés, les espoirs déçus, l'interdiction de séjour dans les « domaines réservés » de la culture et du savoir.

Quand les étudiants luttent pour le rester, ils ont conscience de lutter pour le droit aux études de tous. Quand les étudiants luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie, pour leur métier et leur emploi, ils ont conscience, tout en luttant pour eux-mêmes, de participer de plain-pied au combat général de la population contre l'austérité et le chômage, pour la démocratisation de l'enseignement, pour le droit au métier et à l'emploi.

Quand ils luttent pour la qualité de leurs études, pour la sauvegarde de l'Université, ils n'ont pas le sentiment de défendre d'égoïstes intérêts; mais d'être en concordance avec les besoins réels du pays et de la population, de participer à l'essor scientifique, technique, culturel et social, d'être au diapason de l'avenir que souhaitent les Français.

## Le temps des luttes

### *Autour d'un succès*

*Les Éditions sociales* : Le mouvement de protestation contre la réforme des seconds cycles a marqué la vie universitaire, mais également la vie nationale tout entière. Le bilan que l'on peut en tirer est donc très important. Or des appréciations contradictoires ont été portées sur ses résultats revendicatifs. Certains commentateurs parlent d'un « match nul », d'autres même — et parmi eux des groupements étudiants — d'un succès gouvernemental. Il est bien évident que lorsque M<sup>me</sup> Saunier-Seïté, secrétaire d'État aux universités, affirme : « Je n'ai pas changé une virgule à mon texte », on peut se demander si cette lutte a réellement été utile aux étudiants ?

*René Maurice* : Vous savez, nous sommes une fois de plus confrontés à la vieille tactique gouvernementale et patronale qui consiste à montrer que l'action syndicale ne paie pas ! Quand M<sup>me</sup> Saunier-Seïté dit : « Je n'ai rien cédé », que cherche-t-elle, sinon justement à culpabiliser les étudiants et à leur faire croire que leur lutte a été inutile ! Il est logique que l'intense propagande gouvernementale qui a visé à enrayer le mouvement revendicatif des étudiants cherche aujourd'hui à enlever toute signification à cette lutte, car, victorieuse, elle est pleine d'enseignements pour la jeunesse comme pour le pays. Au contraire, elle apparaît comme un mauvais exemple aux yeux du gouvernement. Les interventions répétitives et incantatoires de M<sup>me</sup> Saunier-Seïté, ses efforts multiformes pour accréditer l'idée d'un succès gouvernemental ne peuvent modifier la réalité.

La démission — gardée secrète près d'un mois — de son directeur des Enseignements supérieurs, celui que l'on a appelé « le père de la réforme » M. Jean-Louis Quermonne, n'est pas

l'illustration particulièrement flagrante d'une victoire gouvernementale, mais bien plutôt de son contraire.

Cette démission traduit l'échec d'un homme qu'on avait placé à ce poste pour tenter, comme ancien président d'université, de mieux faire accepter les projets gouvernementaux aux universitaires et aux étudiants. Son départ, auquel s'ajoute celui du recteur de Créteil, M. André Casadevall<sup>1</sup>, met en lumière encore mieux l'échec de la politique du secrétariat d'État aux universités et accentue l'isolement d'Alice Saunier-Seïté. Vraiment ? La caractéristique de cette lutte, c'est qu'elle a contraint le gouvernement à reculer.

### *Reculs tous azimuts*

*E. S.* : Si on ne conteste pas qu'il y ait eu concessions de la part du pouvoir, par contre on affirme assez facilement qu'il a bien peu cédé, ou sur des points peu significatifs. Quelle est votre analyse de ces concessions et sur quoi portent-elles ?

*R. M.* : Cela nécessite une réponse plus globale à votre question : ce mouvement a-t-il été un succès revendicatif pour les étudiants ? L'UNEF répond oui pour plusieurs raisons.

D'abord, ce mouvement a été victorieux en contraignant le gouvernement à des reculs importants sur le contenu d'une réforme qu'il voulait « intouchable ». Ces premiers succès que nous avons rendus publics le 5 mai 1976<sup>2</sup> seront d'ailleurs officialisés au travers de deux nouvelles circulaires partielles d'application, parues le 13 mai et le 20 juillet 1976<sup>3</sup>. Ces succès réels, s'ils ne veulent pas dire abrogation de la réforme, mettent en cause ses aspects les plus nocifs, permettent aux étudiants

1. En rendant publique sa démission, M. Casadevall précisait : « Quand il faut choisir entre être pour ou contre l'Université, je rejoins mon camp... » in *Le Monde de l'Éducation*, n° 21, octobre 1976.

2. Cf. annexe n° 5.

3. Cf. annexe n° 6.

d'organiser la défense de ces premiers acquis, et sur cette base de continuer l'action pour l'abrogation du cadre général de la réforme. Car il n'y a bien évidemment pas opposition entre les deux. Vider la réforme de son contenu et exiger malgré tout qu'elle soit abrogée dans sa totalité sont deux aspects d'une même action pour faire disparaître une réforme dangereuse pour la formation universitaire.

Ensuite ce mouvement a été victorieux en empêchant le gouvernement de mener jusqu'au bout son chantage aux examens et aux diplômes. En remettant en cause le déroulement prévu des examens, le gouvernement pouvait espérer récupérer d'une main ce qu'il avait dû concéder, et ainsi appliquer avant terme certains aspects de sa « réforme » — en décrétant par exemple des « bonnes » et des « mauvaises » universités. Il pouvait également au travers de ce problème avancer dans la remise en cause des libertés universitaires, en sanctionnant les étudiants pour fait de grève!

L'action conjuguée de l'UNEF, du SNESup<sup>1</sup> et des présidents d'université devait là encore contraindre le secrétariat d'État à reculer. Lors d'un conseil interministériel, M<sup>me</sup> Saunier-Seïté devait avouer que 95% des étudiants avaient pu passer leurs examens dans de bonnes conditions dès la première session. Comme vous pouvez le constater, il s'agit bien de reculs importants du gouvernement et d'une limitation réelle du mauvais coup qu'il destinait aux étudiants et à l'Université.

### *Une durée excessive?*

*E. S.* : Mais cela valait-il le temps passé à lutter? Il semble bien — selon les résultats d'un récent sondage — qu'une part importante de l'opinion publique reproche sa durée excessive à l'action étudiante du printemps 1976. Son extension sur plusieurs mois était-elle réellement nécessaire?

*R. M.* . Nous reviendrons plus tard sur l'attitude de la

1. Syndicat national de l'enseignement supérieur affilié à la FEN (Fédération de l'Éducation nationale).

population à l'égard des étudiants, car il me semble que nous pouvons dresser un bilan quelque peu différent de celui tiré par ce sondage.

Mais avant d'aborder le fond de votre question, je voudrais faire une remarque : les étudiants n'ont pas le monopole de luttes longues. Les conflits d'entreprises tendent de plus en plus à correspondre à ce profil. Celui du *Parisien libéré*, par exemple, en est à son dix-neuvième mois de lutte. Celui des Tanneries d'Annonay a duré un an. Ceux de Lip, de Rateau, de Grandin, se sont prolongés des mois durant, etc. On retrouve là le problème de l'attitude du gouvernement et du patronat, de leur refus de négocier sérieusement, de leur volonté de laisser pourrir les conflits plutôt que de prendre en compte les revendications. L'Université n'échappe pas à cette situation, à ceci près que l'attitude gouvernementale y est exacerbée et poussée jusque dans ses extrêmes limites. C'est pourquoi, il me semble que la lutte des étudiants peut être appréciée d'autant plus comme un succès, qu'elle s'est heurtée dès le départ à l'intransigeance forcée du secrétariat d'État aux universités.

Cette intransigeance, nous avons contraint le gouvernement à y renoncer en partie et à ouvrir des discussions, des négociations. C'est là un succès qu'il faut mesurer à sa juste valeur, quand on voit d'autres catégories sociales se heurter à cette même obstination, sans toujours réussir à la battre en brèche.

### *Rencontre houleuse*

*E. S.* : Et pourtant M<sup>me</sup> Saunier-Seïté disait en mai 1976 : « J'ai toujours été partisan de la négociation et on aurait pu éviter cette grève si on m'avait rencontrée dès le départ. »

*R. M.* : Nous l'avions rencontrée bien avant que le mouvement contre « le second cycle » ne prenne la dimension qu'on lui a connue, dès le 12 février 1976<sup>1</sup>.

1. M<sup>me</sup> Saunier-Seïté devait remplacer le 16 janvier 1976, lors

Et notre premier contact a été édifiant. Nous avons dit qu'elle était incompétente et désinvoltée. S'y ajoutait une méconnaissance effarante de la vie universitaire : elle mélangeait tout, les bourses avec l'allocation d'études; elle n'était pas au courant des mesures de son prédécesseur; elle ne connaissait pas le calendrier de la vie universitaire, elle qui avait été recteur!

S'y ajoutait aussi une certaine dose de mauvaise foi : elle a cherché ainsi à nous démontrer la mauvaise gestion des universités par l'idée que pouvaient s'en faire les paysans du Limousin... ce qui était insultant pour eux, et malhonnête pour les universitaires. En ce qui concerne le projet de second cycle elle aura cette réponse catégorique : « Inutile d'insister! La consultation a été suffisante (*sic*), je n'ai pas l'intention de revenir sur cette réforme. » C'est tout dire de la volonté de concertation qu'elle affichera à posteriori, à grand renfort de publicité.

Avec désinvolture et un grand mépris, elle refusera aussi de répondre à la moindre de nos revendications, à chacune de nos propositions, comme à notre demande d'ouverture d'un calendrier de négociations. Ainsi par l'intermédiaire de M<sup>me</sup> Saunier-Seïté, le gouvernement se plaçait systématiquement et délibérément en situation de conflit avec les étudiants, espérant sans doute utiliser à son profit l'explosion étudiante qu'il avait suscitée. La suite devait lui prouver que son calcul était quelque peu risqué.

« Voulez-vous collaborer avec moi? »

*E. S.* : On a parfois l'impression que Jean-Pierre Soisson semblait plus ouvert aux problèmes étudiants, et plus enclin au dialogue avec les responsables syndicaux?

*R. M.* : C'est que le rôle qui lui était dévolu par le gouvernement n'était pas identique à celui confié aujourd'hui à Alice

d'un remaniement du gouvernement Chirac, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités depuis juin 1974.

Saunier-Seïté. M. Soisson avait à mener — en direction de l'Université — la plus importante opération de séduction du gouvernement depuis 1968, destinée à obtenir l'aval des différentes catégories d'usagers aux mesures ministérielles. Il devait donc, du moins dans un premier temps, apparaître comme un conciliateur. En un an et demi, il multipliera les projets de « réforme », les interventions publiques, promettant tout, ne tenant rien. Si M. Soisson tente alors de se concilier les présidents d'université, il cherche surtout la collaboration des étudiants à ses projets, voulant ainsi réussir à l'Université ce que gouvernement et patronat n'arrivent pas à obtenir des salariés. Pour ce faire, il multipliera les efforts, cherchant un « appui », une caution étudiante à sa politique. Notre action et notre fermeté amèneront le ministre à rengainer ses sourires et à mettre bas le masque.

Dans le même temps où un Chirac appelait à la répression syndicale dans l'administration, où un Poniatowski « charcutait » les cantons électoraux de la région parisienne, un Soisson tentait de mettre au pas l'UNEF en multipliant les actes d'autoritarisme et les atteintes aux libertés dans les universités, visant ainsi à limiter notre activité. C'est dire que le gouvernement pensait déjà recourir à « un libéralisme musclé » en cas d'échec de la tentative démagogique du secrétariat d'État aux universités. Et c'est cette pratique gouvernementale qui est devenue quotidienne avec l'arrivée d'Alice Saunier-Seïté.

*Une politique de désordre*

*E. S.* : Celle-ci s'est pourtant défendue d'être « la mère Fouetard de l'Université », indiquant qu'elle voulait seulement y remettre de l'ordre! Qu'en pensez-vous?

*R. M.* : Qu'elle soit contrainte de se justifier, et de cette façon, sur son attitude prend figure d'aveu. Un chroniqueur pourrait tenir une rubrique quotidienne rien qu'en répertoriant la somme des propos insultants, des déclarations irresponsables ou des contre-vérités, exprimés par la nouvelle secrétaire d'État depuis

son accession à la tête des universités. Depuis la fin du conflit du « second cycle », elle s'en est pris tour à tour aux étudiants (« je ne suis pas là pour mater des adolescents prolongés »), aux syndicalistes (« je n'ai découvert ni sens civique ni sens de l'homme chez les responsables syndicaux ou hommes de gauche »), aux universitaires et aux chercheurs (« rendez-vous crédibles (!) »), à l'opposition (« vous êtes des pyromanes criminels »), et même à des journalistes.

L'outrance de son personnage est telle qu'elle prêterait à rire s'il ne s'agissait plus gravement d'une attitude délibérément provocatrice du gouvernement à l'égard des étudiants et de l'Université.

Car comment expliquer, sinon par la volonté de créer le désordre universitaire, qu'en plein conflit le gouvernement s'en soit tenu à cette intransigeance, à cette morgue, à cette coupable désinvolture<sup>2</sup>, alternant menaces et chantage aux examens,

1. Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*, devait faire la mise au point suivante, le 19 juillet 1976, dont nous publions des extraits :

« Le 13 juillet dernier, recevant quelques journalistes accrédités auprès d'elle, parmi lesquels notre collaboratrice Dominique Burg, M<sup>me</sup> Alice Saunier-Seitè, secrétaire d'État aux universités, s'est livrée contre celle-ci à une agression verbale d'une violence assez rare pour que nous estimions utile de la relever. (...) On doit supposer — car l'injure tenant lieu de procès, on en est réduit à supposer — que ce sont les critiques adressées par notre collaboratrice au secrétaire d'État qui expliquent les humeurs de cette dernière. (...) La courtoisie nous interdit de reproduire le vocabulaire du secrétaire d'État aux universités. La courtoisie que nous devons à nos lecteurs bien évidemment, et non pas celle que nous considérons ne plus devoir à M<sup>me</sup> Saunier-Seitè, à laquelle nous renvoyons les compliments qu'elle a adressés à notre collaboratrice. »

2. M<sup>me</sup> Saunier-Seitè accusera les étudiants refusant le chômage et la sous-qualification d'être des intellectuels en quête d'absolu, qui veulent tous devenir des P.-D.G. ; et elle répondra textuellement aux étudiants parisiens venus en délégation réclamer des postes supplémentaires aux concours d'enseignants : « Vos revendications ne m'intéressent pas, vous n'avez qu'à travailler. »

multipliant les agressions verbales ou policières à l'encontre des étudiants. Comment expliquer, sinon toujours par cette même volonté, que M<sup>me</sup> Saunier-Seitè se soit livrée — en profitant avec courage du temps des vacances — à tant de règlements de compte : remise en cause de la validation des diplômes à Nice, Poitiers, Toulouse; partition de l'UER<sup>1</sup> de droit de l'université de Nanterre; condamnation d'étudiants à Montpellier et Toulouse; éviction des représentants de la CGT, de la CFDT et de la FEN du CNESER<sup>2</sup>; suppression de la subvention accordée à l'UNEF, etc.

### *Le temps du mépris*

Et qu'on ne vienne pas parler d'un épiphénomène gouvernemental. Choisie par le chef de l'État, M<sup>me</sup> Saunier-Seitè a été en permanence soutenue dans ses initiatives, comme dans ses propos<sup>3</sup>. Sa réinstallation à la tête des universités après la démission du gouvernement Chirac, en août 1976, prouve que son style est loin d'indisposer la majorité présidentielle. Super-Rectrice, la charge du ministre des universités est de mettre au pas étudiants et universitaires afin de mieux pouvoir imposer la politique gouvernementale. Elle s'y est tenue jusqu'ici avec zèle, même si ses initiatives sont loin d'être couronnées de succès.

E. S. : Malgré tout, cette impression de provocation gouvernementale que vous ressentez, ne relève-t-elle pas d'une certaine susceptibilité d'une Université ayant tendance à fonctionner comme un État dans l'État et soucieuse de ses prérogatives?

R. M. : Écoutez, quand l'on mutile autoritairement la qualité des études, quand l'on dénie aux professeurs le droit d'assumer

1. Unité d'enseignement et de recherche.

2. Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

3. M. Giscard d'Estaing l'assurera publiquement de sa confiance lors d'une conférence de presse le 22 avril 1976.

pleinement leurs responsabilités d'enseignants, quand on cherche à les cantonner dans les sentiers peu dangereux — parce qu'amplement pourvus de garde-fous — des « humanités » sorbonnardes, on le fait au mépris du droit de l'intelligence à s'épanouir dans toute sa plénitude. On le fait envers et contre tous les critères tant scientifiques que pédagogiques. Ce que l'on cherche à faire, ce n'est ni plus ni moins transformer les professeurs en idéologues du pouvoir apprenant à former des « mentalités industrielles ».

Quand l'on réduit tout simplement les universitaires et les chercheurs à l'état de quémandeurs, en étrangeant le budget des universités, en les condamnant à devenir des « prestataires de services » pour le seul intérêt du patronat, que fait-on sinon briser dans l'œuf tout élan possible des intelligences dans la recherche d'une vie meilleure pour l'homme de demain. Le gouvernement, par sa politique, grève dangereusement l'avenir du pays.

Face à une telle attitude, les syndicalistes enseignants et étudiants ont toujours témoigné d'un rare esprit de responsabilité, toujours soucieux par-delà la défense de leurs intérêts propres, de la sauvegarde du potentiel scientifique et technique du pays, des capacités humaines des universités, toujours soucieux de la sauvegarde des intérêts réels de la nation.

Je considère en ce sens le mouvement du « second cycle » non seulement comme un succès étudiant et enseignant, mais surtout comme une victoire de l'Université tout entière.

### *Silencieux, nous ?*

*E. S.* : Cela dit, il y a eu une sorte de « surprise » de nombreux observateurs — dont ceux de la presse — devant l'existence de ce mouvement, car les luttes étudiantes dans la période de 1974 ou 1975 n'avaient guère brillé par leur nombre ou leur ampleur ?

*R. M.* : Je crois que le printemps 1976 fait justice de tout ce qui a été dit alors sur les étudiants. Il est vrai que lors de la mise en place de la nouvelle politique de Giscard d'Estaing, il y a eu un

certain ralentissement des actions revendicatives des étudiants. Mais il faut se souvenir qu'en automne 1974 le gouvernement issu des élections présidentielles a développé une grande campagne envers toutes les catégories sociales pour obtenir un consensus lui laissant les mains libres <sup>1</sup>.

Les étudiants n'ont pas été les seuls à être troublés par cette tentative de mystification politique et économique; et à ma connaissance, on a jamais disserté alors sur la « fin » du mouvement paysan pas plus que sur celui des cadres ou des OS! Or durant cette même période, et de toutes parts, on a prédit la « mort du mouvement étudiant ».

Je voudrais rappeler ici qu'il était de bon ton, voire d'un certain snobisme dans certains milieux de presse, de tenir des propos fort désabusés sur les étudiants. Tout en regrettant les « splendeurs » d'antan du mouvement étudiant, il n'était pas rare de parler du « silence des étudiants <sup>2</sup> » ou d'évoquer « les absents <sup>3</sup> », de se lamenter sur le « mouvement étudiant si actif dans les années 1960 (...) aujourd'hui sporadique <sup>4</sup> », ou encore de constater tel un leitmotiv : « l'aspect le plus évident (...) de cette période est le « silence des étudiants ». De plus en plus l'étudiant se réfugie dans la solution individuelle, la fuite vers l'examen, le bachotage <sup>5</sup> ». Eh bien, cette vision d'étudiants refermés sur leurs problèmes et incapables de lutter était fautive. Et doublement. D'abord parce que, même dans les moments les

1. Le gouvernement répétait alors que la crise était fatale, qu'elle était mondiale, que « l'union sacrée » était nécessaire, en bref, qu'il ne fallait pas lutter. On retrouve d'ailleurs la même opération et le même objectif dans la campagne lancée par M. Raymond Barre contre la sécheresse, puis contre l'inflation.

2. Titre d'une série de trois articles de Bruno Frappat parus dans *le Monde* les 17, 18 et 19 juin 1975.

3. Titre de l'éditorial de Frédéric Gausson du *Monde de l'Éducation* d'octobre 1975.

4. Article paru dans *Tribune socialiste* courant janvier 1976.

5. « Libre Opinion », parue dans *le Monde*, de Jean-Marie Leguen et Jean-Alain Steinfeld, animateurs du COSEF, membres du Parti socialiste.

plus difficiles de la mise en place de la politique giscardienne, il y a eu des luttes à l'Université, progressant secteur par secteur, comme ce fut le cas de la grande grève des élèves en IUT de février-mars 1975, qui a connu un succès certain, ou lors des confrontations électorales, la même année.

### *Pas de génération spontanée!*

Ensuite, parce que ne s'attachant qu'aux soubresauts apparents de l'Université, ces observateurs ne voyaient pas les mutations profondes qui traversaient le mouvement étudiant, et la poussée tranquille des luttes, qui font que le mouvement du printemps 76 n'est pas surgissement imprévisible, mais maturation d'un apprentissage patient de l'action revendicative, avec ses hauts et ses bas.

Il faut être clair! On ne déclenche pas un mouvement de l'ampleur de celui du « second cycle » comme le fait un starter au départ d'une course. Il n'y a pas de « génération spontanée » en matière d'action syndicale. Si le texte gouvernemental va déclencher une telle riposte de la part des étudiants, c'est que ceux-ci sont loin d'être en léthargie. La colère qu'ils ont accumulée en tant que jeunes, étudiants, futurs salariés, qui s'est déjà traduite précédemment par de nombreuses luttes, se cristallisera sur un projet dont ils perçoivent toute la gravité. Nous sommes alors bien loin de la vision manichéenne d'un mouvement étudiant figé, répétant tous les deux ou trois ans — on ne sait pourquoi? — les mêmes soubresauts. Le mouvement contre la réforme du second cycle est le fruit d'une évolution et d'un mûrissement des luttes étudiantes. Face au refus de négocier du secrétariat d'État aux universités, il était le développement naturel des actions syndicales précédentes. Il était la réponse logique à la provocation gouvernementale.

### *La colère d'un printemps*

*Les Éditions sociales* : Avant d'atteindre les dimensions des manifestations d'avril 1976, ce mouvement de lutte naît et se développe. Alors, comment en arrive-t-on là?

*René Maurice* : C'est dans un contexte de luttes très importantes durant la rentrée universitaire 1975-1976 que l'UNEF rendra public un avant-projet gouvernemental de réforme des seconds cycles, obtenant dès décembre le rétablissement de la seconde session d'examens supprimée dans le texte ministériel.

Mais c'est aux lendemains de la session du CNESER<sup>1</sup> du 7 janvier, devant la gravité d'un texte qui ne tient aucun compte des remarques et des propositions qui y ont été effectuées, que se déclenche à proprement parler la riposte contre le « second cycle ». Nous publions au lendemain de cette session un texte commun avec les enseignants du SNESup<sup>2</sup>, qui dénonce le projet, démontre sa gravité et alerte étudiants, universitaires et travailleurs.

### *Des états généraux de lutte!*

Et le 18 janvier 1976, le collectif national de l'UNEF — instance qui rassemble tous les responsables syndicaux des universités de province et des facultés parisiennes — lance un appel solennel<sup>3</sup> aux étudiants de toute la France afin qu'ils entrent en action et s'opposent au projet « Soisson »<sup>4</sup>. Quatre jours plus tard, le 22 janvier, les premières manifestations contre le « second cycle » se dérouleront : deux mille étudiants en

1. Qui rassemble les élus étudiants, enseignants et du personnel universitaire ainsi que diverses personnalités.

2. Cf. annexe n° 3.

3. Cf. annexe n° 5.

4. Le projet désigné dans le vocabulaire étudiant du nom du ministre Soisson qui l'a élaboré comme secrétaire d'État aux universités.

manifestation à Toulouse, un millier à Aix-en-Provence, un millier à Tours, 800 à Nancy, 300 à Brest, 600 à Reims, etc. Plusieurs dizaines de délégations d'étudiants parisiens viendront protester auprès de la conférence des présidents d'universités réunie ce jour-là à Paris. C'est donc la première riposte : celle de la frange la plus combative et la plus déterminée des étudiants, frange qui ne va cesser de grossir au cours des semaines suivantes.

*E. S.* : Aux lendemains des manifestations de janvier, vous décidez la tenue d'états généraux des luttes. Quels objectifs aviez-vous alors ?

*R. M.* : Nous voulions donner une dimension aux actions déjà massives mais encore éparées que mènent les étudiants dans la foulée de la riposte du 22 janvier. Ces états généraux en seront l'occasion. Février permettra de jeter les bases d'un réel mouvement national au travers de leur préparation. Pendant la même période, nous multiplions les efforts, en commun avec les enseignants du SNESup, pour expliquer le contenu nocif de la réforme gouvernementale.

*E. S.* : Et vos états généraux sont un succès qui dépasse même vos espérances ?

*R. M.* : Nous allons faire monter à Paris plusieurs milliers d'étudiants de tous les coins de France le 28 février. Près de 5000 étudiants tiennent forum à l'université de Jussieu ; s'ils débattent de leurs problèmes, élaborent des plates-formes revendicatives et envisagent les actions futures... ils fêtent aussi dans la joie la rencontre de leur force commune et de leurs espoirs. Ils seront 10000 l'après-midi, venus de toute la France et de tous les secteurs universitaires à manifester devant le secrétariat d'Etat aux universités.

Ce succès des états généraux est décisif car il fait surgir le problème de la « réforme » sur le plan national.

« Ça dure et ça s'étend ! »

Si progressivement les facultés sont touchées par le mouvement, déjà 35 universités et 40 IUT sont partiellement ou

totale en grève. De plus, 30 conseils d'universités se sont déjà prononcés contre le « projet Soisson » sous l'action des nouveaux élus de l'UNEF et du SNESup<sup>1</sup>. Le 6 mars, à la faculté de Tolbiac<sup>2</sup>, la première coordination nationale des comités de grève reprend l'appel des états généraux pour élargir le mouvement et décide d'organiser plusieurs journées nationales d'action avant les vacances de Pâques. Le 10 mars, 10000 étudiants descendent dans la rue à Paris ; des milliers d'autres dans toutes les villes universitaires. Cette fois-ci, M<sup>me</sup> Saunier-Séité commence à s'affoler. Elle tente de fermer des établissements comme à Clignancourt, ou envoie les CRS contre les étudiants comme à Nice. Ses menaces télévisées visent à stopper un mouvement qui prend de l'ampleur<sup>3</sup>. Mais la manœuvre échoue : les étudiants ne désarment pas.

Dans la soirée du 18 mars, 30000 étudiants venus de toute la France se rendent en cortège au secrétariat d'Etat. C'est un grand succès. Malgré les incidents qui ponctuent la manifestation et qui sont l'œuvre des fameux « casseurs », les étudiants sauront avec sang-froid empêcher que des affrontements majeurs aient lieu. Ainsi, à la veille des vacances de Pâques, un puissant mouvement de lutte se développe dans les universités : il n'est pas près de s'éteindre.

### *Des conditions favorables*

*E. S.* : Justement, comment expliquez-vous qu'il ne se soit pas agi d'un simple feu de paille et que le premier mouvement de

1. Les élections universitaires de décembre 1975 et janvier 1976 verront une progression considérable de l'UNEF et du SNESup. Cf. annexe n° 7 A.

2. L'un des centres universitaires de l'université de Paris I, situé dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement.

3. M<sup>me</sup> Saunier-Séité, lors de l'émission télévisée « C'est-à-dire », cherchera à discréditer les étudiants devant l'opinion publique en réduisant le nombre de ceux entrés en lutte à 5 %, et menacera de ne pas délivrer les diplômes universitaires en cas de poursuite de la grève.

colère passé, toute cette mobilisation ne soit pas retombée? R. M. . Pour plusieurs raisons importantes, me semble-t-il. D'abord il y a une telle profondeur dans le mécontentement ressenti par la masse des étudiants que leur refus du texte gouvernemental sera quasi unanime, donnant dès le départ les dimensions du mouvement. Ensuite les étudiants viennent dans les mois qui précèdent de faire l'expérience de leur force tant au travers des actions engagées au premier trimestre, et des résultats des élections universitaires, que du succès des états généraux et des premières manifestations nationales. Ils savent ainsi combien ils sont déjà nombreux à agir et cela renforcera encore leur combativité et leur détermination. D'autre part, ils peuvent s'appuyer sur les nombreux acquis remportés précédemment. Enfin, le caractère intersyndical qui s'affirme de façon éclatante dès le début de ce mouvement présage bien des soutiens dont ils pourront bénéficier. C'est dire que même s'il est impossible de prédire les résultats de cette lutte, les étudiants peuvent dès avant Pâques entrevoir la possibilité d'un succès.

Mais plus généralement il existe un contexte dans le pays qui éclaire les caractéristiques de la lutte étudiante. C'est à l'échelle de toute la société que le mécontentement grandit.

### *Tout un pays en lutte*

La population dans son ensemble subit tout à la fois une austérité renforcée, une inflation record, un chômage croissant et un autoritarisme multiforme. Le discours gouvernemental qui se veut rassurant ne peut faire oublier la réalité quotidienne : des difficultés renforcées à vivre pour la plupart des Français. Il ne peut masquer les entreprises qui ferment, les expulsions et les saisies ordonnées, les libertés progressivement rognées. Il ne peut empêcher le développement simultané de puissantes luttes de presque toutes les catégories sociales. Car trop, c'est trop! Et le refus du patronat et du gouvernement de négocier sérieusement ne fait qu'exacerber ce mécontentement populaire. Si les

travailleurs du secteur public, les cheminots, les agents de l'EDF entrent rapidement en action, ceux du secteur privé comme la métallurgie, la presse, le bâtiment ou l'aérospatiale ne sont pas en reste. Mais, phénomène nouveau, ces actions s'étendent à de nouvelles catégories sociales. Aux viticulteurs en lutte, aux agriculteurs rassemblés à Marmande à l'appel des fédérations du MODEF et de la FNSEA, s'ajoutent les internes des hôpitaux, contraints de faire grève pour obtenir des moyens suffisants, les magistrats pour faire respecter la loi, les journalistes pour préserver leur liberté d'expression, les travailleurs de l'Opéra pour conserver leur outil de travail, les immigrés pour empêcher leur expulsion, etc. C'est tout un pays qui est en lutte et dont l'exemple ne peut que renforcer les étudiants dans leur conviction. D'autant que consécutivement à ces luttes sociales le mécontentement s'exprime également sous une forme politique.

E. S. : Vous évoquez les résultats des élections cantonales?

R. M. : Oui! Pour la première fois en effet les partis de gauche sont majoritaires dans le pays en recueillant près de 53 % des suffrages. Cela traduit l'échec de la politique présidentielle à l'échelle du pays, et la fragilité d'un gouvernement dont la base sociale diminue sans cesse. Même s'il tente, en resserrant les rangs de la « majorité » et en durcissant ses méthodes, de donner le change, le pouvoir giscardien a pris avec ces élections un sérieux coup que tout le monde peut mesurer alors à sa juste valeur. Ce succès politique qui s'ajoute à des succès revendicatifs comme Annonay, Grandin, etc., va ainsi libérer des potentialités de lutte dans la population. Et chez les étudiants particulièrement!

### *Le cap des vacances*

E. S. : Arrivent ensuite les vacances de Pâques. Nombreux sont ceux qui pensaient qu'elles seraient suivies d'une décrue du mouvement des étudiants. Et on peut affirmer sans risques que ce fut sans doute un espoir secret du gouvernement. Or, c'est le contraire qui se produit.

R. M. : Si le mouvement repart de plus belle, c'est que ses causes ne sont pas éphémères, loin de là. Le 6 avril 1976, les responsables de l'UNEF et du SNESup se sont rencontrés pour faire le point de la situation. Il ressortira de ces discussions une très importante déclaration commune<sup>1</sup> dans laquelle les deux syndicats s'adressent aux étudiants et aux universitaires pour appeler à la poursuite de l'action sur la base d'une plate-forme commune. Ils lancent également un appel à la grève nationale et à la tenue de manifestations dans toute la France, en particulier pour le 15 avril. Car visiblement le ton n'est pas à la conciliation et le pouvoir cherche plus que jamais l'épreuve de force avec les étudiants.

Si l'*Aurore* avec la raison retrouvée que donne une grande crainte écrivait au lendemain de la manifestation du 18 mars : « ... Mais pourquoi ne pas faire, très vite, l'économie de troubles absurdes. Et premièrement, pourquoi ne pas reprendre contact, tout de suite, avec le syndicalisme étudiantin? La manière forte du : « On ne distribuera pas les diplômes de l'année, si... » a échoué. Nul besoin d'être agrégé, enarque ou polytechnicien pour prévoir qu'elle échouerait. L'immense, la déterminante masse de la majorité studieuse a basculé d'un coup. »

La même *Aurore* se déchaîne après Pâques et donne le ton des hommes au pouvoir. Qu'on en juge par ces titres : « L'Université paralysée : c'est l'objectif poursuivi par l'UNEF et le SNESup d'obédience communiste (*sic*) qui viennent de décider six journées d'action en trois semaines » (7 avril).

« L'agitation s'étend dans les universités. Aux côtés des étudiants, le PC lance les lycéens dans la contestation pour « casser » l'année scolaire et universitaire » (8 avril).

« Une agitation tous azimuts. Le défilé interdit de l'UNEF a été étouffé dans l'œuf gare de l'Est » (9 avril).

Comme on le voit, c'est plus que jamais l'autoritarisme et l'intransigeance qui sont les moteurs de l'action gouvernementale. Ils ne laissent d'autres choix aux étudiants que de poursuivre et d'étendre encore leur mouvement.

1. Cf. annexe n° 5.

### L'étape du 15 avril

E. S. : Et vous réussirez à franchir cette étape dans la préparation du 15 avril?

R. M. : Oui! L'extension de la grève à toutes les universités<sup>1</sup> et la préparation de masse des manifestations nationales donneront une nouvelle dimension au mouvement de protestation.

La puissance des manifestations qui se déroulent ce jeudi 15 avril n'ont d'autre précédent que celles de mai 1968. Si ces cortèges rassemblent au total près de 200 000 étudiants et universitaires, des dizaines de milliers d'autres les rejoindront les jours suivants devant la démonstration de force unitaire ainsi réalisée.

Au soir du 15 avril, s'il ne faut pas s'en tenir à l'euphorie du moment pour préparer la suite de la lutte, nous ressentons une évidente fierté à faire le bilan d'une action menée depuis déjà trois mois et demi. D'autant que l'isolement du ministère s'accroît au fil des jours.

### Une rencontre pour rien!

E. S. : Le même jour en effet, la conférence des présidents demande par 35 voix contre 26 le retrait du texte ministériel. C'est un fameux coup de théâtre qui donne une assurance plus grande à l'action étudiante.

R. M. : Ce vote des présidents, s'il complète au soir du 15 avril l'isolement presque total de la Secrétaire d'État lui enlève surtout la possibilité de rejeter comme « agitateurs » les étudiants et comme « manipulateurs » les enseignants, descendus côte à côte dans la rue. Car s'ils sont peu nombreux, la notoriété des présidents d'universités est importante aux yeux de

1. Décidée par la seconde coordination des comités de grève le 10 avril à Amiens.

l'opinion publique. Ils donnent une crédibilité supplémentaire aux arguments que nous avons donnés pour expliquer notre opposition au « second cycle ». Et nous pourrions concrètement mesurer le trouble de M<sup>me</sup> Saunier-Séité. En effet — et ce n'est pas un hasard — dès le lendemain, 16 avril, le ministre accepte enfin de rencontrer une délégation de l'UNEF.

Lorsqu'elle nous reçoit, elle a bien du mal à cacher son désarroi mais s'en tient malgré tout, exclusivement, aux décisions gouvernementales. Si ce n'est plus la morgue et la désinvolture de notre dernière rencontre ce n'est pas non plus l'heure de la négociation véritable.

### *Giscard en première ligne!*

*E. S.* : Visiblement le gouvernement ne désarme pas puisqu'il entreprend alors une campagne très dure contre les étudiants et l'UNEF?

*R. M.* . Le gouvernement va tenter de dévoyer l'action des étudiants, en multipliant les incidents dans les universités. Il va tenter d'accréditer l'idée d'un soutien étudiant à sa réforme en téléguidant des manifestations de « modérés »... qui ne rassembleront jamais plus d'un millier d'individus.

Il va faire soutenir son ministre des universités par les ténors de Matignon et de la place Beauvau. Il va essayer de tromper l'opinion publique sur le contenu réel du projet gouvernemental.

De la même manière, le secrétaire d'État multipliera les contre-vérités sur le rôle joué par l'UNEF dans la lutte en affirmant à plusieurs reprises que nous sommes « débordés par les gauchistes ». L'objectif ainsi recherché était de déconsidérer ce mouvement de lutte qui étonne par son sérieux, son esprit de responsabilité, sa résolution tranquille, et de faire ressurgir un passé peu avenant des étudiants, afin d'en détacher le maximum de soutiens.

Cela ira croissant jusqu'à la conférence de presse du président de la République du 22 avril. Il consacra 20 mn de

celle-ci à répondre point par point à notre argumentation cherchant à modifier le cours du conflit universitaire en jetant dans la balance tout son poids de chef de l'État. Il poursuivra également sur une grande échelle la politique d'intransigeance et d'autoritarisme de son ministre, reprenant à son compte le chantage aux examens.

*E. S.* : Et pourtant quelques jours après ce *forcing* présidentiel, M<sup>me</sup> Saunier-Séité accepte enfin de négocier. Comment expliquez-vous cette contradiction?

*R. M.* . S'il s'agit par la fermeté du ton et de l'attitude de pousser à la « cassure » le mouvement de protestation, il n'est plus possible au gouvernement, en même temps, de prolonger plus avant ce conflit dont la durée excessive est largement critiquée par une opinion qui ne comprend pas les raisons du blocage ministériel. D'autant que le rapport des forces se maintient dans les universités. Venus de toute la France, 60 000 étudiants et lycéens défilèrent une nouvelle fois dans les rues de Paris le 23 avril, de la Bastille à la place Denfert-Rochereau. Le moment est venu pour le gouvernement de céder sur le principe même de la négociation.

### *Enfin la négociation!*

*E. S.* : Le 26 avril, s'ouvrent donc des discussions entre le secrétariat d'État aux universités et la commission permanente de la conférence des présidents d'universités. Mais pourquoi cette négociation ne se tient-elle pas avec les représentants qualifiés des étudiants et des enseignants?

*R. M.* : Parce que le gouvernement se bat tout simplement, et qu'il lui semble plus « honorable », s'il doit reculer, de le faire devant les représentants des présidents que devant ceux de l'UNEF et du SNESup.

C'est ce qui explique cette manœuvre.

Il n'est pas non plus exclu, que M<sup>me</sup> Saunier-Séité n'ait espéré aussi que les présidents, de par leur diversité, soient moins exigeants que nous. Mais elle a dû alors être extrêmement

déçue car leur attitude restera globalement ferme. Et la tenue à Orsay, le 24 avril, veille de la négociation, d'un forum national des conseils d'universités, à l'initiative du SNESup et auquel participe l'UNEF, n'y est sans doute pas étrangère. Finalement M<sup>me</sup> Saunier-Séité cède sur cinq points très importants du projet. Et ses reculs nous seront confirmés lors des discussions qui se tiendront, dès le 29 avril, entre les représentants de l'UNEF et du SNESup et le secrétariat d'État aux universités.

En effet, tout en estimant comme positifs ces premiers résultats, nous ne pouvions négocier par « procuration », fût-elle donnée aux présidents; c'est pourquoi nous avons maintenu notre exigence d'être recus... et obtenu satisfaction promptement!

C'est ainsi que nous rendrons public le bilan de ces discussions le 5 mai<sup>1</sup>, et donnerons notre appréciation sur la portée des reculs gouvernementaux concernant les aspects les plus nocifs de sa réforme. C'est là un réel succès pour les étudiants et les universitaires.

### *Récupérer d'une main...*

*E. S.* : Là-dessus se greffe le problème du passage des examens. C'est à peu près à cette époque que vous dites aux étudiants : « Il ne faut pas que nous fassions cadeau d'une année d'études au gouvernement, il ne faut pas que cette année universitaire soit une année « blanche ». » Pourquoi?

*R. M.* : Parce que l'objectif du gouvernement était, comme je l'ai indiqué précédemment, de récupérer par le biais des examens et de la non-délivrance des diplômes ce qu'il avait dû concéder par la lutte et la négociation. C'est pourquoi en proposant comme axe de lutte supplémentaire la tenue des examens et la validation de l'année universitaire, nous voulions l'empêcher de prendre une quelconque revanche. Nous avons alors appelé les étudiants à poursuivre la lutte en exigeant que

1. Cf. annexe n° 5.

les examens puissent se tenir. L'UNEF leur a donc demandé de revenir en masse sur les campus pour discuter de la situation, faire le bilan des négociations, et envisager les initiatives nécessaires pour poursuivre la lutte. De même nous leur avons demandé de discuter avec les enseignants, les présidents et le personnel de leur université pour envisager cas par cas les conditions les meilleures du règlement du problème des examens<sup>1</sup>.

Ces débats dureront de quelques jours comme à Saint-Étienne à plusieurs semaines... comme à Amiens, semaines durant lesquelles le gouvernement essaiera de jeter la confusion et de cacher la réalité du succès étudiant... en vain puisque la grande majorité des étudiants pourra se présenter dans des conditions correctes aux différentes sessions d'examens.

Ainsi, malgré les menaces gouvernementales et les provocations du secrétariat d'État aux universités le rassemblement des étudiants et des universitaires, appuyé par les travailleurs et soutenu par une partie notable de l'opinion avait raison de l'obstination du pouvoir et faisait de ces mois d'actions un succès pour l'Université.

### *Le bilan d'une étape*

*Les Éditions sociales* : Vous avez tenu votre 63<sup>e</sup> Congrès<sup>2</sup> juste à la fin du mouvement contre le « second cycle ». Son analyse s'est bien évidemment trouvée au centre de vos travaux, quelles conclusions en avez-vous tirées?

1. J'ai personnellement écrit à chaque président d'université pour leur faire part des propositions équitables de l'UNEF qui tenaient compte à la fois de la nécessité de préserver la valeur des diplômes et de la réalité de la durée de la grève.

2. Le 63<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF s'est tenu du 27 au 30 mai 1976 à Toulouse.

*René Maurice* : Notre appréciation est qu'il s'agit d'un très grand mouvement revendicatif, sans doute le plus important depuis celui de Mai 68.

Aucune des luttes qui se sont développées à l'Université depuis huit années n'ont en effet connu son ampleur et son caractère. Aucune non plus n'est sortie aussi réellement victorieuse d'une épreuve de force que le gouvernement voulait douloureuse pour le mouvement étudiant.

### *Le chemin de la lutte!*

Le nombre de ses participants, son extension à toutes les universités et à tous les secteurs universitaires en font aussi l'une des plus massives.

Ce sont plusieurs centaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants qui sont sortis de leur isolement, qui ont participé pendant plusieurs mois à ce mouvement revendicatif. La plupart d'entre eux n'avaient jamais lutté. Malgré des horizons et des sensibilités différents, ils se sont trouvés unis dans de multiples actions, sous des formes qui ont permis d'étendre la lutte et d'élargir son nombre de participants.

Mais ce n'est pas tout : le mouvement du printemps 76 aura été une grande expérience syndicale de masse des étudiants et c'est là un atout essentiel pour permettre au mouvement étudiant d'engager de nouvelles luttes et d'obtenir de nouveaux succès.

Quelle expérience ont fait des centaines de milliers d'étudiants au travers de ce conflit? Ils ont mesuré qu'isolement et découragement ne pouvaient réduire les difficultés supportées et ne pouvaient battre en brèche les mesures nocives du gouvernement... en bref que le chemin de l'efficacité, que le chemin nécessaire, c'est celui de l'action, c'est le recours à la lutte. Ils ont pu constater, contrairement aux prédictions de mauvais augure, non seulement que c'était nécessaire, mais que c'était possible, et sur une échelle de masse. Enfin et surtout ils ont fait la preuve que la lutte paie, et vérifié quelles conditions sont nécessaires pour qu'elle soit victorieuse.

### *Une avancée du syndicalisme*

*E. S.* : Justement! Quelles sont les caractéristiques particulières de ce mouvement qui le différencient des précédents selon vous?

*R. M.* : Je crois qu'avec le mouvement du printemps 1976 une étape est franchie dans la nature même des luttes engagées par les étudiants.

Nous ne sommes plus seulement en face d'actions plus ou moins désespérées, démarrées autour de thèmes approximatifs et cristallisant un vague mécontentement. Il ne s'agit pas non plus d'un ralliement étudiant à la cause généreuse de quelqu'un d'autre, comme ce fut souvent le cas précédemment. Non que les étudiants ne soient plus capables de solidarité! L'actualité du Liban est là pour en porter témoignage. Mais dans ce milieu facilement utopiste, il semble que le plus difficile pour les étudiants soit de lutter pour leurs revendications propres. Or le mouvement contre la réforme gouvernementale a mis en évidence non seulement qu'ils en étaient de plus en plus capables, mais encore qu'ils avaient su tirer de leurs expériences précédentes les éléments susceptibles de leur éviter de renouveler leurs erreurs passées.

Les étudiants ont su définir des revendications claires, unificatrices, qui correspondent aussi aux intérêts de la population et du pays. Ils se sont assurés le soutien actif des enseignants, ils ont obtenu celui des travailleurs et ont eu le souci d'informer l'opinion publique. Ils ont su conserver à leur mouvement son caractère responsable et déjouer les provocations du gouvernement et de sa police. Restés unis, ils ont contraint le gouvernement à reculer et à céder sur des points importants.

Les étudiants ont ainsi fait la preuve de leur maturité pour mener jusqu'à son terme, en évitant les écueils, un mouvement de lutte qui aurait pu n'être qu'une bouffée de colère, passagère et stérile! Or je pense qu'au contraire nous avons assisté à une avancée spectaculaire du syndicalisme à l'Université et de ses formes d'action. Et j'ai la certitude que plus prompte et plus massive sera la compréhension des caractéristiques de ce

mouvement, plus sûr sera le chemin de nouveaux succès à l'Université. On comprend mieux devant cet enjeu, l'acharnement des hommes au pouvoir à dénaturer la victoire étudiante du printemps 1976.

### *Une aspiration au changement !*

*E. S. :* Mais est-ce qu'au travers de cette lutte les étudiants n'ont pas également eu une certaine expérience politique?

*R. M. :* On ne peut évidemment pas réduire le mouvement des étudiants à sa seule dimension revendicative, ne serait-ce que parce qu'il s'en prenait à la politique universitaire du gouvernement. Du simple fait de l'aggravation de sa politique, de son intransigeance et de son autoritarisme croissant, la volonté de se défendre chez les étudiants ouvre logiquement la voie à une contestation plus profonde, et à une aspiration à un changement plus global. Quand 200 000 étudiants, 200 000 jeunes de moins de 25 ans pour la plupart issus des couches moyennes descendent dans la rue, comme ils l'ont fait en avril 1976, pendant que des dizaines de milliers d'autres les soutiennent par la grève, il est évident que cela traduit non seulement leur refus d'une « réforme » qu'ils jugent néfaste, mais plus profondément le désaveu, sinon la condamnation, global d'une politique. Au travers des mots d'ordre qui refusaient la soumission de l'Université au patronat, s'exprimait bien sûr la volonté d'une formation universitaire de haut niveau, mais aussi, de manière plus ou moins confuse, le rejet d'une société capitaliste dans laquelle les grandes entreprises asservissent l'économie. Et c'est tout à fait logique car l'Université n'est pas un monde clos : elle existe dans un pays où le changement politique est à l'ordre du jour. Ce mouvement, s'il exprimait une colère profonde des étudiants, un mécontentement trop longtemps contenu, traduisait aussi et les difficultés politiques du gouvernement et la volonté de changement de la jeunesse universitaire. Et il n'est pas sans implications directement politiques pour l'avenir.

*E. S. :* Mais en disant cela, est-ce que vous ne tombez pas dans une certaine « politisation » du syndicat?

*R. M. :* Non ! Il y a un ensemble vécu dans sa totalité, dans sa complexité : et la lutte syndicale, si elle s'attaque aux conséquences d'une politique, ne peut faire abstraction des causes qui y conduisent. Lorsque les étudiants voient qu'il est possible de proposer d'autres solutions que celles imposées par le gouvernement (celles que nous élaborons par exemple), cela les amène à un moment donné à une compréhension et à une expression plus directement politiques.

Prenons le mouvement contre le « second cycle » : il y a eu des étudiants pro-giscardiens qui étaient opposés au projet du secrétariat d'État ; avec une grande sincérité mêlée d'une certaine naïveté, ils ont cru, parce que le texte leur semblait à eux aussi dangereux, et parce qu'ils protestaient, que le gouvernement allait céder facilement, et le retirer rapidement.

Quelle analyse font-ils aujourd'hui du gouvernement Giscard d'Estaing ? Quelles conclusions tirent-ils des menaces de Saunier-Séité, des mensonges de Chirac, des provocations de Poniatowski, de l'intransigeance de Giscard ? Eux qui pensaient de l'UNEF qu'elle avait des « *a priori* politiques » contre le gouvernement, que pensent-ils aujourd'hui... ? C'est comme cela que des jeunes basculent dans ce que nos gouvernants appellent « l'opposition » ; c'est ainsi qu'une majorité se minorise !

### *Une convergence nouvelle*

*E. S. :* Pour revenir à l'aspect revendicatif de ce mouvement, vous avez évoqué son caractère massif et déterminé ainsi que les reculs obtenus du gouvernement. Sont-ce les seules caractéristiques nouvelles que vous y voyez ?

*R. M. :* Je crois qu'une des « nouveautés », une des avancées de ce mouvement, c'est la qualité des liens révélés entre les étudiants et le reste de la population.

Le gouvernement a tenté comme il le fait à chaque lutte revendicative, d'opposer aux étudiants le reste de la population. Il a multiplié ses efforts en ce sens durant tout le mouvement contre le « second cycle ». Or, on s'est aperçu que non

seulement il ne réussissait pas à les isoler, à discréditer leur action, mais qu'au contraire les étudiants bénéficiaient d'une compréhension et d'un soutien manifestes. La convergence d'intérêts entre les étudiants et les autres catégories sociales s'est exprimée comme jamais auparavant. Et d'abord au travers de notre lutte commune avec les enseignants.

Ceux-ci sont en effet les principaux alliés des étudiants dans cette lutte. On pourrait croire que c'est naturel, et que cela découle de la simple logique d'une même présence sur un lieu de travail identique. En fait l'union des enseignants et des étudiants a véritablement franchi un cap cette année.

Il n'y a pas si longtemps, nombre d'étudiants dans la période qui a suivi Mai 68 rendaient responsables les enseignants du supérieur de la situation qu'ils subissaient à l'Université. Il n'était pas rare de voir des conflits de cette nature surgir... à la plus grande joie du gouvernement, on s'en doute.

### *Des liens durables!*

Aujourd'hui les étudiants comprennent mieux les intérêts qu'ils ont en commun avec les enseignants. Ensemble ils subissent les méfaits d'une même politique rétrograde. Ensemble ils sont confrontés au refus de satisfaire les besoins des universités, à la volonté d'aggraver et de justifier la sélection sociale, à la volonté de confiner l'enseignant dans un rôle d'animateur relayant l'idéologie officielle, à l'hostilité du pouvoir à toute innovation qui ne s'intègre pas d'emblée dans sa perspective, et à l'asservissement de l'Université à une politique définie par le patronat. Et c'est ensemble qu'ils doivent s'opposer aux mesures malthusiennes, aux budgets d'austérité, aux campagnes forcenées contre la science, et à la montée de l'autoritarisme... C'est dire les larges convergences qui existent et qui fondent l'unité d'action qui a pu se dégager avec tant de force lors des luttes du printemps 1976.

Le syndicalisme enseignant a eu ses problèmes, le syndicalisme étudiant a les siens, et cela n'a pas été à tous les moments

possible de travailler ensemble. Ce que je puis dire. C'est qu'en quelques années des progrès considérables ont eu lieu qui ont abouti au déclenchement commun en janvier 1976 de l'action contre le « second cycle ». Et ce qui est sûr, c'est que les liens tissés entre l'UNEF et le SNESup ont servi de ciment entre la masse des étudiants et des enseignants. Au travers de difficultés identiques que nous avons vécues, au travers d'expériences de luttes que nous avons menées ensemble, au travers de solutions que nous avons élaborées en commun, progressivement, par des confrontations positives, nous avons bâti des rapports sur pied d'égalité, fraternels et combatifs.

L'étape franchie au cours du « mouvement » dépasse une simple alliance conjoncturelle : notre dénonciation du texte gouvernemental, notre animation de l'action ont permis que se fortifient de véritables liens, solides et durables entre étudiants et enseignants.

### *Des faits nouveaux*

*E. S.* : S'il y a les enseignants, il y a également à l'Université les présidents. Il semblerait que plus que par le passé ils se soient retrouvés aux côtés des étudiants?

*R. M.* . Il n'est pas nouveau que des présidents d'universités défendent — face aux mesures ministérielles — le service public universitaire et optent pour une action concertée avec enseignants et étudiants.

Ce qui est nouveau, me semble-t-il, c'est l'ampleur du phénomène constaté aujourd'hui. Outre le fait que près de cinquante conseils d'universités — sur soixante-dix — se soient opposés au projet gouvernemental, la majorité des présidents, en demandant le retrait du texte ministériel, dressait — et en des termes très fermes — un véritable réquisitoire des responsabilités du pouvoir. Et ce qu'on a pu constater à la conférence des présidents d'universités s'est retrouvé dans le refus unanime des présidents d'IUT de subir des restrictions d'heures d'enseignement, comme dans celui du Conseil national des œuvres

universitaires de voter les hausses des tarifs des repas et des chambres des étudiants, comme voulait l'imposer le gouvernement.

Et on pourrait multiplier les exemples qui prouvent que l'institution universitaire dans son ensemble, avec son pluralisme et sa diversité, sous des formes adaptées à chaque catégorie d'usagers, se retrouve unie pour réclamer une autre Université!

### *Égalité, fraternité, solidarité!*

*E. S.* : Il y a le monde universitaire certes. Mais concernant les travailleurs, quel accueil avez-vous reçu?

*R. M.* : De « Mai 68 » à aujourd'hui, les rapports des étudiants et des travailleurs se sont modifiés. Une expérience de luttes communes durant toutes ces années, au plan local comme national, a permis une meilleure connaissance, une plus grande pénétration de la réalité et des problèmes des uns et des autres. Les manifestations du 27 mai 1972 où la jeunesse travailleuse et scolarisée défilait au coude à coude étaient l'aboutissement d'une campagne sur le droit au savoir et au métier commune à la CGT, l'UNEF et l'UNCAL.

La manifestation du 4 octobre 1975 à Paris CGT-CFDT a été un autre moment de cette lutte commune contre le chômage, pour l'emploi des jeunes. Entre ces deux dates il existe des centaines d'actions communes, aussi bien avec le personnel ouvrier et administratif des universités, que lors de grandes campagnes nationales comme celle contre la vie chère du 6 décembre 1973, ou plus récemment les manifestations du 7 et du 23 octobre 1976.

Je crois qu'en définitive le soutien dont a bénéficié le mouvement étudiant de la part des travailleurs dépassait une simple solidarité affective, mais était le fruit d'une réelle convergence d'intérêts.

*E. S.* : La convergence sur le « second cycle » c'était quoi?

*R. M.* : C'était la compréhension par les travailleurs que notre

combat pour défendre la qualité de notre formation et l'outil universitaire rejoignait le leur pour le plein emploi, et pour la maîtrise des richesses nationales. L'attitude du gouvernement à l'égard des étudiants et des travailleurs est identique. Aux travailleurs en lutte, le pouvoir et le patronat par Stoléro interposé « vantait » les vertus du travail manuel, tandis que Saunier-Séité avec l'approbation de Ceyrac expliquait aux étudiants les « avantages » d'une réforme qui dévalorise leur formation. C'est au moment où le pouvoir et le patronat envisageaient dans les prévisions du VII<sup>e</sup> Plan une formation massive d'OS et de manœuvres que le pouvoir s'attaquait à la formation des étudiants, mettant en péril l'avenir économique même du pays.

Voilà débarrassé de tout mythe, ce qui fondait la convergence de lutte entre étudiants et travailleurs. Celle-ci n'est d'ailleurs pas à sens unique. Elle est aussi la compréhension par les étudiants du sens du combat des travailleurs, de la classe ouvrière, et du rôle de leurs organisations. Je crois que certains pas, là aussi, ont été franchis, durant ces mois d'action.

### *Malgré les « casseurs »!*

*E. S.* : Nous retrouvons là votre mise en cause des résultats du sondage que nous évoquions tout à l'heure concernant l'attitude de la population à l'égard des étudiants?

*R. M.* : Oui, car il me semble qu'une des caractéristiques — entre autres — de ce mouvement c'est justement d'avoir été compris et soutenu par une partie très importante de la population. Et s'il en avait été autrement, croyez-vous que le gouvernement aurait été contraint de reculer? Cette attitude compréhensive de la population trouve d'ailleurs son fondement objectif dans la description que je faisais de la situation globale du pays. Ce soutien, nous l'avons ressenti en permanence; notamment lors des journées « Facs ouvertes » au cours desquelles nous invitons la population à venir voir la situation réelle des universités et à comprendre comment les étudiants

organisaient leur grève... et elles ont toujours été couronnées de succès. Nous l'avons ressenti également lors des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, particulièrement au cours du défilé parisien. Mais aussi durant des événements plus confus, voire franchement troubles, comme lors de la fameuse affaire des « casseurs ». Ceux-ci, composés d'éléments pour le moins troubles, et complètement extérieurs aux étudiants, vinrent régulièrement tenter de dévoyer les manifestations étudiantes. A défaut de réussir à les entrainer dans des affrontements avec les forces de police, cette « faune », sans doute manipulée, s'en prit alors aux commerçants situés le long du parcours. Et les défilés étudiants eurent régulièrement leur cortège de vitrines défoncées, de magasins pillés, de violences gratuites. Il y avait de quoi retourner l'opinion publique contre les étudiants. Et c'était sans doute l'objectif ainsi recherché. Car qui était à l'origine d'une telle débauche de violence? Certes des étudiants exaspérés par l'attitude gouvernementale se laisseront aller à leur colère. Certes des groupes gauchistes théoriseront leur incapacité à lutter en prônant une « violence calculée »... Mais cela a sans doute pesé peu dans la balance des provocations que témoins divers et journalistes ont confirmées. D'autant que cette violence « trouble » justifiera la violence légale des forces de police contre les étudiants! La presse unanime relèvera au lendemain de la manifestation parisienne du 15 avril la concordance des témoignages qui prouve que les provocateurs n'avaient rien à voir avec les manifestants étudiants et d'autre part que les brutalités policières ont eu lieu délibérément, sans que rien ne les justifie <sup>1</sup>

1. Les témoignages de commerçants dont les vitrines ont été brisées que rapporte l'AFP sont également significatifs. « Aucun d'entre eux, écrit l'AFP, ne rend aujourd'hui les étudiants responsables de ces exactions. »

L'agence ajoute : « Je ne vois pas pourquoi on interdirait de manifester aux étudiants sous prétexte qu'il y a des casseurs », dit la directrice du *Home contemporain* dont une vitrine a volé en éclats.

» Le responsable de la librairie Gallimard, 15 boulevard Raspail,

Malgré tout, la population saura faire la distinction entre la réalité du mouvement étudiant et ces provocations orchestrées. J'en eus la confirmation dans la lettre de remerciement que m'adressa le président Gingembre <sup>1</sup>, à la suite d'une démarche de solidarité qu'effectua le bureau national de l'UNEF auprès des commerçants parisiens « sinistrés ».

Ainsi la lutte des étudiants en 1976 était comprise et n'était plus confondue avec la caricature qu'essayait d'en donner le gouvernement.

### *Un rôle déterminant !*

E. S. . Pour terminer d'évoquer les caractéristiques de ce mouvement, voyons la place qu'y a occupée l'UNEF.

Si tout le monde a pu constater qu'elle y a joué un rôle important, des divergences s'expriment concernant l'ampleur et le caractère décisif de son intervention. Quelle est sur ce point votre appréciation?

R. M. . L'écho rencontré dans la masse des étudiants par l'analyse, les propositions et les initiatives de l'UNEF est l'un des faits les plus marquants de cette lutte. Et le caractère massif, revendicatif, démocratique et unitaire de ce mouvement est le résultat pour une part essentielle de la place nouvelle qu'y a prise l'UNEF. A toutes les étapes de l'action, le syndicat a été un outil décisif de sa progression : pour dénoncer le projet gou-

ajoute : « J'ai même vu les étudiants courir après les casseurs et leur reprendre les livres qu'ils m'avaient volés pour me les rapporter. »

» Un bijoutier, M. Georges Fermigier, a vu des gens qui « paraissent âgés de 35 ans ». »

Et l'AFP poursuivant son enquête indique que « beaucoup s'étonnaient vendredi qu'il ne soit pas possible à la police d'identifier et d'arrêter ces « bandes d'enragés ». L'un d'eux a résumé à ce sujet une position entendue plusieurs fois : « Je me demande si tout ça, a-t-il dit, n'est pas organisé. »

1. Président de la Confédération des petites et moyennes entreprises.

vernemental, pour déclencher les initiatives de la riposte, pour lui donner une dimension nationale. Mais aussi pour obtenir les soutiens nécessaires, donner un porte-parole national aux étudiants et un interlocuteur face au secrétariat aux universités.

Pendant le développement de l'action, l'UNEF a constitué la principale force de propositions capable d'ouvrir des perspectives. Nous avons permis que les étudiants s'emparent de chaque succès partiel pour renforcer leur lutte.

Mais le rôle de l'UNEF est apparu encore plus évident aux moments les plus difficiles qu'a connus ce mouvement revendicatif : l'obstination du gouvernement, sa volonté de mise en cause des examens, la nécessité de diversifier l'action, pour que la mobilisation se poursuive et puisse aboutir. Nous avons empêché la tentative de division des étudiants que poursuivait le gouvernement en instaurant une ligne de partage, non plus entre partisans minoritaires de la « réforme » et opposants majoritaires, mais entre partisans du passage des examens et ceux qui s'y opposaient. Cette tentative a fait fiasco. Et en appelant les étudiants à dresser le bilan de leur action et de la défaite gouvernementale, là encore le syndicat agissait conformément à ses responsabilités. Mais si les étudiants avaient toutes les raisons d'entrer en lutte, celle-ci n'en a pas été pour autant spontanée : il a fallu que d'autres conditions soient réalisées pour qu'existe ce grand mouvement revendicatif qu'a connu l'Université. Il a fallu lever de nombreux obstacles pour permettre que se développe une riposte massive et unie.

Nous avons appelé les étudiants à la lutte, en expliquant la justesse de celle-ci, en montrant que c'est le seul moyen pour s'en sortir, et que non seulement il est juste d'avancer les revendications, mais aussi que celles-ci peuvent être satisfaites.

Enfin l'action de l'UNEF a été de montrer aux étudiants qu'il faut s'organiser dans la lutte pour mettre en échec les plans du pouvoir et obtenir la satisfaction des revendications.

Ce rôle essentiel, parfois irremplaçable, toujours déterminant de l'UNEF dans l'orientation, l'impulsion et la direction du mouvement contre la « réforme » du second cycle est donc indéniable.

## Des leçons à tirer

*Les Éditions sociales* : Ne donnez-vous pas de ce mouvement revendicatif une vision quelque peu idyllique? L'UNEF a pourtant, au cœur même de l'action, exprimé des mises en garde ou des critiques que je ne retrouve pas dans votre description précédente...

*René Maurice* : Mais ce n'est pas contradictoire! J'ai montré ce qui me semble être sa signification essentielle. Si Mai 68 marque l'intrusion sur la scène politique de la jeunesse étudiante qui devient en tant que telle et à part entière une composante du mouvement social existant en France, il m'apparaît qu'avec la lutte du printemps 76, le mouvement étudiant s'est hissé à un niveau de mécontentement, à un degré de l'action revendicative qui l'apparentent à celui des autres catégories sociales marquant ainsi une étape déterminante de son évolution, mais non une étape irréversible!

Car si les progrès du dernier mouvement sont flagrants, ils sont également fragiles. Alors certes, les étudiants se sont mis en route et ils ont fait de grandes choses; mais en même temps, des limites parfois importantes sont apparues. Et le syndicat n'a jamais caché son opinion sur ce point.

## Être plus offensif!

Il faudrait par exemple une plus grande capacité à proposer, à être offensif plutôt que d'en rester au refus. Le dernier mouvement a vu des progrès considérables en ce domaine. Mais la grande masse des étudiants a encore du mal à se mobiliser autour de revendications nationales et positives. Ce cap n'est pas encore atteint, même s'il est au centre d'un débat important chez les étudiants. Cela semble traduire et une difficulté d'élaboration et une difficulté d'appréciation des capacités du mouvement étudiant et de l'état du rapport de forces. Il apparaît ainsi que pour nombre d'étudiants, il semble

plus crédible de s'opposer à telle ou telle mesure gouvernementale que de lutter pour ses revendications propres.

Quels que soient les efforts menés par l'UNEF en ce domaine, l'existence d'une plate-forme revendicative nationale a fait défaut. Une telle plate-forme est nécessaire. Elle permettrait d'unifier et de coordonner les étudiants par-delà les universités, les secteurs universitaires et les différentes années. Elle contribuerait par son contenu et sa clarté à gagner la compréhension et le soutien définitifs des autres couches sociales à nos luttes. Elle contraindrait le gouvernement à mieux tenir compte de nos revendications sans possibilité d'échappatoires. L'UNEF bien évidemment a élaboré au fil des années et de son expérience une telle plate-forme. Née des cahiers de revendications mis au point chaque année par les étudiants — notamment lors de la préparation des élections universitaires — notre plate-forme est sans doute la plus complète, la plus riche et la plus réaliste<sup>1</sup>.

Cela dit, elle n'est pas à prendre ou à laisser. Je crois simplement qu'elle est une base suffisante pour permettre qu'un réel débat puisse se tenir à partir d'elle, et qu'en sortent des solutions unificatrices concrètes et crédibles.

### *Ne pas mythifier l'action!*

*E. S.* : Concernant les formes de la lutte, on vous a sentis réticents vis-à-vis du mot d'ordre de « grève générale des universités ». Et pourtant vous l'avez voté lors de la coordination nationale d'Amiens<sup>2</sup>?

*R. M.* : Dans quel contexte étions-nous? La grève s'étendait déjà à l'ensemble des universités. C'était là la forme d'action choisie par la masse des étudiants. Nous n'y étions pas opposés et les militants de l'UNEF l'ont d'ailleurs partout repris. Mais nous étions également conscients de ses limites, et nous l'avons dit dès cette époque. Nos inquiétudes tenaient essentiellement

1. Cf. annexe n° 4.

2. Le 10 avril 1976.

aux risques entrevus que la magie du verbe ne se substitue à la conduite claire de l'action; que le caractère mythique, dont est imprégné ce mot d'ordre chez les étudiants, n'occulte les efforts qu'ils devaient fournir à cette étape du mouvement pour augmenter encore leurs forces et avancer des objectifs revendicatifs précis; que cela ne fige enfin les formes de l'action et ne fasse oublier les relais nécessaires à la lutte pour intégrer toujours mieux au mouvement de protestation, toujours plus d'étudiants. En bref, que ce mot d'ordre devenu incantation n'engendre un attentisme dangereux et n'entretienne l'illusion que la mobilisation puisse se maintenir ou augmenter comme par enchantement. C'est pourquoi nous agissons dans le souci de tout faire pour que la grève fasse grandir réellement le potentiel de mobilisation, et en ce sens qu'elle soit la plus massive et la plus active possible.

### *Des formes de lutte variées*

Il s'agit en fait d'une question plus vaste. Malgré une expérience infiniment supérieure aujourd'hui, les étudiants ont encore du mal à bien définir comment lutter. Beaucoup ont encore le sentiment que tant qu'ils ne sont pas dans la rue en train de manifester ou que tant qu'ils ne sont pas en grève, ce n'est pas tout à fait la lutte. On joint tout de suite le geste à la parole et ensuite seulement on regarde à combien on est parti. Et il faut souvent de nombreux efforts pour ne pas se cantonner à la présence dans l'action des éléments les plus avancés, mais l'élargir toujours à la grande masse. Ce qui bien évidemment pose à la fois la question des formes de lutte capables dès le départ d'entraîner la majorité des étudiants — fût-ce au prix d'une relative baisse de leur niveau — et le problème de la conduite démocratique des luttes.

Je crois, par exemple, que les étudiants à l'avenir, doivent mieux prendre en compte toutes les formes d'action possibles. Qu'il s'agisse de pétitions ou de délégations, de manifestations

ou des élections universitaires<sup>1</sup>, toute forme d'action susceptible de rassembler les étudiants dans leur masse, d'unifier leur force, de faire aboutir leurs revendications est une bonne forme d'action!

*E. S.* : Mais vous savez qu'on conteste ces élections comme moyen de lutte?

*R. M.* : On dit beaucoup de choses sur les élections universitaires et souvent beaucoup de bêtises. A quoi servent-elles? Elles permettent aux étudiants d'élire leurs délégués dans les conseils de département (UER) et d'université. Ces élus sont autant de points d'appui pour défendre les revendications ou soutenir les actions des étudiants. On le verra bien durant le mouvement du printemps 76. Même si nous ne faisons pas des élections universitaires la panacée de l'action revendicative, elles sont un grand moyen pour favoriser le développement des luttes, à condition que les délégués syndicaux y soient en nombre. Ainsi lors des dernières élections 1975-1976<sup>2</sup> alors que les listes pro-gouvernementales s'effondraient un peu plus, les listes de l'UNEF recueillaient près de 90 000 voix, soit une augmentation de l'ordre de 40 % sur l'an passé; ce qui est considérable, surtout lorsqu'on sait que l'UNEF avait déjà doublé ses suffrages en 1974-1975.

Ces élections sont donc un moment important de la convergence entre étudiants. Par la sanction cinglante qu'elles donnent à la politique gouvernementale, par le rassemblement des étudiants qu'elles favorisent, par les acquis qu'elles permettent d'obtenir, elles sont un tremplin efficace pour les luttes. Elles ont permis en 1975-1976 à 90 000 étudiants de mesurer la force de leur opposition au projet gouvernemental et de leur soutien au programme de l'UNEF. Elles ont donc constitué un moment du rapport de forces national entre les étudiants et le gouvernement.

1. Il peut également s'agir des élections aux Conseils régionaux des œuvres universitaires (CROUS) ou celles de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF).

2. Cf. annexe n° 7.

Pour résumer mon propos, je crois qu'une des leçons à tirer aujourd'hui, c'est que les étudiants ne peuvent plus se contenter du « On arrête tout et on lutte! » La condition pour que la masse des étudiants agisse, c'est de concilier en permanence le fait de lutter avec parallèlement celui de poursuivre des études.

Cela m'apparaît être une donnée qui rendrait plus forte l'action des étudiants sur deux points : empêcher — comme ce fut le cas — l'existence d'un chantage aux diplômés qui engendre toujours un trouble et des désaffections et d'autre part, permettre que dans sa totalité la masse des étudiants puisse participer à la lutte jusqu'au bout.

### *Pour une véritable démocratie!*

Quand les étudiants sont chez eux au lieu d'être en fac, le fonctionnement démocratique devient impossible; c'est ce qui explique en grande partie la dégradation du fonctionnement et de la tenue des « coordinations nationales ». Si ce mouvement s'est illustré par une volonté démocratique, là encore sans précédent, prenant la forme de comités élus, de délégués choisis, de discussions très libres, il n'a pu éviter manipulations et pratiques politiciennes de la part de certains qui conduisent vite à la sclérose de toute vie démocratique. Il est fondamental que les étudiants prennent en main leur lutte jusqu'au bout et gardent en permanence le contrôle de ce qui est proposé en leur nom. Et celui-ci ne peut s'exercer pleinement qu'au niveau des amphithéâtres, des classes de TD, des UER, non au niveau de toute une université. Les forums de département ont été de ce point de vue une avancée démocratique réelle.

*E. S.* : La dénonciation de ce que vous avez appelé les « irresponsabilités gauchistes » — notamment dans les coordinations nationales — a été très vive. Qu'en est-il?

*R. M.* : Notre position est simple et largement connue. Qu'étaient ces « coordinations »? Des structures provisoires de lutte, dues à l'étape actuelle du mouvement étudiant et à la reconstruction encore récente du phénomène syndical à l'Univer-

sité. S'il était tout à fait normal que l'UNEF y participe, la présence de ses militants visait à en garantir le fonctionnement démocratique et à en obtenir les meilleurs résultats possibles pour les étudiants. Si notre critique de leur fonctionnement s'est avivée, c'est parce que leur déroulement à huis clos, leur préparation contestable, les ont rapidement transformées en marathons ubuesques, se prolongeant sans interruption jour et nuit. Elles sont ainsi apparues souvent comme des soliloques interminables où l'on cherche à « avoir à l'usure » les autres délégués que l'on ne peut gagner dans la discussion, durant lesquelles invalidations arbitraires, manipulations diverses, pressions physiques et entorses à la démocratie ont été accumulées.

C'est pourquoi nous avons mis en garde les étudiants devant de telles pratiques, de façon qu'aucune illusion ne soit entretenue selon laquelle ces « coordinations » formeraient le *nec plus ultra* du syndicalisme, un modèle valable en tout temps et en tout lieu. C'est également ce qui nous a conduit à affirmer en permanence les positions propres de l'UNEF, dans et hors ces structures. Y renoncer eût été entraîner les étudiants dans des voies dangereuses. Enfin, c'est ce qui a conduit les délégués de l'UNEF à refuser des décisions qui constituaient une fuite en avant, comme celles proposées lors des coordinations de Censier<sup>1</sup> ou de Lyon<sup>2</sup>. Ainsi, prôner le « boycottage des examens », « l'auto-défense des facultés », « la violence calculée au sein des manifestations » et la poursuite forcenée d'actions minoritaires aurait abouti non seulement à éloigner enseignants et travailleurs de notre lutte mais aussi à démobiliser les étudiants.

De ces problèmes découlent deux questions qui leur sont liées : le débouché à l'action et la détermination à la mener jusqu'au bout. L'expérience du mouvement a fait ressortir la difficulté à envisager l'action dans sa globalité, c'est-à-dire à aborder franchement l'étape nécessaire de son débouché par la négociation dans le sens où je l'ai exprimé précédemment : elle

1. 27 avril 1976.

2. 5 mai 1976.

n'est ni capitulation, ni reniement de la part des étudiants en lutte, mais escale et tremplin pour la poursuite de l'action.

### *Négocier, c'est lutter!*

*E. S.* : On n'aime guère ce terme de négociations chez les étudiants?

*R. M.* : C'est vrai, mais là encore l'action du printemps a fait avancer la compréhension de cette nécessité de la lutte.

Car négocier c'est lutter. Négocier c'est faire toucher du doigt aux représentants du gouvernement ou du patronat qu'on rencontre, la colère et l'espoir de dizaine de milliers d'étudiants qui exigent satisfaction. Dans la fausse problématique du « tout ou rien », nos gouvernants ont leur réponse, et c'est toujours la même : rien ! Alors les contraindre par la négociation à reculer, à céder sur leurs projets, à répondre positivement à nos revendications, c'est autant de gagné pour améliorer nos conditions de vie et d'études, c'est autant de points d'appui pour la poursuite de l'action. A rêver de la « capitulation » du pouvoir, certains ont failli entraîner le mouvement étudiant dans un cul-de-sac qui lui aurait coûté très cher si nous n'y avions veillé. Là encore, l'inexpérience joue son rôle. D'autre part, si l'importance du mécontentement, l'exaspération peuvent conduire à de grandes flambées de lutte, il faut rappeler en permanence, même aux plus combattifs, la légitimité de leur lutte et le fait qu'ils peuvent gagner. Surtout quand ils se heurtent, comme au printemps dernier, à un mur d'intransigeance de la part de nos gouvernants.

Devant de telles difficultés, le réflexe qui surgit à l'Université est de durcir l'action. Le mouvement a prouvé que c'était une erreur : on croit qu'on durcit et en fait on s'isole. La seule réponse viable, c'est d'élargir encore le nombre des participants et de renforcer encore les soutiens extérieurs dont ils bénéficient. Tout en augmentant la détermination de chacun à participer jusqu'à son terme à l'action...

Voilà l'esquisse de quelques critiques dont nous devons

débattre aujourd'hui concernant le mouvement passé parce qu'elles conditionnent la physionomie des luttes à venir. Et le débat engagé à ce jour montre que des conclusions commencent à être tirées par les étudiants. Par exemple, ils ont compris qu'il ne s'agissait pas seulement d'entrer en lutte mais qu'il fallait aussi la faire aboutir; qu'il ne s'agissait pas seulement d'être mobilisé quand tout marche bien, mais qu'il fallait le rester lorsque cela devient plus difficile. Ils ont compris que pour gagner, il faut être déterminé à prendre la lutte à bras-le-corps... jusqu'au bout.

Et ce n'est pas un hasard si ceux qui se sont montrés les plus capables de faire face, contre vents et marées, ce sont justement les militants de l'UNEF : c'est parce qu'organisés, ils bénéficient de cette efficacité tranquille, de cette sérénité vigoureuse que leur donne le rassemblement conscient et uni de leurs forces.

*E. S.* : Mais ce rôle n'est pas toujours apparu avec la même clarté durant tout le mouvement. On a parfois l'impression que si vous êtes très à l'aise dans son déclenchement, si vous « tenez bien » jusqu'au 15 avril, ensuite, cela vous est plus difficile. Qu'en est-il selon vous?

*R. M.* : D'abord affirmer que nous avons joué un rôle déterminant ne nous conduit pas à penser que nous avons exercé un quelconque monopole. Nous avons dans ce conflit pesé de tout notre poids pour qu'il sorte victorieux et nous avons, je crois, globalement réussi.

D'autre part, affirmer le rôle déterminant de l'UNEF, est-ce que cela veut dire que le mouvement étudiant suit ses propositions au doigt et à l'œil? Évidemment, non! Ne serait-ce que parce qu'il y a toujours une différence entre ce que nous disons et la manière dont la presse le présente, la manière dont les différentes organisations le ressentent, la manière dont les étudiants le perçoivent. Surtout quand il s'agit d'une étape nouvelle à franchir. Regardez les difficultés que nous avons rencontrées au départ, concernant la nécessité des négociations. Pourquoi? C'était quelque chose de totalement nouveau pour la grande masse des étudiants, et ils n'avaient d'autres critères

pour juger de cette nécessité que... les affirmations de l'UNEF. Comment ne pas être en proie au doute? Il n'en serait plus du tout de même aujourd'hui tant il est vrai que seule l'expérience vécue et assimilée peut trancher ce type de problème.

*E. S.* : N'êtes-vous pas alors en avance d'un mouvement?

*R. M.* : Non, il a fallu cette lutte pour faire l'expérience de la négociation. Aucune action précédente des étudiants n'avait été en mesure d'atteindre une dimension telle que le gouvernement soit contraint à la négociation. Par ailleurs, la croissance des difficultés que vous évoquez est pour une part la conséquence logique de son élargissement. Car plus ce mouvement s'est élargi, plus ceux qui s'y joignaient venaient de plus loin. A leur combativité, s'ajoutaient leur inexpérience, leur confusion, voire même leurs réticences. Et du fait de la propagande anti-UNEF du gouvernement, ils étaient souvent plus éloignés des militants syndicaux et parfois même porteurs d'a priori hostiles à notre rencontre. C'est la pratique commune au sein de la lutte qui a pu conduire à lever ces méfiances et ces a priori... Mais cela ne pouvait évidemment pas se régler en quelques jours.

*E. S.* : Mais est-ce que ce n'est pas paradoxal par rapport au rôle que vous affirmiez avoir été celui de l'UNEF?

*R. M.* : Non! Cela traduit seulement un manque de maturité. D'un côté les étudiants dans leur majorité reprennent l'orientation et les initiatives syndicales et de l'autre ils ne se reconnaissent pas encore dans l'organisation syndicale. C'est ce qui explique d'ailleurs qu'ils se soient donné des formes, des structures provisoires telles les coordinations nationales, les assemblées générales, qui visent un peu à suppléer cette absence de syndicalisation massive du mouvement étudiant. On peut dire que si la grande masse comprend aujourd'hui la nécessité du syndicalisme, elle est encore réticente sur le syndicat. Mais la place qu'il a prise au sein de cette lutte et le débat de masse qu'il a suscité constituent là aussi une avancée importante.

*Pour aller de l'avant !*

*E. S.* : Selon vous, quelle physionomie auront les actions futures des étudiants après le dernier conflit ?

*R. M.* : Mais des actions se sont déjà déroulées dans la foulée des succès du « second cycle ». Des luttes conduites sous des formes adaptées aux temps des vacances universitaires, contre les tentatives gouvernementales de récupérer les acquis revendicatifs obtenus.

D'autre part l'aggravation de la politique du pouvoir avec l'arrivée de M. Barre à Matignon, la volonté du secrétariat d'État aux universités de faire passer à tout prix ses mesures, par le biais d'une austérité accrue, ont vu de nouvelles actions s'engager notamment lors du vote du budget des universités. Cela dit on ne peut évidemment pas prédire le profil des futurs mouvements d'ampleur des étudiants. Ce qui est possible au travers de ce bilan, c'est de s'orienter, comme j'ai tenté de le faire, quelles conditions sont nécessaires pour que les étudiants aient le maximum de chances de gagner ; puisque devant le refus du gouvernement de s'engager dans une voie de négociation sérieuse avec les étudiants, il ne reste à ceux-ci que le recours à l'action revendicative.

Mais pour y parvenir, il faut tenir compte de la grande donnée qui émerge de ce mouvement, de cette exigence née des luttes : celle d'une organisation nationale rassemblant tous les étudiants. C'est là une conclusion que tout le monde tire, y compris ceux qui hier encore combattaient une telle nécessité. Je crois qu'il est temps que les étudiants voient les choses en face. Ils sont arrivés à un état de maturité où ils peuvent comprendre que tant qu'ils ne seront pas mieux organisés, ils auront toujours une certaine vulnérabilité. Et aujourd'hui, l'Union nationale des étudiants de France est apparue et apparaît plus que jamais ce lieu de rassemblement car elle a fait la preuve de son efficacité et elle a montré ses potentialités.

Il me semble pouvoir affirmer à ce stade des luttes étudiantes qu'elles ne pourront plus progresser sans un bond important dans le renforcement de l'UNEF.

**Le pari du syndicat***Le meilleur atout*

*Les Éditions sociales* : Vous ramenez tout le syndicalisme étudiant à la seule UNEF. Pourtant il existe d'autres associations. Et leur multiplication est d'ailleurs l'illustration d'un phénomène de division important du mouvement étudiant.

*René Maurice* : Nous abordons là, comme je viens de le montrer, une question grave pour le présent et l'avenir des étudiants : celle de leur unité.

La conviction profonde de ceux qui ont lutté pour rénover l'UNEF<sup>1</sup> s'appuyait sur la nécessité de redonner aux étudiants un grand syndicat unitaire et démocratique. Ils ressentaient le besoin de disposer de nouveau d'une organisation indépendante, qui ne soit la propriété de personne, qui représente nationalement les étudiants face au gouvernement et agisse en convergence avec les enseignants, les travailleurs et la population.

Ceux-là — étudiants communistes, chrétiens, conventionnels<sup>2</sup>, progressistes de tout bord — s'ils étaient sûrs de leur rêve constataient dans le même temps qu'ils étaient minoritaires.

*Une communauté d'intérêts*

Ce pari qu'ils lançaient à l'époque, ils avaient pourtant de sérieuses raisons de croire qu'il était possible de le tenir. L'existence d'intérêts communs à la majorité des étudiants

1. Cf. annexe n° 9. Le courant syndicaliste est revenu à la direction de l'UNEF lors du 59<sup>e</sup> Congrès de mars 1971.

2. Étudiants membres de la Convention des Institutions Républicaines de François Mitterrand.

fondait mieux encore que par le passé la possibilité d'un véritable syndicalisme étudiant. Et cette communauté d'intérêts est aujourd'hui plus que jamais d'actualité.

*E. S.* : Mais est-ce compatible avec l'hétérogénéité du milieu ?

*R. M.* : Si celle-ci donne lieu à de grandes différences sociales, elle ne me semble pas constituer un obstacle majeur. Car d'où vient la grande majorité des étudiants ? De couches moyennes dont on a vu la dégradation des conditions d'existence, sans oublier bien sûr les étudiants — même s'ils sont en nombre restreint — issus de la classe ouvrière et des couches populaires. Pour tous ceux-là particulièrement, des traits communs existent ; ne seraient-ce que leurs difficultés matérielles, la dégradation de leurs conditions d'études et l'incertitude de leur avenir professionnel (la très grande majorité d'entre eux est appelée à se salarier). D'autre part, en situation de « formation », ils connaissent en commun la crise de l'institution « Université ». Enfin, même s'ils la subissent différemment, ils vivent la crise de la société dans ses dimensions économiques, sociales, culturelles ou morales.

C'est dire que même si les étudiants ne forment pas un bloc indifférencié, même si leur situation n'est pas identique, les problèmes similaires qu'ils rencontrent fondent largement la crédibilité de ce syndicalisme étudiant dont je parlais.

Et d'ailleurs, les progrès constatés dans le milieu étudiant ces dernières années, prouvent que ce pari a été tenu !

### *En tête du mouvement étudiant*

Nous avons fait la démonstration qu'à l'Université aussi l'action syndicale avait sa raison d'être et qu'il était possible que s'organise un grand syndicat étudiant. Car ce que chacun peut constater aujourd'hui, c'est l'existence d'une UNEF qui permet de rassembler les étudiants, qui mène l'action revendicative sur tous les terrains, qui lutte en permanence, qui élargit son audience, d'une UNEF en tête du mouvement étudiant. C'est pourquoi il est difficile de comparer à l'Union nationale des

étudiants de France les autres organisations étudiantes, souvent très petites et à l'existence parfois incertaine.

Avec 50 000 adhérents<sup>1</sup>, 90 000 voix recueillies lors des élections universitaires, 2 000<sup>2</sup> élus dans les conseils d'UER et d'universités, la majorité des sièges étudiants du CNSER, la presque majorité des sièges étudiants du CNO<sup>3</sup>, un représentant sur deux au conseil supérieur de l'Éducation nationale, l'UNEF est de très loin la première organisation étudiante<sup>3</sup>.

*E. S.* : Vous énumérez ces chiffres avec une évidente fierté.

*R. M.* : C'est vrai, nous sommes fiers de l'ampleur du chemin parcouru. Cela dit nous faisons ce bilan sans forfanterie. Tout le monde peut en faire le constat : L'UNEF est la plus représentative par le nombre d'adhérents et de voix obtenues, la plus importante par la présence militante, et la plus décisive par l'activité permanente qu'elle exerce dans les facultés.

Et c'est parce qu'elle a fait la preuve de ses capacités passées, de son efficacité présente et de ses potentialités que nous pouvons affirmer à son 63<sup>e</sup> Congrès « l'UNEF est le meilleur atout du mouvement étudiant », pour son unité comme pour son efficacité.

Mais s'il fallait une preuve supplémentaire de la réussite de ce pari, je la puiserais dans le fait que la formule a fait école ; puisque ceux qui étaient hier les adversaires de cette conception semblent aujourd'hui redécouvrir le syndicalisme étudiant et ses possibilités.

### *Les officines gouvernementales*

*E. S.* : Vous pensez à qui en particulier ?

*R. M.* : En premier lieu au gouvernement bien sûr. M. Soisson, alors secrétaire d'État aux universités, s'était démené en 1974 et

1. Au 1<sup>er</sup> juin 1976.

2. L'UNEF détient 4 sièges sur 10 au Conseil national des œuvres universitaires (CNO).

3. Chiffres de 1976.

1975 pour que se regroupent de petites associations corporatistes et qu'elles tentent de mettre sur pied une « contre-UNEF » hâtivement baptisée CLEF<sup>1</sup>. Cette officine giscardienne subira dès le départ des revers importants au point que le ministère lui-même ne peut lui reconnaître guère plus de 1 555 voix aux élections universitaires de 1975-76.

Depuis, il semblerait que M<sup>me</sup> Saunier-Seïté éprouve des difficultés identiques à rassembler dans une seule organisation tous ses soutiens.

Assurément, les étudiants ne sont pas dupes des manœuvres gouvernementales pour fédérer les groupes réactionnaires à l'Université. Mais, pour le secrétariat d'État aux universités, tous les coups sont visiblement permis. C'est ainsi que la revue *Valeurs Actuelles*<sup>2</sup> avoue la raison profonde de la suppression de la subvention à la FNEF<sup>3</sup>. En coupant les vivres à celle-ci, le ministère espérait ainsi contraindre les quelques isolés qui se réclament encore de ce sigle à aller renforcer le CLEF<sup>4</sup>.

Mais cela m'amène à aborder un problème plus grave. Car dans le même temps où le gouvernement supprimait la subvention de l'UNEF<sup>5</sup>, la preuve était apportée qu'il finançait largement, sur critères politiques, d'autres associations étudiantes, et depuis longtemps.

1. CLEF : Comité de liaison des étudiants de France.

2. *Valeurs Actuelles* de septembre 1976.

3. FNEF : Fédération nationale des étudiants de France. L'argumentation du ministère indiquait que la FNEF n'étant plus représentative ne devait plus être subventionnée.

4. Il semble bien que le ministère ait atteint son objectif puisque dans sa convention nationale du 14 novembre 1976 la FNEF exprimait son désir de renouer « dans un esprit de conciliation » avec le secrétariat d'État aux universités.

5. Si le ministère reconnaissait la représentativité de l'UNEF, il indiquait clairement qu'il s'agissait d'une sanction du rôle joué par celle-ci durant le mouvement contre le « second cycle ».

L'UNEF ne s'est vu rétablir sa subvention – suspendue en 1964 – que pour 1974-1975. Celle-ci était d'un montant modeste – sept millions d'anciens francs.

### 316 millions détournés!

Au début de septembre 1976, la direction de l'UNEF rendait public un rapport qui se voulait confidentiel et d'un usage interne aux ministères, contenant la liste de toutes les associations étudiantes recevant des subventions de l'État. Ce document révélait en substance que l'État a versé officiellement 316 millions d'anciens francs aux organisations étudiantes réactionnaires depuis 1968.

L'analyse des chiffres est d'ailleurs révélatrice. Il apparaît ainsi qu'un nombre important d'associations étudiantes non représentatives, parfois inconnues, et qui ont presque toutes disparu actuellement, ont été subventionnées à un moment ou à un autre, à seule fin de « faire pièce » à l'UNEF.

D'autre part, le gouvernement a accordé des subventions inversément proportionnelles à la représentativité des associations étudiantes.

C'est ainsi que l'UNI<sup>1</sup> groupusculaire avec moins de 1 % des suffrages<sup>2</sup> a reçu du ministère 46 millions d'anciens francs durant cette période<sup>3</sup>, dont 19 millions pour la seule année 1974.

La FNAGE<sup>4</sup>, dont il semblerait qu'elle n'ait pas tenu de congrès depuis deux ans, a pourtant reçu de son côté 36 millions d'anciens francs depuis 1968.

1. UNI : Union Interuniversitaire; organisation caractérisée par ses positions d'extrême-droite.

2. Les pourcentages donnés concernent les suffrages exprimés lors des élections universitaires de 1975-1976.

3. Les chiffres donnés sont l'addition des subventions accordées et connues pour 1968, 1970, 1972 et 1974. Aucun chiffre n'existe pour les années intermédiaires.

4. FNAGE : Fédération nationale des associations en Grandes Écoles. Organisation créée dans le sillage de la scission de la FNEF pour les étudiants en Grandes Écoles. L'UGE (Union des Grandes Écoles) affiliée à l'UNEF, majoritaire parmi les étudiants de ce secteur, ne touchera pourtant pour 1976 qu'une subvention de l'ordre de 2 millions d'anciens francs!

La FNEF, au score électoral inférieur à 2 % des suffrages, recevait, jusqu'à la décision ministérielle, 31,5 millions d'AF.

Quant à la FEIC<sup>1</sup>, on aimerait savoir quelles mirifiques vertus lui valurent une subvention de 100 millions d'anciens francs en 1974, alors qu'elle est totalement inconnue des milieux universitaires?

Il ressort de ce bilan non seulement que l'UNEF, l'organisation étudiante reconnue comme la plus représentative, est exclue des « largesses ministérielles », mais que le gouvernement se livre, à des fins politiques, à un véritable détournement des fonds publics au bénéfice d'organisations à sa dévotion.

C'est tout dire de ses efforts pour tenter de contrebalancer le caractère attractif de l'UNEF. Et cela ne date pas d'aujourd'hui, puisque déjà en 1961 le gouvernement organisait de toutes pièces une scission dans l'UNEF en créant ce qui allait devenir la FNEF. L'histoire montre que cela ne lui a visiblement pas servi à grand-chose.

### « Les protégés de Madame »

E. S. : Et vos homonymes de la rue Soufflot, comment les situez-vous dans ce panorama<sup>2</sup> ?

R. M. : Comme un groupuscule supplémentaire ayant du mal à survivre, et cherchant en vain à jeter la confusion chez les étudiants en usurpant le sigle UNEF. Également comme un groupuscule « choyé en haut lieu » pour reprendre les termes d'un article récent de *L'Aurore*. Il était en effet logique que le gouvernement perçoive l'intérêt qu'il pouvait prendre à cette scission de 1971. C'est pourquoi, au fil des années, il multipliera ses efforts pour accorder des facilités à cette association<sup>3</sup>.

1. FEIC : Fédération des écoles d'ingénieurs et cadres.

2. On désigne par ce nom, les trotskystes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS) qui ont scissionné en 1971 et créé une petite contre-formation de l'UNEF, baptisée « Groupe Soufflot ». Cf. annexe n° 9.

3. C'est le ministre Guichard, au lendemain du congrès trotskyste

C'est ainsi que durant le mouvement du printemps 1976, leur rencontre du 13 avril avec M<sup>me</sup> Saunier-Seïté<sup>1</sup> — à un moment où celle-ci refusait de nous recevoir — leur permettra l'espace d'un matin de faire surface et d'apparaître publiquement au moins une fois dans la lutte contre le « second cycle ».

Hélas pour eux, même cette tentative va échouer et dans un article au contenu savoureux, *L'Aurore* elle-même, après s'être extasiée, devra reconnaître dès le lendemain sous le titre « Journée des dupes » : « Visiblement il ne s'agissait pas des interlocuteurs valables (...). Beaucoup de spécialistes les ont confondus (...) avec une UNEF beaucoup plus puissante qui a d'ailleurs été majoritaire aux dernières élections étudiantes<sup>2</sup>. »

C'est dire combien en définitive c'est toujours la masse des étudiants qui tranche et combien on ne peut longtemps la tromper quelles que soient les facilités accordées et la manne distribuée<sup>3</sup> par le gouvernement.

### L'unité : un héritage à enrichir !

E. S. : Deux scissions en quinze ans, est-ce que cela ne fait pas beaucoup pour une même organisation ?

de 1971, qui cherchera à les rencontrer le plus vite possible. C'est Joseph Fontanet qui en 1973 leur demandera dans une lettre de se présenter aux élections aux CROUS, leur expliquant qu'une telle présence leur donnerait beaucoup plus de poids auprès du ministère. C'est Jean-Pierre Soisson qui me dira publiquement et avec un certain cynisme, lors d'une rencontre officielle de janvier 1975, son espoir de voir le « groupe Soufflot » nous battre à ces mêmes élections.

1. Cette organisation cherchera, à partir de cette rencontre, à accréditer l'idée que le ministère céderait sur toutes les revendications étudiantes et ainsi à récupérer l'ensemble du mouvement contre le « second cycle » à son profit. Ce qui aurait pu constituer une opération très rentable pour ces « ouvriers de la dernière heure »...

2. *L'Aurore* du 14 avril 1976.

3. Le groupe Soufflot sous le couvert d'une association « parallèle » (l'AIRAPE) est subventionnée depuis 1974 par un gouvernement visiblement sans réticences à son égard.

R. M. : La caractéristique du mouvement étudiant, au contraire, son originalité principale, c'est d'avoir réussi à préserver son unité au sein d'un seul syndicat, l'UNEF, pendant près de soixante ans. C'est là qu'a résidé la force des actions étudiantes passées. Et c'est bien parce qu'il ressentait concrètement les désagréments de cette force que le gouvernement concentra ses coups contre l'UNEF<sup>1</sup>. Et c'est bien parce qu'ils voulaient capter cette force à leur profit qu'étudiants du PSU et autres groupes gauchistes ont mis en coupe réglée le syndicat pendant plusieurs années<sup>2</sup>, le soumettant à leurs intérêts propres. Si l'UNEF s'est alors retrouvée considérablement affaiblie<sup>3</sup>, c'est qu'elle était devenue le théâtre de querelles politiques permanentes et qu'elle était divisée en petites chapelles politiciennes. L'UNEF a failli succomber définitivement devant ces assauts visant à la dépecer. C'est en faisant appel à la masse des étudiants que les militants syndicalistes ont réussi finalement à y faire obstacle. Et l'UNEF ne s'en est relevée que dans la définition d'une indépendance absolue à l'égard de tout parti politique.

C'est dire que les efforts de tous permettraient d'accélérer le processus de rassemblement des étudiants en son sein. C'est pourquoi je trouve paradoxal au moment où tout conduit les étudiants à s'unir pour défendre leurs intérêts, au moment où un courant majoritaire se dessine chez les étudiants en faveur d'un grand syndicat, au moment où l'UNEF est arrivée à maturité pour jouer à nouveau ce rôle, que des forces qui pourraient contribuer à renforcer le syndicalisme étudiant, cherchent à la diviser et à renouer avec des pratiques que l'Histoire a déjà condamnées.

Quand l'UNEF lance un appel à l'union de tous les étudiants, quels que soient leur courant de pensée ou leur

1. C'est à cause de l'opposition de l'UNEF à sa politique algérienne que le gouvernement de Michel Debré organisa la scission de 1961.

2. Cf. annexe n° 9.

3. Entre 1961 et 1970, les effectifs de l'UNEF tomberont d'environ 80000 adhérents à guère plus de 7000.

individualité, projeter la création d'organisations qui lui soient « concurrentes » comme le tentent le COSEF<sup>1</sup> ou le MAS<sup>2</sup>, cela s'appelle diviser. Que la conversion soit tardive ou qu'elle soit paree des meilleures intentions du monde! Nous le disons sans agressivité, car sincèrement nous le regrettons, mais nous le disons avec une grande fermeté :

### *Une conception pluraliste et unitaire*

E. S. : Ces organisations estiment qu'à chaque sensibilité, qu'à chaque courant devrait correspondre une organisation syndicale. Qu'en pensez-vous?

R. M. : Cette conception reviendrait en fait à « balkaniser » le mouvement étudiant, à le cartéliser à des fins politiques. En définitive, une telle situation ne pourrait que profiter au gouvernement qui recueillerait alors les fruits d'un mouvement étudiant divisé.

Cette conception du « syndicat-courroie de transmission » n'est pas la nôtre. Lorsque nous affirmons que « l'UNEF est ouverte à tous », cela veut dire que sans aucun a priori politique, philosophique ou religieux, nous appelons les étudiants à s'unir pour mieux se défendre, pour être efficaces. Et son caractère pluraliste permet ce large rassemblement de toutes les opinions, de tous les courants, de toutes les individualités, sans aucune exclusive<sup>3</sup>. Unitaire l'UNEF allie le pluralisme des idées et la diversité des étudiants. La diversité des sensibilités qui

1. COSEF : Comité pour l'organisation d'un syndicat des étudiants de France, créé en novembre 1975 à l'initiative du Parti socialiste.

2. MAS : Mouvement d'action syndicate; transformation en avril 1976 sous la houlette de la CFDT d'un petit mouvement théoricien appelé alors MARC (Mouvement d'action et de recherche critique).

3. L'UNEF rassemble déjà des étudiants d'origines diverses : communistes, socialistes — notamment du CERES — radicaux de gauche, chrétiens de la JOC et de la JEC, et de nombreux autres sans aucune appartenance politique.

traversent l'Université n'empêchent pas de cohabiter dans une même organisation syndicale. L'expérience l'a déjà prouvé! Les sensibilités diverses qui d'ores et déjà existent dans l'UNEF ont enrichi l'ensemble du syndicat et sa capacité d'intervention.

Être à l'UNEF ne signifie pas abandonner ou renier sa personnalité, son originalité, c'est au contraire en faire bénéficier le syndicat!

### *Ne pas exporter la division!*

*E. S.* : C'est pourtant une réalité du mouvement ouvrier en France : plusieurs organisations syndicales y existent et s'y côtoient...

*R. M.* : Vous savez, la division du syndicalisme ouvrier existe, mais les travailleurs n'en tirent aucune gloire particulière. Je me rappelle ce qu'en disait Georges Séguy <sup>1</sup>... « Il est bien connu que nous ne nous satisfaisons pas, en ce qui concerne les salariés, de la division syndicale. Seuls le patronat et le pouvoir peuvent trouver intérêt à la division syndicale. Nous avons toujours considéré que le syndicat devait être le lieu de rassemblement de tous les salariés pour la défense de leurs intérêts, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Alors cette division du mouvement ouvrier, qui s'explique pour des raisons historiques et dont personne ne tire satisfaction, pourquoi la prendre comme référence? Pourquoi chercher à l'exporter chez les étudiants, alors que ceux-ci peuvent en faire aujourd'hui, plus encore qu'hier, l'économie? »

1. Dans une interview commune que nous avons donnée à *la Vie Ouvrière* en décembre 1975 sous le titre « Étudiants-Travailleurs, ensemble, pourquoi? »

### *La démocratie? Nous y tenons!*

*E. S.* : Mais puisque vous n'êtes pas organisés en tendances, comment la pluralité d'opinions peut-elle s'exprimer?

*R. M.* : Vous savez, nous avons malheureusement fait l'expérience d'une UNEF de tendances; nous avons été contraints de nous y plier pour rénover un syndicat qui faillissait à son rôle parce que paralysé par ces mêmes tendances. Mais nous ne voulons pas renouveler une telle épreuve! Quand la lutte entre tendances prend le pas sur l'action syndicale, cela conduit inmanquablement à une caricature de discussion. Quand l'objectif de telle ou telle tendance devient son développement propre au détriment de la lutte commune, cela correspond-il à l'intérêt des syndiqués, cela leur permet-il de participer à un réel débat démocratique? Pourquoi cristalliser des désaccords, pourquoi stériliser des appréciations différentes en les organisant, en les officialisant en tendances? Comment permettre alors qu'à l'intérieur du syndicat, qu'entre syndiqués, ce soit la force de conviction, la qualité des arguments, qui priment sur les a priori et les positions arrêtées au départ? Alors, croyez-moi, nous y tenons à cette démocratie interne et à cette pluralité d'opinions!

Et d'ailleurs nous avons eu au cours de nos congrès précédents, particulièrement à ceux de Nanterre <sup>1</sup>, de Lyon <sup>2</sup> et de Toulouse des débats animés et parfois vifs mais toujours fraternels. Car trouver sur chaque problème les points communs qui fassent que les meilleures solutions puissent être dégagées dans l'intérêt de la grande majorité des adhérents, aussi bien sur l'orientation syndicale que sur les décisions d'actions ou les choix de direction, c'est l'objectif qui nous anime à l'UNEF, et qui permet qu'une réelle démocratie interne y règne et s'y développe. Ce qui ne veut pas dire que tout y est parfait mais cela nous donne le droit d'envisager son amélioration avec sérénité.

1. Congrès de Nanterre, novembre 1973.

2. Congrès de Lyon, mars 1975.

### Un verdict sévère

*E. S.* : Mais vous ne pouvez pas empêcher que des mouvements se créent quand même, en concurrence ou en opposition avec vous?

*R. M.* : Nous n'entendons pas régir la vie des uns ou des autres. Quand le CLEF soutient à l'Université les projets du ministère, quand le COSEF ou le MAS (encore appelé MARC) décident de telles tentatives de division, chacun en prend la responsabilité devant les étudiants. L'UNEF, comme défenseur de leurs intérêts, comme syndicat responsable, donne son point de vue. Ensuite, qui tranche le problème? C'est la masse des étudiants qui tranche!

Lors des élections universitaires 1975-1976, le COSEF a recueilli... 403 voix, le MARC 2 500, le CLEF giscardien 1 600 et l'UNEF... près de 90 000. C'est là le verdict des étudiants, un verdict, c'est vrai, très sévère!

*E. S.* : Un verdict définitif?

*R. M.* : Non bien sûr! Toute l'histoire de l'UNEF est justement une bataille permanente pour l'unité des étudiants en son sein, sur une base revendicative et sur une conception de masse du syndicalisme. Ce n'est donc jamais définitif et cela nécessite un combat permanent.

### Une clarification importante

Jusqu'ici non seulement ces manœuvres de division n'ont pas affaibli l'UNEF, mais elles ont conduit au contraire à des clarifications importantes<sup>1</sup>. Ces associations qui prétendaient

1. Une certaine presse s'est félicitée de la progression du MAS qui au cours du printemps 1976, passait de 500 adhérents à plus de 1 500! Il m'a semblé dommageable que cette même presse ne fasse pas état de la progression des effectifs de l'UNEF qui durant la même période recevait l'adhésion de 15 000 étudiantes et étudiants supplémentaires!

« rassembler » les étudiants mais rejetaient la principale force nationale existante, ces associations qui prétendaient « unir » les étudiants mais s'opposaient l'une à l'autre dès leur création, sont aujourd'hui la proie de querelles intestines qui accentuent encore le caractère minoritaire de leur entreprise! Le COSEF a reçu en octobre 1976 l'apport du CLERU, enfant chéri d'Edgard Faure lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale. Depuis cette époque le CLERU avait pratiquement cessé d'exister. Il semble aujourd'hui avoir ressuscité le temps d'un jour pour donner son adhésion au COSEF (!).

Quant au MAS, qui ne s'aperçoit aujourd'hui qu'il est le terrain d'affrontement de tous les groupuscules et le cheval de Troie des gauchistes? Cela n'est que l'illustration de l'étroitesse de son orientation et du caractère politicien de ses objectifs. Les étudiants n'ont vraiment rien à attendre de telles querelles. Nous le réaffirmons ici! L'intérêt des étudiants, c'est d'être unis. Toute tentative de division leur est préjudiciable et freine le développement de leurs luttes.

En disant cela nous ne jetons aucune injektive. Nous le disons simplement parce que c'est vrai et parce que les étudiants doivent le savoir. Notre volonté, c'est l'ouverture de l'UNEF à tous les étudiants. C'est pourquoi si parmi les adhérents de ces organisations, il y en a qui veulent vraiment le développement d'un syndicat unitaire nous le disons clairement, ils ont leur place à l'UNEF. Pour ceux qui se fourvoient ou se sont fourvoyés dans ces entreprises de division, adhérer à l'UNEF ne signifie pas faire amende honorable. C'est simplement agir de façon responsable face à la gravité de la situation faite aux étudiants et aux universités par le gouvernement.

Cela dit, si ces initiatives se poursuivaient ou si d'autres voyaient le jour, l'UNEF ferait de nouveau appel aux étudiants pour y répondre. Car ceux-ci n'ont nullement besoin de telles manœuvres mais d'un grand syndicat unificateur. L'UNEF, par son nombre, son expérience, son fonctionnement, son ouverture,

1. CLERU : Comité de liaison des étudiants pour la rénovation de l'Université.

est le lieu le plus crédible de ce rassemblement. Et il est le chemin le plus rapide de l'unité étudiante.

### *La force de l'union*

*Les Éditions sociales* : Au fil de la discussion, vous donnez l'impression d'être finalement assez content de vous — j'entends par-là de l'UNEF ?

*René Maurice* : Non pas du tout ! Au contraire, comme l'a affirmé notre 63<sup>e</sup> Congrès, l'UNEF telle qu'elle est aujourd'hui ne nous satisfait pas. Il faut encore la faire grandir, et la rendre toujours plus utile. S'il est vrai que nous avons enregistré des succès importants auprès des étudiants, c'est avant tout par ce qu'ils se reconnaissaient dans l'orientation que nous développons et qu'ils la soutenaient.

C'est en poussant jusqu'au bout celle-ci, me semble-t-il, qu'un nouveau bond en avant pourra être franchi par l'UNEF.

### *Le recours permanent*

Cette orientation est née du rejet par les étudiants aussi bien de la conception corporatiste du syndicat que de celle qui voulait le transformer en « mouvement politique de masse ».

D'un côté le corporatisme, incapable d'organiser la riposte aux attaques gouvernementales et d'assurer la convergence des luttes universitaires avec celles des travailleurs, maintenait les étudiants dans un ghetto coupé du reste de la société.

De l'autre, la conception du « mouvement politique de masse » transformait le syndicat en appendice de groupuscules politiques, niant l'existence d'intérêts communs aux étudiants et

1. C'est cette conception que défendront les étudiants du PSU, de 1968 à 1971, et qui fera fiasco.

niant par-là même leur nécessaire défense revendicative. Ces deux conceptions ont fait faillite au point que ceux qui s'en réclamaient alors n'osent plus l'avouer aujourd'hui.

Au contraire, l'orientation que développe l'UNEF depuis sa rénovation, enrichie par tous ses congrès successifs et notamment par celui de Toulouse, s'appuie sur l'analyse précise du milieu que j'indiquais précédemment.

Elle conçoit l'UNEF comme le recours permanent des étudiants pour tout ce qui les concerne, c'est-à-dire comme ce qui permet à un étudiant de surmonter ses problèmes individuellement et collectivement.

### *Trois volets : une lutte*

*E. S.* : Ce sont là de grandes idées, certes. Mais comment s'organisent-elles concrètement ?

*R. M.* : Ce qui guide notre activité, c'est de faire toujours mieux de l'UNEF le syndicat de toutes les revendications et de toutes les luttes. A la fois capable d'organiser l'entraide des étudiants et de les défendre quotidiennement ; de mettre en échec les plans du gouvernement et de lutter pour des mesures nationales, urgentes ; et en même temps capable d'impulser l'action pour une Université réellement démocratique.

Ces trois volets d'une même action syndicale qui s'insèrent dans la tradition de combat de l'UNEF pour la rénovation démocratique de l'enseignement supérieur doivent devenir inseparables.

Si nous appelons les étudiants à se défendre, et non à rester isolés face au gouvernement, désespérés devant leurs problèmes ou les campagnes qui visent à les culpabiliser, si nous les appelons à ne pas baisser les bras, à ne pas céder au découragement, non plus d'ailleurs qu'à confier à d'autres le soin de les défendre, ce n'est pas au nom de choix préconçus. C'est tout simplement au nom de l'analyse de la réalité et du bilan de notre expérience syndicale : celle qui nous conduit à constater les responsabilités gouvernementales ; celle qui nous

permet d'affirmer que la seule voie possible pour obtenir satisfaction, c'est celle de la lutte résolue et responsable.

### *Pas de petites revendications!*

*E. S.* : Prendre en compte toutes les revendications est-ce que cela ne vous conduit pas à défendre n'importe quelle revendication?

*R. M.* : Que les revendications soient locales, partielles ou nationales, qu'elles ne concernent qu'un groupe d'étudiants, quelques facultés ou toute l'Université, aucune difficulté n'est mineure si elle fait obstacle à la vie ou aux études d'un étudiant. Tout ce qui lui pose problème est nôtre!

Prendre en compte la diversité de situation des étudiants, de leurs besoins et de leurs aspirations, les traduire concrètement en axes revendicatifs susceptibles de rassembler les étudiants, c'est là plus que jamais le rôle de l'UNEF.

C'est le même souci qui amène l'UNEF à organiser la lutte sous toutes ses formes, là encore sans a priori, si ce n'est — comme je l'ai déjà indiqué — de permettre à la grande masse de se retrouver autour d'elle. Le seul critère qui nous guide alors réside dans le fait que la forme d'action proposée soit comprise, soutenue et prise en charge par la masse des étudiants.

Et c'est la multiplication de toutes ces luttes, fruits de l'activité quotidienne du syndicat, qui forme le soubassement des grandes luttes nationales.

C'est la mise en œuvre concrète de cette orientation qui permet et permettra aux Comités UNEF d'être toujours mieux les centres de rassemblement, de débats, d'initiatives et d'actions.

### *Sans attendre : l'entraide!*

*E. S.* : On vous accuse parfois de corporatisme. Est-ce que vous

n'abondez pas dans le sens de vos détracteurs en prônant une activité de « services <sup>1</sup> »?

*R. M.* : Le rejet du corporatisme ne passe pas par le mépris ou la hautaine indifférence des problèmes les plus urgents des étudiants. Car de quoi s'agit-il avec la mise en place de ces services, si ce n'est de répondre immédiatement aux besoins les plus cruciaux des étudiants? Et l'aggravation de la crise et de ses conséquences extrêmes justifient plus que jamais ce type d'activité. Comme le précisait la conférence des comités UNEF <sup>2</sup> :

« La seule perspective de l'étudiant sans emploi et sans logement, ne peut pas être l'attente de jours meilleurs : son besoin immédiat, c'est le service emploi-logement.

» La seule perspective d'un étudiant salarié qui ne peut assister à ses cours, ne peut pas être la lutte pour l'allocation d'étude; il a besoin immédiatement de polycopiés.

» La seule perspective d'un étudiant qui n'a pas de quoi aller au cinéma ne peut pas être l'action pour l'extension des réductions étudiantes, son aspiration immédiate, c'est l'existence d'un ciné-club. »

En reprenant cette activité de services, nous ne gérons pas — sous une autre forme — la pénurie, mais au contraire nous luttons. Car l'entraide, c'est l'acte premier de toute action

1. L'UNEF organise des services multiples, correspondant aux besoins diversifiés des étudiants. En fonction des grands problèmes généraux, comme ceux de l'emploi, du logement, du manque de vie culturelle, etc. Elle organise des services socio-culturels communs à toutes les universités : emploi-logement, ciné-clubs... Elle organise des services nationaux VTU (Voyage et Tourisme Universitaire), la Coopérative des étudiants de France, permettant l'achat de livres et de fournitures à prix réduits. Elle organise des services particuliers à chaque université et adaptés à leur situation : services auto-stop, SVP-UNEF, petites annonces, gestion de restaurants universitaires ou de cafétérias, guides et accueil pour les inscriptions, organisation de galas, initiatives et rencontres culturelles...

2. Les 6 et 7 novembre 1976. Rapport de Jean-Luc MANO, président de l'UNEF.

revendicative. Et ce faisant l'UNEF renoue avec la tradition du syndicalisme étudiant et se met au diapason du syndicalisme enseignant et ouvrier des grandes confédérations.

Par-delà la conjoncture économique donc, retrouver cette fonction fondamentale du syndicat, c'est pousser jusqu'à son terme une démarche authentiquement syndicale permettant un vaste rassemblement d'étudiants et la mise en place d'un véritable système d'entraide. Alors qu'on ne vienne pas nous taxer de corporatisme! D'autant que personne ne peut réellement croire que l'UNEF qui joue un tel rôle dans le développement des luttes, qui organise partout l'action revendicative, qui est l'objet de la vindicte du ministère, personne ne peut sincèrement croire que l'UNEF puisse sombrer dans le corporatisme.

### *Revendiquer des droits nouveaux*

*E. S.* : Mais cela ne conduit-il pas les militants de l'UNEF à jouer les « bons samaritains » pour les étudiants?

*R. M.* : Si l'UNEF, en tant que structure organisée, a été amenée à recréer le potentiel de services qui était le sien avant la liquidation du syndicat, il ne s'agit pas aujourd'hui d'en rester là; mais au contraire de donner aux étudiants la possibilité concrète de prendre en charge, d'animer et de développer eux-mêmes ces services. C'est là permettre aux étudiants d'une UER de participer directement à l'activité syndicale: d'être partie prenante de l'UNEF.

Cela dit, la mise en place de ces services, la pratique des responsabilités, impliquent plus globalement la revendication de droits nouveaux pour les étudiants, d'une démocratie plus grande dans les universités. Elle pose avec force l'existence d'une réelle cogestion étudiante.

Acquis des luttes de Mai 68, la possibilité pour les étudiants d'élire des délégués et d'être élus, a changé profondément la vie des universités en permettant aux étudiants d'être informés, d'intervenir dans le fonctionnement de leur département ou de

leur université, de faire valoir leurs revendications, leurs droits auprès de l'administration et du gouvernement.

Seule, l'UNEF s'est battue depuis le début pour permettre aux étudiants d'utiliser au maximum cet outil acquis par leurs luttes. Il s'agit aujourd'hui de faire mieux en ce domaine. D'autant que, conscient du danger que représente cette cogestion pour sa politique, le gouvernement fait tout pour la réduire à sa plus simple expression; d'où ses interventions autoritaires sur les campus, par-dessus la tête des responsables universitaires.

C'est dire que cette action prend ainsi directement sa place dans le combat de l'UNEF pour démocratiser l'Université.

### *Les raisons d'un choix*

*E. S.* : Mais cette démonstration de syndicalisme n'est-elle pas contradictoire tout de même avec vos prises de position politiques? et particulièrement avec votre soutien au *Programme commun de gouvernement* des partis de gauche?

*R. M.* : Que constatons-nous pour hier, mais plus encore pour aujourd'hui? Qu'à chaque lutte revendicative le gouvernement cherche soit à céder le moins possible, soit à reprendre au plus vite ce qu'on a pu lui arracher. Ce que nous constatons, c'est qu'avec ce gouvernement, notre situation s'aggrave, qu'aucune amélioration durable et définitive ne peut être obtenue, et que les hommes qui se succèdent dans le régime actuel ont la volonté de mettre en application les mêmes objectifs par un biais ou un autre. Ce n'est plus possible: pour les étudiants, pour l'Université et pour l'intérêt national!

Pour qu'il y ait une autre Université en France qui soit réellement démocratique, il faut une autre politique, une politique totalement novatrice.

C'est pourquoi, quand je retrouve dans le *Programme commun* non seulement les solutions élaborées par l'UNEF, mais aussi les moyens politiques et financiers de les mettre en œuvre, quand je retrouve des possibilités réelles de répondre aux

aspirations des étudiants, à mes aspirations, je trouve naturel, cela fait partie de ma logique syndicale, de lui apporter mon soutien. C'est cette logique syndicale qui amena l'UNEF en janvier 1973 à soutenir le *Programme commun* après un débat approfondi de tous les syndiqués.

Mais cela ne nous lie d'aucune manière les mains vis-à-vis d'un futur gouvernement d'Union de la Gauche, car nous n'oublions pas les fondements de notre vocation syndicale. Quel que soit le gouvernement en place, notre action permanente reste et restera toujours la lutte pour la satisfaction des revendications des étudiants!

### *Une conception de masse*

*E. S.* : Mais on voit mal comment vous conciliez cette prise de position et votre volonté d'unir tous les étudiants?

*R. M.* . La conception de masse du syndicat que nous avons n'implique pas que nous devons leurrer les étudiants sur les causes profondes de la situation qu'ils vivent, ou que nous devons nous taire sur un programme qui offre des perspectives claires, auxquelles la moitié des Français a déjà donné son approbation.

Ceci étant, nous avons pris position pour le *Programme commun*, c'est un fait acquis, mais il n'est pas l'axe prioritaire de notre action revendicative. Et concrètement, cela veut dire que ce n'est pas pour cela qu'aujourd'hui les étudiants adhèrent à l'UNEF. Non! La réalité quotidienne de l'UNEF est que l'on y vient pour de multiples raisons personnelles ou collectives, d'entraide, de défense et d'action... Toutes ces raisons-là sont bonnes, au même titre les unes que les autres; elles sont à l'image des étudiants, diverses, et s'enrichissent dans leur respect mutuel. Elles donnent les mêmes possibilités et les mêmes droits aux uns et aux autres. Il s'agit là d'une démarche fondamentale du syndicat, dont il serait dangereux d'inverser les termes sous peine de retomber dans une vocation groupusculaire.

L'objectif n'est pas que les étudiants soient utiles au

syndicat : l'objectif est que le syndicat soit l'instrument dont tous — sans distinction — puissent se servir!

Il n'y a donc pas de tri à faire en bons et mauvais adhérents. Il y a des étudiants, des adhérents, qui ont besoin du syndicat, pas tous de la même façon; mais qui ont tous droit à être aidés et défendus. C'est ensuite la tâche du syndicat que chacun trouve la place qui est la sienne en son sein.

C'est dire que notre conception de masse implique un rassemblement des étudiants dans le syndicat qui va bien au-delà des étudiants les plus défavorisés, ou au-delà de ceux de « l'Union de la Gauche », même si, bien naturellement, ce rassemblement les englobe en premier. Ce n'est pas là transformer le syndicat en « fourre-tout », mais au contraire l'élargir avec audace à tous ceux qui en ont un besoin urgent. C'est lui définir un horizon à la mesure de la gravité des problèmes rencontrés par le plus grand nombre.

### *Le sens d'une démarche*

Lever tous les obstacles à l'adhésion à l'UNEF, telle est le sens des décisions prises par la Convention nationale des comités UNEF de novembre 1976. La dimension nouvelle donnée aux services d'entraide, le rôle joué par les comités, la proposition soumise au débat de porter le prix de la carte à trois francs reflètent cette volonté. Cette dernière mesure notamment répond à notre démarche de syndicat de masse, à notre appel à l'ensemble des étudiants à s'unir dans les comités UNEF en simplifiant ce que doit être l'adhésion à l'UNEF. Adhérer à l'UNEF, se retrouver dans un comité, doit être un acte simple et naturel, accessible à tous, où chacun est sur un pied d'égalité, sans barrières jetées entre l'étudiant et l'UNEF. S'il est clair que ce n'est pas là une proposition miracle, elle reflète la démarche large et ambitieuse qui doit être celle de tous les comités UNEF aujourd'hui.

1. Le montant de celle-ci était jusqu'à présent de 15 francs.

*E. S.* : Alors que nous sommes dans une période d'austérité et de vie chère, alors que par ailleurs on lui supprime sa subvention, l'UNEF abaisse le prix de sa cotisation. Vous êtes bien les seuls à pratiquer une politique de baisse des prix ; et l'on serait tenté de vous demander sur quels fonds une organisation comme la vôtre peut vivre ?

*R. M.* : Rassurez-vous ou détrompez-vous, à l'UNEF, il n'y a pas de fonds occultes, mais là encore une conception de masse — et largement publique — de la vie financière syndicale. Celle-ci consiste à faire appel aux étudiants pour qu'ils participent à la vie du syndicat et à son développement jusques et y compris dans sa dimension financière.

Et si les ressources de l'UNEF proviennent essentiellement des cotisations et de la collecte, c'est que loin de « saigner à blanc » un bataillon d'altruistes généreux, ses collectes régulières permettent à des dizaines de milliers d'étudiants de prendre part à l'action en soutenant leur syndicat.

### *Nombreux et conscients*

*E. S.* : Au fil de vos réponses, les termes de rassemblement, de force, reviennent un peu comme les deux faces d'un même leitmotiv...

*R. M.* : Nous ne sommes ni des collectionneurs, ni des obsédés du chiffre. Mais l'action syndicale, parce qu'elle s'attache à aider et à défendre concrètement les étudiants, se doit d'être efficace. Et le nombre d'étudiants syndiqués conditionne presque toujours le nombre d'étudiants en lutte, et donc l'efficacité de l'action. L'union fait la force ; et c'est vrai plus que jamais à l'Université. C'est ce qui explique mon insistance sur le rassemblement numérique toujours plus important des étudiants, dans l'UNEF. Mais s'il est décisif, il ne peut suffire. Ce rassemblement ne prend toute sa force que s'il est conscient. Il implique le développement d'une vie démocratique intense au sein du syndicat.

*E. S.* : Cette démocratie, comment la concevez-vous et comment s'exerce-t-elle ?

*R. M.* : Je crois que le mieux est de vous citer ce qu'au 63<sup>e</sup> Congrès, Bernard Huvet, secrétaire général sortant, réaffirmait dans le rapport d'orientation qu'il présentait : « A l'UNEF les décisions sont prises à la majorité après discussion. Personne n'est tenu de les appliquer si elles vont à l'encontre de son opinion. Tout syndiqué jouit des mêmes droits de discuter, de décider, d'élire et d'être élu, droit de bénéficier des services du syndicat. A l'UNEF les dirigeants sont choisis uniquement en fonction de leurs compétences et de leur activité. Leurs opinions que par ailleurs ils sont tout à fait libres de conserver dans le syndicat « ne leur donnent aucune prérogative particulière ».

Vous voyez, je crois que c'est un texte d'une grande clarté.

### *La clef du succès*

*E. S.* : Mais comment concrètement cela se passe-t-il ?

*R. M.* : Là encore, prenons le mouvement de lutte du printemps 1976. Croyez-vous qu'il était possible d'animer cette lutte sans la participation active des syndiqués aux décisions, et à tous les niveaux ? Croyez-vous qu'il était pensable de diriger l'UNEF dans un tel mouvement avec seulement un comité restreint de responsables ? Bien sûr que non ! C'est pourquoi, par exemple, nous avons réuni le plus souvent possible nos instances nationales (bureau national et collectif national) rendant publiques à chaque fois appréciations et décisions. Durant cette période, non seulement le bureau national se réunissait plusieurs fois par semaine, mais le collectif national, dont la fréquence de réunion tourne habituellement autour de deux rencontres par trimestre se tenait une fois par mois. C'est donc un collectif d'environ 120 à 150 étudiantes et étudiants qui a régulièrement décidé de la conduite de l'UNEF dans le mouvement. Rien à voir avec la vision caricaturale d'une petite poignée de « spécialistes » décidant à huit clos de tout. Et je pourrais ajouter à ces rencontres celle des états généraux, sans oublier la présence des 800 délégués à notre Congrès de mai 1976. Quelle organisation peut prétendre, à l'Université, à une telle densité de débats et

d'échanges, à une telle vie démocratique et publique? Et cela s'est retrouvé dans la préparation du Congrès. Malgré la lutte à laquelle participaient activement nos adhérents, le projet de résolution sera l'objet de leur part de 1 500 amendements dont plusieurs centaines seront retenues par les congressistes! Cela représente un volume de confrontations extraordinaire. Et cela est non seulement positif mais fondamentalement nécessaire; c'est le seul chemin possible pour décider au mieux : c'est la clef du succès de la lutte!

### *Ils sont et ils font l'UNEF*

*E. S. :* Vous parlez des instances nationales, mais elles font partie de ce qu'on appelle communément « l'appareil » du syndicat. L'adhérent de base, celui qui n'a pas de responsabilités, comment vit-il l'UNEF?

*R. M. :* Mon premier réflexe serait de vous dire que l'adhérent ne vit pas l'UNEF : il est l'UNEF, il fait l'UNEF. Il en est le cœur et la raison d'être. Les adhérents de l'UNEF ne sont pas autre chose que des étudiants qui s'unissent pour s'entraider et se défendre. L'UNEF n'est pas autre chose que ce que les étudiants font d'elle à chaque étape de leur évolution; tant il est vrai que l'on « n'entre » pas à l'UNEF pour se consacrer au combat commun tel un moine-soldat! C'est pourquoi je vous disais tout à l'heure que l'adhérent ne vit pas l'UNEF, il la fait, il lui modèle son visage à travers le comité, qui est la structure de base de l'UNEF. Celui-ci est constitué de l'ensemble des syndiqués d'une UER. Les attributions d'un comité sont infinies dans la mesure où elles dépendent des aspirations et des problèmes revendicatifs des étudiants. Le comité est le lieu d'échanges par excellence; c'est le centre de l'animation et de la réflexion des syndiqués, c'est le pivot de l'initiative revendicative. On y organise aussi bien la lutte pour un centre de photocopies gratuits, que l'action nationale contre le « second cycle », qu'un concours d'échecs ou une délégation avec les élus de l'Université, que la tenue d'un ciné-club etc.

Chacun est libre d'y organiser l'activité qu'il désire, ou de ne pas y participer. Précisément parce que l'UNEF est l'émanation des étudiants, elle ne fonctionne pas en circuit fermé avec des comités repliés sur eux-mêmes. L'UNEF, c'est des milliers de comités animant la vie des UER, des facultés et comme tels, capables de prendre toutes les initiatives sociales, culturelles ou revendicatives, nécessaires aux étudiants, sans attendre les « directives » nationales.

### *Diversité et dynamique*

*E. S. :* C'est l'auberge espagnole alors?

*R. M. :* Plutôt le respect et l'épanouissement de la personnalité de chacun. Si le comité est le noyau vital de l'UNEF, c'est qu'il est le lieu privilégié où cette diversité ne devient pas disparité mais se constitue en dynamique. Si le comité peut cela, c'est qu'il est totalement au cœur de la vie des étudiants et par là même, il est en mesure d'appréhender et de prendre en charge toute la complexité du monde étudiant, que ce soient les luttes nationales ou locales, l'organisation de services sociaux adaptés, le règlement des conflits pédagogiques ou administratifs, l'animation culturelle de la faculté. Grâce au comité, la confrontation des idées, des expériences, des objectifs revendicatifs et des formes d'action est quotidienne, parce qu'elle se fait non seulement dans les réunions qui sont ouvertes à tous, syndiqués ou non, mais aussi au rythme de la vie des amphis. En fait, vous le voyez, l'importance du comité dépasse très largement le cadre des seuls adhérents. La vie d'un étudiant est très différente selon qu'il existe ou non un comité dans son UER ou sa faculté.

### *La chance des étudiants*

*E. S. :* N'est-ce pas seulement une belle aspiration?

*R. M. :* Dans la mesure où la perfection n'est pas de ce monde, sans doute oui. Certains comités fonctionnent très bien, d'autres

beaucoup moins, d'autres encore pas du tout. Cela dit, la dynamique existe et je dirais même qu'elle devient irréversible. Si, parce que l'UNEF n'est pas un greffon volontariste, parce qu'elle n'est pas celle qui vient « endoctriner » les étudiants en leur portant la bonne parole, parce qu'elle est leur emanation même, les étudiants la façonnent à leur image, celle-ci en retour transforme les étudiants et leur vie.

Alors on est loin d'une belle aspiration un peu vague. La vie démocratique n'est pas un bon principe théorique qui satisferait une éthique morale! Vouloir s'en passer reviendrait à une « économie » des plus coûteuses pour les étudiants. C'est elle qui est le meilleur garant de l'efficacité parce que l'action se fera avec l'accord profond de tous, et sur la base de la discussion la plus large.

Une dernière remarque sur ce qu'on appelle « l'appareil ». Oui, il y a un « appareil » de l'UNEF en ce sens où il existe des structures, des étudiantes et des étudiants qui animent l'action du syndicat dans toute la France : et c'est heureux pour les étudiants! C'est cette direction nationale collective qui grâce à la vie démocratique de toute l'organisation permet de capitaliser, de catalyser, de donner la force de l'union à cette immense richesse dont elle est le creuset et l'émanation.

Dans une telle perspective, il est superflu d'ajouter que l'UNEF ne peut être qu'indépendante, totalement indépendante. Lui dicter de l'extérieur sa conduite, sa stratégie ou ses objectifs revendicatifs reviendrait à les faire rejeter par les étudiants.

Ces objectifs ne peuvent qu'être issus de la confrontation démocratique permanente qui se déroule entre étudiants, syndiqués ou non, dans toutes les universités de France.

### « Comment peut-on être Persan? »

E. S. : C'est vrai, mais vous, par exemple, vous étiez à la fois président de l'UNEF et dirigeant de la Jeunesse communiste? Comment faisiez-vous?

R. M. : J'appliquais mon mandat tout simplement. Mais je

crois que, pour reprendre la formule de Montesquieu : « Comment peut-on être Persan? », certains en France deviennent fébriles et remplis d'inquiétude dès qu'ils s'aperçoivent qu'un dirigeant syndical est communiste, alors qu'au même poste de responsabilité n'importe qui d'autre les laisse presque indifférents.

Je pense qu'il faudrait rompre avec ces faux « émerveillements » qui cachent souvent de vrais procès d'intentions.

Vous savez, contrairement à ce que le journal *le Monde* écrivait dans un portrait qu'il m'avait consacré<sup>1</sup>, ce n'est pas mon adhésion au Parti communiste qui a « tracé ma carrière à l'UNEF ». C'est là méconnaître profondément les mécanismes électifs du syndicat ainsi que son fonctionnement.

De plus c'est laisser planer la suspicion sur les milliers de syndiqués qui ont préparé et participé à nos congrès, c'est mettre en doute leur liberté de choix lorsqu'ils m'ont proposé à la présidence de l'UNEF. C'est mettre en cause le bien-fondé de leur décision lorsqu'ils m'ont confié un second mandat pour impulser et animer la direction nationale.

E. S. : Vous vous en tenez à votre fameuse formule : « Nous ne sommes ni l'UNEF ex-quelque chose, ni l'UNEF des communistes, ni la CGT étudiante : nous sommes l'Union nationale des étudiants de France! »

R. M. : C'est cela! Et nous mènerons une lutte incessante pour que s'arrêtent ces qualificatifs parfois flatteurs, souvent discriminatoires. D'autant que nous n'avons vraiment à recevoir de leçon de personne à ce sujet. Car, contrairement à bien d'autres, l'UNEF ne s'apparente ni à une courroie de transmission ni à un paravent. C'est une organisation totalement indépendante du gouvernement comme du patronat, des partis politiques comme des confédérations ouvrières, une organisation qui n'a de comptes à rendre qu'à ses adhérents.

Cette indépendance de l'UNEF n'est pas synonyme d'isolement des étudiants; elle est le fondement de relations régulières.

1. *Le Monde* du 24 avril 1976.

sur un pied d'égalité, avec les organisations des travailleurs et des enseignants et avec tous ceux qui s'intéressent à la vie de l'université<sup>1</sup>

Et c'est parce que l'UNEF est vraiment indépendante qu'elle peut à tout moment, dans tous les organismes, avec tous les interlocuteurs, faire valoir les droits et les intérêts des étudiants.

### *La force d'être ensemble*

*E. S.* : Votre conception d'un syndicalisme étudiant responsable, efficace, n'est-elle pas trop... sérieuse, quand on connaît un certain folklore étudiant ?

*R. M.* : Il est certain que nombre de gens du gouvernement, du patronat, voire d'une certaine presse, préféreraient flatter un folklore inefficace ou le charme discret d'un spontanéisme stérile

1. Mais des relations d'égalité impliquent des relations de non-ingérence. C'est pourquoi il est infiniment regrettable qu'en avril 1976 la direction de la FEN ait pu constituer pour le pouvoir un élément dans son jeu de division. Ce qui ressort de la rencontre de l'UNEF et du secrétariat d'Etat aux universités le 16 avril 1976 est de ce point de vue explicite. Disant à M<sup>me</sup> Saunier-Seïté « vous ne pouvez pas avoir raison contre tout le monde ! », je l'entendis me répondre avec une joie visiblement mal contenue : « Je n'ai pas raison contre tout le monde, la FEN est d'accord avec moi... La FEN est quand même un grand syndicat ! » Cette réponse ne nous surprendra malheureusement qu'à moitié, car elle s'inscrit dans la droite ligne de la rencontre intervenue entre la direction de la FEN et le secrétariat d'Etat, en date du 13 avril. Cela constaté, il est totalement regrettable que la direction de la FEN ait tenté, derrière le dos des étudiants et pour ses intérêts propres, de casser un mouvement de masse en pleine ascension. Sa propension à jouer les « messieurs bons-offices » ou à soutenir les tentatives de division du syndicalisme étudiant (le groupe Soufflot hier, le COSEF aujourd'hui) est d'autant moins admissible que cette Fédération d'enseignants a mieux à faire et trouve mieux sa place en descendant dans la rue aux côtés de la CGT et de la CFDT, comme le 7 octobre 1976, qu'en se laissant aller à de tels égarements et ingérences.

dont ils pourraient utiliser à leur profit les excès, plutôt que d'être confrontés à un syndicalisme étudiant arrivé à maturité et qui, avec sa spécificité, rassemble, unifie, organise, pour développer l'action. Alors je comprends très bien que ceux que j'évoquais considèrent ce syndicalisme comme trop « sérieux ». Mais les étudiants savent de quel outil ils ont besoin pour la lutte, et ce que nous venons de vivre nous conforte dans notre résolution de faire progresser un syndicalisme étudiant fort, uni et efficace. Cela dit, croyez-vous que cela enlève aux étudiants en lutte une parcelle de jeunesse ou d'humour ? Pensez-vous que cela les conduise à une activité terne et ennuyeuse ? C'est bien souvent le contraire qui s'opère. La conscience claire des problèmes rencontrés, de leurs causes et de leurs solutions, la possibilité entrevue de « s'en sortir », comme on dit, la joie d'être ensemble dans l'action, la force qu'on ressent à être unis, toutes ces choses font que l'action revendicative est synonyme de progression personnelle et d'épanouissement...

### *En guise de conclusion...*

*Les Éditions sociales* : L'UNEF est une dame déjà suffisamment âgée pour que le congrès que vous avez tenu à Toulouse soit le 63<sup>e</sup>. Comment le présenter brièvement ?

*René Maurice* : C'est un congrès de continuité et de rupture. Il est à la fois étape conjoncturelle de la lutte, puisqu'il fait le bilan de l'action des étudiants contre le projet de réforme des seconds cycles et qu'il a été un moment de cette action.

### *Une nouvelle étape*

Mais il est aussi l'étape d'une période entière qui se termine alors. Il marque l'aboutissement d'un travail syndical de cinq

années pour reconstruire l'UNEF et permettre l'éclosion de grandes luttes revendicatives à l'Université.

En cela il est un congrès de continuité qui enracine son présent dans un passé difficile certes mais décisif pour façonner à l'UNEF son visage d'aujourd'hui. Précisément, par son double aspect de fin d'une période du mouvement étudiant et d'évolution de l'UNEF, ce congrès représente un bond qualitatif et une certaine rupture, se traduisant essentiellement par l'élaboration et l'adoption d'une sorte de « Charte du syndicalisme étudiant » qui correspond mieux aux réalités et aux nécessités de l'Université de 1976. Continuité et rupture pour ce congrès charnière, jeunesse et maturité pour la nouvelle direction nationale qui en est issue : un tiers d'étudiantes élues, un jeune président de vingt ans, Jean-Luc Mano : une nouvelle direction au visage neuf et vigoureux, héritière et ferment de cette « mémoire collective » des étudiants dont l'UNEF est le creuset. Ainsi le nouveau Bureau national peut aborder avec sérénité et confiance cette nouvelle étape du syndicalisme étudiant.

### *Notre ambition*

*E. S.* : Ce congrès de Toulouse, vous l'avez souvent défini comme le « Congrès de l'Ambition ». Quelle ambition et pour qui ?

*R. M.* : C'est très simple : nous avons œuvré avec persévérance et ténacité.

Nous avons ainsi tenu notre pari lancé il y a huit ans, lorsque nous luttons pour la rénovation d'une UNEF moribonde, discréditée, déchirée par les querelles internes.

Nous avons aussi tenu notre pari d'il y a cinq ans de reconstruire cette UNEF et de lui redonner sa véritable place dans le mouvement étudiant comme dans le pays.

Aujourd'hui, le fait syndical étudiant — par l'existence d'une UNEF dont tout le monde peut constater la vitalité — est une donnée irréversible.

Reconstruire l'UNEF n'a pas été un acte gratuit, une sorte de « supplément d'âme » d'étudiants en mal de créativité. C'est le réflexe profond et légitime de s'unir pour s'entraider et se défendre : c'est la colère devant le gâchis des capacités humaines, le refus de l'injustice sociale, le désaveu du règne de l'absurdité où le malthusianisme fait loi, alors que la France manque de médecins, d'enseignants, de techniciens, de chercheurs, etc. Et c'est en profondeur que les luttes étudiantes se prolongent faisant écho à l'aspiration de la population à vivre mieux. Parce que l'Université que veulent les étudiants, c'est celle dont le pays a besoin ! Alors notre ambition a la force de l'union des étudiants dans une UNEF capable de les rassembler toujours mieux en son sein.

Alors notre ambition a les contours d'une UNEF qui soit l'arme essentielle des étudiants dans leur vie quotidienne, dans leur lutte quotidienne.

### *Un « compagnon de route »*

Je pense qu'une UNEF cristallisant en son sein la richesse et la force des étudiants, permettrait à ceux-ci de retrouver une « identité » sociale, difficilement perçue dans les déserts culturels que sont les campus, dans l'étanchéité des cloisonnements, des horaires et lieux d'études, leur permettrait de se définir dans leur dimension nationale, en étroite liaison avec les problèmes du pays entier ; que des forces vives seraient ainsi libérées.

Une dynamique est créée dont vraisemblablement nous ne faisons qu'entrevoir aujourd'hui toutes les répercussions.

Il me semble que l'UNEF devient de plus en plus pour l'étudiant son « compagnon de route » et ce dans tous les domaines. Tant son recours quotidien dans les difficultés, universitaires, administratives, matérielles et personnelles, que son « arme collective » dans la défense de ses intérêts. Une UNEF partie prenante du paysage universitaire en quelque sorte !

Par des services implantés partout, animés par les étudiants

eux-mêmes, l'UNEF, carrefour d'idées, d'entreprises nouvelles, d'initiatives diverses deviendra l'artisan de l'épanouissement culturel et social au sein de la collectivité étudiante, une « école » de solidarité face aux tentatives de division et d'isolement dont les étudiants sont l'objet.

### *Une Université à la mesure de notre temps*

En permettant aux étudiants d'assumer la responsabilité de leur campus à travers l'animation des services socio-culturels, de la vie de leurs amphithéâtres à travers la fonction d'élu ou de responsable syndical, en permettant de prendre en charge leur présent d'étudiant et leur devenir de travailleur, la défense de l'Université tout entière et des besoins de la nation, en permettant de participer activement à la prise de décisions qui les concernent, l'UNEF projette une conception totalement novatrice d'un fonctionnement démocratique de l'Université. Elle contribue à développer chez les étudiants des exigences nouvelles : celle d'être citoyens à part entière, celle d'une Université réellement démocratique, à la mesure de notre temps!

En disant cela, je ne pense pas faire preuve d'utopisme ou d'optimisme béat. La route n'est pas droite et large qui mène à cette UNEF-là! C'est pourquoi nous faisons ce pari sur l'avenir, un de plus, confiants dans la maturité acquise par la majorité des étudiants au travers de leurs expériences des luttes.

*E. S.* : Un pari... ne craignez-vous pas qu'on vous taxe de légèreté?

*R. M.* : Ce n'est pas le pari du joueur qui risque toute sa mise pour un gain aléatoire. Les dangers et les risques, ce sont ceux d'un passé encore récent quand division et soumission étaient le lot quotidien du syndicalisme étudiant. Le gage du succès, c'est la maturité nouvelle du mouvement étudiant, la convergence de ses luttes avec celles du pays, et une UNEF en pleine progression...

Ce pari-là n'a rien d'un jeu; c'est un enjeu, pour les étudiants, comme pour le pays : c'est celui de l'Université que

nous voulons. Et cet enjeu n'est pas gagné d'avance. Il appartient à chacune et à chacun d'entre nous d'en accélérer la dynamique pour en assurer le succès. Alors ce nouveau pari, qui est une nouvelle lutte, ce pari gagnons-le ensemble!

Paris  
novembre 1976

## Documents annexes

### Enquête de l'UNEF sur la « condition étudiante » (février-mai 1976)

Cette enquête a été faite sur la base d'un échantillon de 1 000 réponses à un questionnaire diffusé dans les universités dans le cadre de la préparation des états généraux du 28 février 1976 à Paris.

L'échantillon a été constitué selon la répartition par sexe et par secteur universitaire publiée par l'ONISEP pour l'année 1974-1975. (Les statistiques de 1975-1976 n'étant pas encore disponibles.)

#### *Origine socio-professionnelle des étudiants*

En fonction du chef de famille (sur 100 étudiants) :

(voir tableau page suivante)

Malgré une certaine démocratisation du recrutement universitaire, l'université reste l'image inversée de la nation dans la mesure où les catégories sociales les plus nombreuses du pays sont sous-représentées dans l'enseignement supérieur.

#### *Ressources des étudiants (voir annexe suivante)*

##### *Repas*

Les dépenses mensuelles de nourriture sont de 220 F en moyenne.

Par mois, un étudiant prend 28 repas au restaurant universitaire et remplace 10 fois le repas par un sandwich.

Raisons pour lesquelles ils ne mangent pas plus souvent au RU (Restaurant universitaire) : 68 % : la qualité des repas ; 19 % :

le manque d'argent; 23 %. l'éloignement; 52 % : les files d'attente; 44 % : les horaires d'ouverture.

### Origine socio-professionnelle des étudiants

	Enquête UNEF 76 en %	Chiffres Éducation nationale juin 1974 en %
Ouvrier .....	9,5	11,6
Employé .....	9	8,8
Personnel de service .....	1	0,8
Exploitants agric. .	6	6,1
Patrons de l'industrie et du commerce :		
— P.-D.G. ....	3	11,8
— Commerçant ou Artisan .....	10	
Profession libérale.	13,5	Professions libérales et cadres 45,1
Cadre supérieur ...	9,5	
Ingénieur ou Cadre.	13	
Enseignant .....	9	
Technicien .....	6,5	
Divers .....	3	7,8
		sans profession
Chômeur .....	2,5	1,9
		indéterminé
Décédé .....	4,5	5,4

### Logement

- 15 % en cité universitaire;
- 34 % chez leurs parents;
- 18 % en chambre chez un particulier;
- 17 % appartement (en commun avec d'autres);
- 16 % en studio ou autre type de logement (internat...).

Pour ceux qui ne logent ni en cité universitaire, ni chez leurs parents, le loyer est de 310 F par mois, et ils sont la majorité : 51 %. L'appartement en commun devient de plus en plus fréquent, notamment en province, cette formule étant souvent moins chère, même qu'une chambre en cité universitaire.

### Recherche du logement

- Ont trouvé leur logement :
- 9 % par les services de l'UNEF;
  - 8 % par ceux du CROUS;
  - 27 % par une agence;
  - 56 % par leurs propres moyens.

Si 27 % sont contraints de recourir à une agence, la majorité ne peut faire les frais que cela suppose et les services logement de l'UNEF et du CROUS, largement freinés par le manque de moyens mis à leur disposition, ne peuvent couvrir cette « demande » massive.

### Loisirs

- Cinéma : 17 % y vont moins d'une fois par mois;
- 35 % n'y vont qu'une fois par mois.
- Concert : 79 % n'y vont jamais.
- Ciné-club : 55 % y vont moins d'une fois par mois.
- Télévision : 66 % la regardent moins d'une soirée par mois.
- Livres : 35 % achètent moins d'un livre par mois;
- 23 % n'achètent qu'un livre par mois;
- 42 % achètent plus d'un livre par mois.

Si ces chiffres sont en moyenne supérieurs à ceux de la moyenne nationale, on peut cependant estimer, toutes proportions gardées, qu'il y a une certaine « misère culturelle » des étudiants. Pour les livres, par exemple, il s'agit presque uniquement d'achats de type universitaire, de même que la lecture en bibliothèque, consacrée au travail.

Les deux raisons les plus souvent citées sont le manque de temps et le manque d'argent. Le nombre d'étudiants fréquentant un ciné-club, encore faible, augmente néanmoins dans la mesure où s'implante sur les campus mêmes des ciné-clubs, notamment de l'UNEF, à faible prix.

### Situation universitaire

32 % ont déjà redoublé au moins une fois dans l'enseignement supérieur.

18 % ont changé d'orientation.

28 % préparent un concours cette année.

56 % disposent de photocopiés (mais dans une ou deux matières seulement en moyenne).

59 % des garçons estiment qu'ils ont été gênés (ou qu'ils le seront en fin d'année) par le service militaire.

C'est donc la moitié des étudiants qui a des problèmes pour la poursuite même des études! L'importance de ce chiffre est éclairée par tous les autres cités précédemment. Il y a par exemple une discordance évidente entre le nombre d'étudiants salariés, qui ne peuvent suivre les cours, et le nombre de matières où un photocopié est disponible, d'autant que ces photocopiés sont payants et en nombre limité.

## Le budget de l'étudiant

### Ce qu'il faudrait par mois

Tableaux extraits de la brochure officielle du Centre national des œuvres universitaires intitulée *Je vais en France*.

*Remarque* : Si ces tableaux sont une première ébauche des besoins de l'étudiant(e), ils n'ont qu'une valeur indicative. En effet, si une certaine surestimation des frais de spectacles apparaît, d'autres dépenses sont complètement sous-estimées, voire oubliées.

### Budget minimal (février 1976) bénéficiaires des œuvres

	Paris	Province
Chambre en résidence universitaire ou en ville .....	215-400	170-350
30 petits déjeuners à 2 F .....	60	60
60 repas à 3 F .....	180	180
60 boissons à 1 F ...	60	60
Transport .....	50	50
Spectacles .....	120	120
Achats de livres ....	130	130
Entretien .....	60	60
Total en francs ...	815-1 060	830-1 010
Moyenne .....	970 F	920 F

Budget minimum (février 1976)  
non bénéficiaires des œuvres

	Paris	Province
Chambre en ville . . . . .	400	350
60 repas tarif passager (6,70) . . . . .	402	402
60 boissons à 1 F . . . . .	60	60
Transport . . . . .	50	50
Spectacles . . . . .	120	120
Frais d'études . . . . .	130	130
Entretien . . . . .	60	60
<b>Total en francs . . . . .</b>	<b>1 222</b>	<b>1 172</b>

Les dépenses de nourriture s'apparentent à un minimum vital compte tenu de la qualité des repas délivrés dans les restaurants universitaires et les dépenses de transport impliquent que l'étudiant n'habite pas une banlieue éloignée (parisienne ou provinciale).

D'autre part, les 60 F de la rubrique « Entretien » sont supposés couvrir à la fois l'entretien domestique, les frais d'habillement, l'avance des frais médicaux, etc. *La double dépense par jour d'un demi-paquet de cigarettes et d'un quotidien représenterait la totalité de la somme théorique allouée.*

On se demande où un étudiant trouverait les moyens pour couvrir ses droits d'inscriptions universitaires, pour économiser en vue des vacances ou faire face à tout imprévu!

### Et pourtant voilà le montant des bourses!

La dernière circulaire ministérielle du 23 juillet 1976 parue au *Bulletin officiel* du 2 septembre fixe le montant des bourses du supérieur. Le faible taux de ces bourses attribuées pour *neuf mois seulement* illustre les difficultés financières des étudiants et le scandale de la politique gouvernementale.

Échelons	Montant des bourses du supérieur (pour 9 mois)	Revenu mensuel théorique (pour 9 mois)	Revenu mensuel réel (pour 12 mois)
1 <sup>er</sup>	3 438 F	382 F	286 F
2 <sup>e</sup>	3 996 F	444 F	333 F
3 <sup>e</sup>	4 554 F	506 F	379 F
4 <sup>e</sup>	5 112 F	568 F	426 F
5 <sup>e</sup>	5 670 F	630 F	472 F
6 <sup>e</sup>	6 228 F	692 F	519 F

### La réalité vécue par les étudiants

#### Montant des ressources mensuelles

Ainsi il ressort que :

- 30 % des étudiants vivent avec moins de 500 F par mois;
- près de la moitié (46 %) vivent avec moins de 600 F par mois;
- au total, ce sont 74 %, les 3/4, qui vivent avec moins de 1 000 F par mois : pas même l'équivalent du SMIC!

#### Origine des ressources

- moins de 500 F : 30 %
  - entre 500 et 600 F : 16 %
  - entre 600 et 800 F : 18 %
  - entre 800 et 1 000 F : 10 %
  - entre 1 000 et 1 500 F : 11 %
  - entre 1 500 et 2 000 F : 10 %
  - plus de 2 000 F : 5 %
- 
- Bourse d'enseignement supérieur : 13,5 %
  - IPES ou autre présalaire : 4 %
  - Travaillant à temps complet durant l'année universitaire : 25,5 %
  - Travaillant à temps partiel ou de façon temporaire durant l'année : 33,5 %
  - Travaillant durant les vacances : 69 %
  - Reçoivent une aide complémentaire de leurs parents : 66 %

C'est donc la très grande majorité des étudiants qui travaille d'une façon ou d'une autre. La plupart du temps le travail n'a pas de rapport avec les études poursuivies et bien souvent s'effectue dans des conditions pénibles : temps complet, travail de nuit. Il faut ajouter à cela une proportion non négligeable d'étudiants qui travaillent « au noir ». Quand on rapproche ces chiffres, on voit immédiatement la ponction de fait sinon légale, effectuée sur les ressources des familles, dont 66 % se voient contraintes de fournir une aide complémentaire soit directement financière, soit souvent en repas, habillement, etc.

### Annexe 3

## Analyse commune UNEF-SNESup du projet gouvernemental de réforme des seconds cycles (Extraits)

« Le nouveau texte, sensiblement aggravé par rapport aux précédentes versions, préparé en catimini et soumis précipitamment au CNESER, ne tient aucun compte de la large discussion qui se déroule depuis 1973 dans les universités.

» Face à l'aggravation de la situation de l'emploi, le gouvernement, incapable d'y faire face, entend adapter les formations universitaires à la situation de crise. Telle est la philosophie des divers projets de prétendues réformes que le gouvernement cherche à imposer.

» Ce projet du secrétaire d'État se caractérise par :

#### *Le démantèlement complet du 2<sup>e</sup> cycle (cf. art. 8)*

» Nous nous opposons au terme « diplôme terminal » qui consacre la mise en place à Bac + 3, d'un sévère goulot d'étranglement. La licence devient la règle, la maîtrise devient l'exception. De 4 ans les études universitaires seront ainsi ramenées à 3 ans pour la plupart des étudiants y compris les futurs professeurs. Sous le nom de licence, on a, en fait, une simple 3<sup>e</sup> année de DEUG. Le SNESup et l'UNEF considèrent le 2<sup>e</sup> cycle comme un tout. Le 1<sup>er</sup> cycle est un cycle d'orientation, le 2<sup>e</sup> cycle est un cycle d'approfondissement et de spécialisation débouchant sur l'acquisition d'une véritable qualification professionnelle.

*Des filières étroitement cloisonnées* (art. 1, 9, 18)  
*et une fausse professionnalisation* (art. 1, 3, 8, 17)

» Dès le bac, les étudiants doivent s'engager dans un DEUG qui ne peut les conduire qu'à la licence lui correspondant étroitement et, avec des barrages supplémentaires, à la maîtrise correspondante. Si ce texte était promulgué, ce serait un coup mortel porté à tous les efforts de mise en place de nouveaux enseignements pluridisciplinaires.

» L'introduction de « périodes d'activité professionnelle » dans les programmes et les horaires de licence et de maîtrise met en place l'enseignement dit « en alternance ».

» Cet enseignement qui est présenté en tous lieux comme une innovation permettant aux universités de mieux répondre aux problèmes de l'emploi est, en réalité, une gigantesque duperie pour les étudiants. On rogne sur la formation scientifique, sans donner pour autant une réelle qualification professionnelle.

Résultat :

1. Un diplôme dévalorisé;
2. Le patronat associé, de fait, à la collation des grades;
3. Un risque accru pour le diplômé de ne pas trouver d'emploi, car il s'ajoutera à un volant de main-d'œuvre étroitement spécialisée donc soumise aux aléas de la situation économique et aux volontés des employeurs.

*Un système favorisant une sélection-évacuation* (art. 10 et 11)

» ... Ont accès de plein droit à la licence seulement les étudiants engagés dans un tube étroit dès leur entrée dans un DEUG précis. Tous les autres ne pourront entrer en licence qu'après examen individuel de leur cas assorti vraisemblablement d'un « contrôle complémentaire des aptitudes et connaissances ». De plus, l'accès à la licence qui était jusque-là permis aux étudiants possédant les 4/5 des unités de valeur du 1<sup>er</sup> cycle est supprimé. Par ailleurs, le titre IV limite les bénéficiaires des régimes spéciaux d'études aux « étudiants déjà engagés dans la vie professionnelle » : or, cette formule désigne aux termes mêmes de la loi d'orientation les seuls candidats qui justifient

d'au moins 3 ans d'activité professionnelle... Tous les autres salariés — de loin les plus nombreux — n'auront donc plus droit à ce régime spécial et risqueront donc d'être purement et simplement éliminés.

*Le cadre des diplômes nationaux volatilisés* (art. 6)

» Cet article est net, il propose :

1. L'abandon de toute dénomination nationale identifiable et durable sur tout le territoire et à l'étranger.
2. L'éclatement des diplômes nationaux.
3. La dévalorisation de ceux-ci et la concurrentialité des établissements.
4. La professionnalisation étroite et la surenchère sauvage.

» Au contraire, nous proposons la défense d'un cadre national de diplôme défini par la permanence et la clarté des dénominations et par des garanties établies nationalement (...) et adaptées aux différents groupes de disciplines par des arrêtés particuliers, conformément à ce qu'ont demandé très majoritairement les universités quand elles ont été consultées à ce sujet.

*Un autoritarisme aggravé* (art. 2, 3, 4, 5)

» ... Non seulement tous les membres des groupes d'experts sont nommés par le ministre mais, de plus, la moitié seront des personnalités extérieures à l'enseignement supérieur. Par ailleurs l'habilitation est précaire, ce qui contient la source de tous les chantages et de toutes les pressions. De plus, le dossier demandé aux universités contient des exigences exorbitantes. A l'autoritarisme du pouvoir, nous opposons la revendication de procédure démocratique pouvant s'inspirer par exemple, des propositions faites en commun en janvier 1973 par le CNESER et la conférence des Présidents. »

Janvier 1976

## D'autres solutions sont possibles

### Propositions de l'UNEF

#### *Les étudiants veulent pouvoir se consacrer à plein temps à leurs études*

Il faut donc pour cela que tous disposent de revenus suffisants : c'est pourquoi nous luttons pour la mise en place d'un système d'allocation d'études pour tous les étudiants qui en ont besoin, basée sur le budget type établi par le Centre national des œuvres, attribuée sur critères sociaux et universitaires, douze mois sur douze, indexée sur le SMIC et exonérée d'impôts. Elle serait financée par le budget de l'État et gérée par les CROUS. Elle serait le moyen le plus efficace pour réduire la sélection sociale à l'Université et favoriser l'accès à l'Université des jeunes issus de couches sociales défavorisées. L'allocation d'études, c'est une question de justice. C'est également une question de rentabilité au niveau du pays pour stopper le gâchis énorme qui découle des multiples échecs et abandons forcés en cours d'études.

L'allocation d'études est légitime, elle permettrait aux étudiants de se consacrer à plein temps à leurs études, d'être plus indépendants et de mieux organiser leur propre vie.

Cet objectif va de pair avec celui de la sauvegarde des services des œuvres universitaires, c'est-à-dire le blocage des tarifs, la construction de 10 000 chambres en résidence, l'amélioration de la qualité de la nourriture. Pour cela, nous luttons depuis plusieurs années pour le remboursement de la TVA aux CROUS et la prise en charge par l'État des salaires du personnel ouvrier.

Nous luttons pour la santé des étudiants, c'est-à-dire la

suppression des mutuelles concurrentes et le maintien du régime unique de sécurité sociale étudiante, ainsi que le blocage des cotisations.

#### *Les étudiants veulent acquérir une meilleure formation*

Ils ne veulent pas avoir le sentiment de perdre leur temps sur les bancs des facultés. C'est pourquoi nous luttons d'abord pour que la réforme du 2<sup>e</sup> cycle soit entièrement abrogée pour mettre en échec tous les barrages sélectifs, la dévalorisation des formations et le contrôle du patronat.

Les étudiants en ont assez d'un contrôle des connaissances réduit à du bachotage, nous luttons pour le libre choix entre contrôle continu et examen final, pour des modalités définies démocratiquement, pour l'édition de photocopies gratuits, en priorité pour les étudiants salariés, dans toutes les matières.

Les étudiants refusent une formation alternée entreprise-université car il est de plus en plus nécessaire d'acquérir une formation initiale de haut niveau suffisamment interdisciplinaire pour dominer son métier, par contre nous nous prononçons pour des stages pratiques complémentaires sous le contrôle des conseils, des étudiants et des syndicats ouvriers.

De même que nous luttons pour la création de filières nouvelles assurant des débouchés, de même nous réclamons avec les syndicats enseignants l'amélioration de la formation des maîtres à l'Université.

#### *Les étudiants veulent garantir leur droit à l'emploi*

C'est pourquoi nous luttons pour la garantie d'emploi des étudiants à la sortie de l'Université et l'attribution d'une indemnité d'attente égale au SMIC dans l'attente d'un premier emploi.

Nous luttons pour que les diplômés gardent la même valeur sur tout le territoire du pays et que tous les diplômés soient reconnus par le patronat et l'État dans les conventions collectives à leur niveau de qualification, notamment des DUT et BTS et les diplômés de 3<sup>e</sup> cycle.

Nous luttons contre les discriminations subies par les étudiantes dans leur recherche d'emploi et dans leurs salaires d'embauche.

Enfin parce que les besoins économiques et sociaux sont

très importants dans tous les domaines et qu'il faut préparer le développement économique et social des prochaines décennies.

Nous exigeons des créations massives d'emploi dans toutes les branches et essentiellement des postes aux concours d'enseignement, de même que nous refusons tout *numerus clausus* à l'entrée des filières dites professionnelles et que nous réclamons la formation de 16 000 ingénieurs et de 13 000 médecins par an.

*Les étudiants veulent des universités dotées des moyens d'exercer leur mission.*

Pour cela, il faut mettre un terme à la politique d'austérité envers les universités.

Nous luttons pour que les universités disposent des moyens d'assurer un enseignement de qualité ce qui nécessite l'augmentation du budget du secrétariat d'État aux universités. L'enjeu en est le nombre d'enseignements, de locaux, de photocopiés par exemple.

Une première mesure concrète serait le remboursement de la TVA que paient les universités et les CROUS. Mais cela signifie également :

La suppression de toutes les mesures de réduction des heures complémentaires d'enseignement, ainsi que de réduction des horaires et des postes d'enseignants dans les IUT ;

L'attribution aux Universités d'une rallonge budgétaire pour assurer la rentrée dans des conditions minimales ;

La hausse en francs constants du budget du secrétariat d'État aux universités pour l'année 1977 ;

Le rétablissement des critères objectifs (nombre d'étudiants...) pour la répartition des crédits entre les universités.

*Les étudiants veulent que leurs droits soient respectés*

Ils veulent pouvoir s'informer, se réunir, s'organiser, c'est pourquoi nous luttons quotidiennement pour le respect des libertés syndicales et politiques. Les étudiants veulent s'exprimer librement sur les campus, nous luttons pour le rétablissement des franchises universitaires et la dissolution de tous les corps de vigiles et des groupes fascistes et contre toute intervention de la police dans les campus.

Les étudiants étrangers sont victimes de nombreuses mesures discriminatoires, nous luttons pour qu'ils soient consi-

dérés comme étudiants à part entière et qu'ils jouissent des mêmes droits.

Alors que le gouvernement tente de réduire au maximum les pouvoirs des délégués étudiants, les étudiants veulent pouvoir peser sur la vie des universités. Nous luttons donc pour l'abrogation du quorum électoral et le respect de décisions des instances élues.

Tels sont les grands objectifs immédiats de lutte des étudiants au plan national, objectifs qui ont été déjà, pour beaucoup, au centre des luttes et qui représentent aujourd'hui l'essentiel des revendications étudiantes.

### Une université démocratique

En aucun cas, l'UNEF ne se bat pour conserver l'Université telle qu'elle est, pour maintenir le statut quo existant.

Aujourd'hui, la gravité de la situation de l'Université, la crise qui l'affecte, nécessitent de profondes réformes démocratiques. C'est à cette seule condition que l'enseignement supérieur sera en mesure de répondre aux aspirations qui sont nées de la lutte parmi la grande masse des étudiants et de satisfaire les besoins essentiels du pays, assurant ainsi, à la fois, l'intérêt des étudiants et des universitaires et l'intérêt national.

C'est la raison principale pour laquelle l'ensemble des objectifs de lutte que nous avançons, de même que toutes nos revendications s'inscrivent dans le cadre plus général de notre lutte pour l'avènement d'une Université démocratique.

1. Nous voulons une Université à même de remplir *totalemment son rôle*, une Université mise au service de l'ensemble des besoins du pays, capable d'assurer la transmission des connaissances, de former tous les cadres indispensables au développement du pays, de participer activement à l'effort de recherche, une Université qui ne soit pas frappée dans son essor par le matthusianisme mais qui ait les moyens de vivre et de grandir et ce de façon durable.

2. Nous voulons une *Université réellement démocratique* où chacun aura la possibilité d'accéder, sans être frappé par la sélection sociale ou la sélection par l'échec. Une Université qui

soit largement ouverte à toutes les catégories sociales de la nation et notamment aux travailleurs, une Université qui assume sa responsabilité dans la formation permanente.

3. Nous voulons une Université qui dispense une formation de qualité, de haut niveau scientifique et technique, une Université qui dispense un enseignement adapté au développement des sciences et des techniques, ouvert sur la vie, un enseignement pluraliste qui aborde l'ensemble des différents courants de pensée, un enseignement qui fasse part largement à la critique, qui favorise la recherche en pédagogie et la possibilité de travaux collectifs.

4. Nous voulons une Université où les étudiants participent en permanence à toutes les décisions qui les concernent.

Une Université qui garantisse aux étudiants la possibilité de donner leur avis, où le contenu de l'enseignement soit l'objet d'un débat entre étudiants et enseignants au sein de commissions paritaires, où les étudiants aient la possibilité d'exercer un droit de contrôle sur les modalités d'examens, notamment dans le cadre des conseils et par la présence de délégués étudiants dans les jurys d'examens pour défendre, avec voix consultative, les cas litigieux sans jamais vouloir supplanter de façon démagogique ou remettre en cause le rôle des enseignants.

Aujourd'hui du fait de la perspective de changements démocratiques profonds, des possibilités sans précédent existent, capables de hâter l'heure de l'avènement de cette Université pour laquelle nous luttons.

C'est une tradition du combat de l'UNEF que d'agir pour la rénovation démocratique de l'enseignement supérieur. Ainsi l'UNEF a été amenée à soutenir et soutenir le Programme commun des partis de gauche parce qu'elle y retrouve au travers de son contenu des propositions concernant les étudiants et la démocratisation de la vie sociale qui rejoignent l'ensemble des solutions syndicales qu'elle avance.

(Extraits du Rapport d'orientation adopté au 63<sup>e</sup> Congrès à Toulouse)

## Déclaration de presse de l'UNEF

Appel du collectif national de l'UNEF aux étudiants de France  
du 18 janvier 1976

*Engageons la lutte contre la « réforme » du second cycle!*

Notre situation est dramatique.

Le premier trimestre 1975-1976 a vu la rentrée la plus dramatique jamais connue par les étudiants : 25 % de hausse, 60 % d'étudiants contraints de se salarier, 100 000 diplômés-chômeurs, 60 000 recalés au CAPES et à l'AGREG, des universités asphyxiées financièrement, de multiples atteintes aux libertés syndicales et politiques, la Recherche sacrifiée...

Voilà les aspects les plus sombres de la situation universitaire actuelle.

Cela entraîne un gâchis humain et matériel sans précédent. Les étudiants qui sont parvenus malgré tout à s'inscrire quittent déjà partiellement ou totalement l'Université, découragés et écœurés par les difficultés quotidiennes, l'inquiétude devant l'avenir, par les sacrifices auxquels ils consentent — eux et leur famille — en vain.

C'est une politique qui va à l'encontre des intérêts des étudiants et de la population et du pays.

L'objectif de la réforme du 2<sup>e</sup> cycle : soumettre l'université au patronat!

Mais le gouvernement veut aller plus loin et plus vite, et ce n'est pas l'arrivée du nouveau secrétaire d'État, Madame Saunier-Seïté, qui changera quelque chose.

Son objectif est de faire des étudiants un volant de main-d'œuvre très spécialisée, soumise aux aléas de la conjoncture économique et aux décisions du patronat.

Avec son projet de 2<sup>e</sup> cycle, le gouvernement aggrave les perspectives de chômage pour les diplômés :

en supprimant des milliers d'emplois pour les étudiants, notamment des postes d'enseignants, en éliminant massivement les étudiants au niveau licence devenu « diplôme terminal »,

en décidant une formation dévalorisée, soumise au patronat.

Avec le projet de Pharmacie, c'est un triple *numerus clausus* qui est instauré, à l'entrée des études, en première et deuxième année.

### *Les étudiants ont condamné ce projet!*

Face à cela il n'y a pas de « silence » des étudiants : il y a la lutte quotidienne permanente : dès le début de l'année, ces luttes ont été importantes : à Vincennes, à Jussieu, contre le chômage, grèves en Médecine et en Éducation physique ; meetings à Toulouse, Lyon et à la Mutualité à Paris ; boycott des restaurants universitaires ; rassemblement des étudiants en Grandes Écoles ; Cités-U en grève des loyers...

Aujourd'hui les étudiants ont condamné les projets gouvernementaux lors des élections universitaires. En accordant près de 9 000 voix aux listes présentées par l'UNEF ils ont largement exprimé leur indignation devant leur situation, la politique du secrétariat d'État aux universités et accordé leur confiance dans les délégués et les propositions de l'UNEF.

### *Les étudiants doivent développer de puissantes luttes!*

Dans ce contexte de brutales aggravations de mesures gouvernementales, devant le refus obstiné du secrétariat d'État aux universités de répondre à nos revendications, *il faut engager l'action*, il faut développer de puissantes luttes capables de contraindre le gouvernement à reculer.

Il faut lutter pour toutes nos revendications, notamment :

- contre le projet du second cycle ;  
pour la création d'emplois ;  
pour garantir la valeur nationale des diplômes ;
- contre l'éviction des délégués étudiants des conseils,  
contre la mainmise du patronat à l'Université ;  
pour une cogestion démocratique ;

- contre les hausses ;  
pour l'attribution d'une Allocation d'Études à tous ceux qui en ont besoin ;
- contre l'asphyxie financière des universités ;  
pour l'obtention immédiate d'un collectif budgétaire.

Comme à Nantes, Tours, Toulouse, Paris XIII<sup>e</sup>, Poitiers, Paris III<sup>e</sup>, *développons nos luttes*.

Organisons des débrayages des amphis, des TD, discutons des projets gouvernementaux, des *actions à entreprendre*.

Par des délégations, des meetings, des manifestations, des sit-in, par la *grève*, protestons contre la situation que nous vivons.

Préparons dans l'*action* les « États généraux de luttes » que l'UNEF organise le 28 février prochain à Paris.

*Unissons tous nos efforts et nous gagnerons!*

Donnons-nous tous les moyens de réussir : *Unissons-nous dans l'UNEF*.

### **Déclaration commune UNEF-SNESup le 6 avril 1976**

#### *15 avril : grève nationale et manifestations*

Depuis le mois de janvier, un puissant mouvement de protestation secoue l'Université contre la réforme du second cycle.

Le mouvement révèle une profonde convergence d'intérêts et d'action des étudiants et des enseignants face à la volonté du gouvernement d'adapter les formations universitaires à la situation de crise actuelle :

- par le démantèlement du 2<sup>e</sup> cycle universitaire et la création d'un barrage au niveau de la licence,
- par le cloisonnement des filières et la remise en cause de la valeur nationale des diplômes,
- par la soumission du choix et du contenu des formations aux volontés du patronat,
- par la dévalorisation de la formation, l'aggravation de la déqualification à l'emploi et des risques de chômage des étudiants.

Cette réforme qui remet en cause le rôle de l'Université, ni les étudiants ni les universitaires ne l'acceptent.

C'est pourquoi dès le mois de décembre, l'UNEF et le SNESup ont dénoncé ensemble le projet de réforme du 2<sup>e</sup> cycle et ont appelé à engager l'action pour faire abroger cette réforme. Cet appel commun a largement contribué au développement du mouvement de lutte actuel; les meetings communs et l'action des élus UNEF et SNESup ont contribué à faire que 37 conseils d'universités ainsi que la majorité de la conférence des Présidents d'universités rejettent la réforme.

La publication de la circulaire Quermonne, l'application de la réforme, aggravant encore les aspects les plus nocifs du texte, ainsi que les menaces de non-délivrance des diplômes brandies par M<sup>me</sup> Saunier-Seité dans sa provocation télévisée du 10 mars ont amplifié l'indignation et la colère et sont allées de pair avec un développement considérable de la lutte, qui bien loin de s'affaiblir, prend une nouvelle ampleur dès cette rentrée.

Face à un tel mouvement, Alice Saunier-Seité a déjà dû reculer en revenant sur ses menaces et en annonçant quelques mesures budgétaires. Mais les étudiants et les enseignants constatent qu'elle n'a répondu en rien sur le fond des revendications et des problèmes graves, qui concernent non seulement l'avenir des étudiants mais la sauvegarde du potentiel universitaire, le développement de l'économie nationale et l'avenir du pays.

L'UNEF et le SNESup attendent de M<sup>me</sup> Saunier-Seité des réponses sérieuses aux questions sérieuses qu'ils lui ont posées :

L'abrogation de la réforme du 2<sup>e</sup> cycle et la mise en place d'une formation universitaire de haut niveau ayant un contenu scientifique réel, débouchant sur une formation professionnelle ou sur des diplômes nationaux sanctionnant l'activité de recherche scientifique.

La création massive d'emplois d'enseignants, d'ingénieurs et de cadres à tous les niveaux correspondant aux besoins du pays et au potentiel intellectuel et économique de la France.

La reconnaissance de toutes les qualifications consacrée par les diplômes nationaux universitaires dans les conventions collectives et les statuts de la fonction publique.

Le vote d'un collectif budgétaire permettant aux universités de fonctionner, de s'équiper et de remplir leur rôle d'enseignement et de recherche.

L'attribution d'une allocation d'étude permettant aux étudiants de se consacrer à plein temps à leurs études.

Nos revendications sont importantes et urgentes, elles correspondent aux intérêts de la population et de l'économie nationale, elles demandent des réponses positives et rapides.

Devant le refus absolu du gouvernement de répondre sur le fond à ces problèmes, nos deux organisations demandent la réunion immédiate du CNSER qui vient d'être entièrement renouvelé, seul organisme national élu et représentatif des universités.

D'autre part nous appelons en commun les étudiants et les enseignants à faire des 14 et 15 avril 1976 deux grandes journées d'action dans toutes les universités, marquées en particulier par une grève nationale des universités le 15 et une action en direction de la conférence des Présidents d'université qui se réunit ce jour-là à Paris.

Cette action commune se poursuivra lors de deux nouvelles journées les 21 et 22 avril.

Il appartient donc maintenant à Madame Saunier-Seité de répondre au plus vite aux revendications présentées depuis plusieurs mois par les étudiants et les enseignants à moins qu'elle ne veuille délibérément prendre la responsabilité d'entraîner le déroulement normal des examens et la sanction de toute une année universitaire en s'obstinant dans la même fin de non-recevoir.

#### **Déclaration du bureau national de l'UNEF le 5 mai 1976**

##### *Consolider les acquis des négociations!*

Voilà plus de 3 mois que les étudiants sont en lutte contre la réforme du second cycle et pour la satisfaction de leurs revendications les plus urgentes.

Ce mouvement s'est développé sur des bases revendicatives, il a pris des formes responsables et massives, il s'est assuré le soutien de l'opinion publique.

L'UNEF qui en a été l'initiatrice y joue un rôle déterminant. La force du mouvement, l'isolement croissant du pouvoir par l'union réalisée entre profs et étudiants, le soutien de l'opinion publique ont contraint le gouvernement à envisager les

problèmes des étudiants avec un peu plus de sérieux, à accepter de discuter avec les étudiants et les universitaires.

Quatre jours après que Valéry Giscard d'Estaing eut déclaré ne rien vouloir changer à la réforme, Alice Saunier-Seïté était contrainte à céder sur des points importants de la réforme :

Alors que le gouvernement souhaite une politique de redéploiement général, les universités pourront maintenir les enseignements de deuxième cycle actuellement dispensés.

Alors que le gouvernement veut instaurer un nouveau barrage sélectif, tout étudiant titulaire de la licence aura de plein droit accès à la maîtrise.

Alors que le gouvernement veut cloisonner les filières, les équivalences seront maintenues.

Alors que le gouvernement veut introduire le patronat dans les facs, les groupes d'études techniques n'auront qu'un avis consultatif.

Alors que le gouvernement veut porter un coup à la valeur nationale des diplômes, les nouveaux diplômes seront reconnus dans les conventions collectives.

Enfin, le gouvernement reconnaît que de nouveaux moyens financiers sont nécessaires.

Aujourd'hui, les étudiants ont donc porté des coups décisifs à cette réforme qui n'est déjà plus le projet initial de M. Soisson.

Ces acquis sont à mettre au compte exclusif de la lutte des étudiants et des universitaires.

Madame Alice Saunier-Seïté n'aime pas perdre. Elle cherche à faire payer aux étudiants les reculs qui lui ont été imposés. C'est pourquoi elle fait tout pour dissimuler ses reculs et minimiser les acquis des luttes tendant ainsi à accréditer l'idée selon laquelle la lutte ne sert à rien.

Les étudiants ont fait aujourd'hui le bilan de leur action. Ils constatent que les concessions du gouvernement sont importantes et qu'il convient de ne pas les sous-estimer mais qu'il n'en demeure pas moins qu'ils ont toutes les raisons de poursuivre leur lutte :

Parce que les questions essentielles ne sont toujours pas résolues et qu'il convient d'arracher de nouvelles concessions sur la réforme et d'obtenir satisfaction sur les revendications urgentes des étudiants.

Parce que le gouvernement veut faire un exemple en pénalisant massivement les étudiants. Ainsi est-il prêt à remettre

en cause l'année universitaire, à refuser la validation des diplômes nationaux, à frustrer les étudiants de cette année.

M<sup>me</sup> Saunier-Seïté tente de faire endosser aux étudiants la responsabilité de la dévalorisation des diplômes due à la politique suivie par le gouvernement et à son intransigeance face aux luttes. Cet objectif scandaleux est confirmé par les récentes déclarations d'Alice Saunier-Seïté et l'intervention du recteur d'Amiens.

Les étudiants luttent parce qu'ils ne sont pas disposés à faire cadeau au gouvernement de leurs diplômes nationaux. Ils exigent aujourd'hui le droit de passer leurs examens et de voir valider leur année.

C'est pourquoi l'UNEF considère, dans le cadre de la lutte à l'Université, la bataille des examens comme un axe prioritaire. Ses militants impulsent l'action pour que tous les étudiants s'en emparent, ses élus interviennent à tous les niveaux : pour que les conditions les meilleures soient trouvées en vue du passage des examens, aménagement des calendriers et des programmes, cours de rattrapage là où cela s'avère possible et nécessaire, etc.

Ainsi l'UNEF, en fonction de la situation présente s'emploie à amplifier le mouvement en gagnant à la lutte les étudiants qui n'y participent pas encore. C'est en ce sens que l'UNEF réitère son appel à la venue massive des étudiants sur les campus, à leur participation au débat démocratique sur les formes de l'action.

En ce sens, l'UNEF considère qu'il appartient aux étudiants et à eux seuls de décider des formes de leur action. C'est pourquoi aucun mot d'ordre national plaqué sur la réalité de chaque faculté ne saurait avoir d'efficacité.

Dans ce cadre les militants de l'UNEF s'emploient à rassembler les étudiants pour faire le bilan de l'action et l'analyse de la situation. Ils interviennent pour dégager les axes essentiels de la bataille. Ils aident à la réalisation des objectifs que se fixe par des décisions majoritaires la masse des étudiants.

En ce sens ils proposent des formes d'action adaptées à la situation, sans a priori si ce n'est le rassemblement de la masse des étudiants dans l'action. Ces formes peuvent être diverses — manif, actions de grève, *sit-in*, délégations, etc.

C'est là une position sans équivoque qui participe à la volonté de l'UNEF de voir se poursuivre, s'étendre et gagner le grand mouvement revendicatif auquel elle a donné naissance, voilà déjà quatre mois.

## Confirmation des reculs du secrétariat d'État aux universités sur la réforme des seconds cycles!

Le secrétariat d'État aux universités a publié deux circulaires en date du 13 mai 1976 et du 20 juillet 1976, modifiant le contenu de la réforme des seconds cycles, et garantissant dans les textes, les reculs oraux que Madame Saunier-Séité avait dû concéder fin avril sous la pression des luttes. Les modifications ainsi intervenues vident la réforme d'une partie de son contenu le plus nocif, comme le montre le tableau comparatif suivant :

Objectifs initiaux de la réforme	Textes de l'arrêté du 16 janvier (circulaire Quermonne 25 fév)	Ce que prévoient les nouveaux textes (circulaires du 13 mai et du 20 juillet)	Conséquences pour les étudiants
1) Remise en cause et « redéploiement » des filières existantes	« Toutes les formations existantes, sans exception, devront être réexaminées. Leur rénovation sera plus ou moins profonde selon (...) qu'elles peuvent être regardées comme correspondant de manière adéquate à un besoin précis. »	« Par formation permanente il faut entendre toute formation de 2 <sup>e</sup> cycle portant sur les éléments fondamentaux d'une discipline ou d'un groupe de disciplines ayant donné lieu à l'habilitation avant le 16-1-76. »	Toutes les filières existantes pourront être maintenues, ce qui est très important, en particulier pour les disciplines littéraires et les sciences humaines.

Suppression des filières non rentables en fonction des désirs du patronat	« Quant aux formations qui n'ouvrent aucun avenir professionnel aux étudiants il serait souhaitable que les universités n'en demandent pas le maintien. » (cir. 25-2-76)  « Les groupes d'études techniques sont constitués par référence aux principaux secteurs d'activité économique, sociale et culturelle de la nation » (art 4)	« L'examen préalable à l'habilitation aura pour objet la vérification de la conformité de la demande à l'état antérieur de la formation dispensée (...) Cet examen sera effectué par des groupes d'études ad hoc »  « (...) Les membres de ces groupes seront choisis en priorité au sein du CNESER du CCU, du CNRS et de la conférence des Présidents d'université »	Pour l'habilitation des filières, le patronat sera neutralisé et le rôle des groupes d'études sera réduit
Suppression de l'habilitation des diplômés au-delà de 5 ans	« L'habilitation est accordée pour une période de 5 ans, en fonction du dossier présenté par l'établissement des moyens susceptibles d'être mis en œuvre et des besoins nationaux et locaux. Elle peut être retirée par décision du secrétariat d'État. »	« La stabilité des formations ainsi habilitées sera assurée par le maintien au-delà de 5 ans des principes ci-dessus énoncés et par la prorogation de la procédure d'habilitation simplifiée fixée par la présente circulaire »	Les diplômés garderont leur valeur après 5 ans

Objectifs initiaux de la réforme	Texte de l'arrêté du 16 janvier (circulaire Quermonne 25 fév)	Ce que prévoient les nouveaux textes (circulaires du 13 mai et du 20 juillet)	Conséquences pour les étudiants
2) Mainmise du patronat sur le contenu et l'habilitation des diplômés (par les groupes d'études techniques-GET)	« L'ouverture sur le monde professionnel se traduira par la participation des représentants des activités intéressées aux travaux des groupes d'études techniques ( ) Pour l'habilitation il faudra tenir compte de l'avis des milieux professionnels sur l'adaptation de la formation envisagée aux contraintes du marché de l'emploi ». Onze GET seront constitués en fonction des branches économiques »	« Les GET auront un rôle consultatif. Pour les filières nouvelles, il ne sera créé que 3 groupes d'études techniques (secteurs secondaire, tertiaire, culturel) »  « N'étant pas composés par branches économiques, mais par secteurs plus larges, les groupes techniques pourront plus facilement adapter le contenu de chaque formation aux désirs du CNPF. »	La possibilité d'une formation plus large diversifiée, de niveau élevé, permettant l'adaptation à l'évolution des techniques et le recyclage ultérieur
3) Barrage à l'entrée en maîtrise. Élimination. Déqualification	« La licence sanctionne une formation cohérente et complète. Elle est conçue comme un diplôme terminal » (art 7)	« Cette cohérence devra s'étendre à l'ensemble constitué par les études de 2 <sup>e</sup> cycle lorsque les programmes proposés par les universités définiront des cursus sanctionnés à la fois par une licence et une maîtrise »	Le passage en maîtrise est garanti pour les titulaires de la licence Le maintien d'un 2 <sup>e</sup> cycle de 2 ans est reconnu

4) Création d'universités concurrentielles. Remise en cause des équivalences entre les universités	« Une université peut demander à être autorisée, par dérogation, à soumettre, avant d'admettre leur inscription en vue de la licence, les étudiants ayant obtenu le DEUG dans un autre établissement à une procédure d'examen sur dossier par une commission pédagogique et de contrôle complémentaire des aptitudes et connaissances » (art 12)	posés par les universités définiront des cursus sanctionnés à la fois par une licence et une maîtrise »  « Ainsi sera possible la poursuite d'études universitaires au niveau de la licence »  Le « Caractère national des diplômés » est maintenu. La possibilité de changer d'université est sauvegardée	L'action doit se poursuivre pour qu'aucune université ne crée des licences sans maîtrises à la suite. Les diplômés auront la même valeur partout sur le marché du travail
---	--	---	--

**Résultats nationaux partiels  
Des élections universitaires  
1975-1976**

*L'UNEF recueille 65 % des suffrages exprimés!*

*Résultats nationaux*

Inscrits	: 532 238
Votants	: 149 003
Taux de participation	: 28 %
Exprimés	: 134 713 voix
Listes UNEF	: 86 844 voix (65 % des suffrages)
Autres listes	: 47 869 voix.

Comparaison avec 1974-1975

UNEF	: 60 917 (53 % des suffrages)
Autres	: 54 405.

L'UNEF gagne 12 % des suffrages et 40 % des voix sur 1974-1975. Les autres listes perdent 13 % de leurs voix sur l'année précédente.

NOTA : Si le taux de participation peut paraître faible, il faut tenir compte, d'une part, qu'il n'existe pas chez les étudiants de « tradition » électorale acquise de longue date et d'autre part, que tout est fait pour les dissuader de trouver le chemin des urnes. De plus, ce taux est en progression constante chaque année.

*Résultats de province*

Inscrits	: 320 506
Votants	: 104 092
Taux de participation	: 32,5 %
Exprimés	: 94 173 voix
Listes UNEF	: 59 838 voix (63,5 % des suffrages)
Autres listes	: 34 335 voix.

Comparaison avec 1974-1975

UNEF	: 42 216 (52 % des suffrages)
Autres	: 39 184 voix.

L'UNEF gagne 11,5 % des suffrages et 42 % des voix sur 1974-1975. Les autres listes perdent 13 % de leurs voix sur l'année précédente.

*Résultats de Paris*

Inscrits	: 211 732
Votants	: 44 911
Taux de participation	: 21 %
Exprimés	: 40 540 voix
Listes UNEF	: 27 006 voix (67 % des suffrages)
Autres listes	: 13 534 voix.

Comparaison avec 1974-1975

UNEF	: 20 319 (57 % des suffrages)
Autres	: 15 282.

L'UNEF gagne 10 % des suffrages et 34 % des voix sur 1974-1975. Elle est très largement majoritaire dans la quasi-totalité des universités parisiennes, allant jusque 90 % des suffrages à Paris III.

Les autres listes perdent 13 % de leurs voix sur l'année précédente.

*Résultats nationaux des autres listes*

L'ensemble des autres listes recueille 47 869 voix qui se répartissent comme suit :

Listes locales ou corporatistes	: 39 056 voix (29 % des suffrages)
Listes nationales comprenant : le CLEF, PANEMF, le GUD, le CERA, l'UNI, la FNEF	: 5 278 voix (3,9 % des suffrages)
Listes MARC	: 2 617 voix (1,9 % des suffrages)
Listes COSEF	: 403 voix (0,3 % des suffrages).

La « leçon » de ces élections : *Déclaration du Bureau national de l'UNEF (15 janvier 1976)*

Trois remarques sont à faire :

1. L'UNEF confirme sa représentation et son rôle de porte-parole national des étudiants

Malgré une campagne acharnée de toutes les autres listes que ceux qui appelaient au boycott, les listes UNEF confirment leur percée de 1974-1975 et accentuent encore leur avance puisque la progression en voix est de 46 % sur l'an dernier pour les mêmes UER. Cela confirme la force attractive qu'est l'UNEF pour la masse des étudiants qui se reconnaissent dans les propositions qu'elle fait.

2. Les listes progouvernementales perdent encore de leur influence

En effet l'écart se creuse en faveur des listes UNEF : les listes qui sont le relais du gouvernement à l'Université subissent un échec important. Malgré le regroupement des listes dites « modérées » elles perdent 14,6 % des voix qu'elles avaient recueillies en 1974-1975. Et notamment en Médecine, l'ANEMF devient *majoritaire* dans les UER médicales avec 55 % des suffrages.

3. Les listes de division subissent une cinglante défaite

Les étudiants ont donné une cinglante réponse aux manœuvres de division du MARC et du COSEF qui incapables de se présenter nationalement font des scores inférieurs à 2 % des suffrages exprimés.

C'est là un échec important pour des groupuscules qui voulaient casser le mouvement syndical étudiant.

*Quelle représentativité peuvent-ils prétendre au regard de la réplique de masse des étudiants à leurs tentatives de division ?*

Les résultats de ces élections constituent une *grande victoire du mouvement syndical étudiant*. Elles représentent une *défaite pour la politique du ministre Soisson et de sa remplaçante Madame Saunier-Seité*, défaite qu'il s'agit d'accroître dans les luttes.

L'UNEF sort donc grandie de cette consultation qui témoigne des possibilités nouvelles de progression du mouvement étudiant.

(Extrait)

Résultats des élections au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) mars 1976

*L'UNEF recueille 60 % des suffrages et 10 sièges sur 17!*

Inscrits	: 928
Votants	: 682
Taux de participation	: 73,49 %
Exprimés	: 657

Liste UNEF	: 396 voix	60,3 %	10 sièges
Liste MARC-COSEF	: 49 voix	7,4 %	1 siège
Liste CLEF	: 165 voix	25,1 %	5 sièges
Liste UNI	: 47 voix	7,15 %	1 siège

Malgré le regroupement des listes réactionnaires derrière le CLEF et l'UNI, et l'application du quorum électoral (baisse du nombre d'élus dans les conseils d'universités et donc d'électeurs au CNESER), l'UNEF par rapport à 1971 progresse de 20 % en suffrages (de 40,6 % à 60,3 %) et de 3 sièges (de 7 à 10) sur les 17 sièges étudiants.

Les listes réactionnaires passent de 54,8 % des suffrages à 32,25 %, perdant 22,55 % et 3 sièges.

C'est donc un large succès de l'UNEF au CNESER, qui vient confirmer la victoire de l'UNEF aux élections universitaires 1975-1976.

## Appel de la conférence des comités UNEF à tous les étudiants de France (6 et 7 novembre 1976)

Nous vivons aujourd'hui une situation intolérable.

Le gouvernement veut mettre l'Université à l'heure de l'austérité. Aux hausses multiples, à l'augmentation du nombre des diplômés-chômeurs, s'ajoute la suppression massive d'heures complémentaires. Le budget 1977 du secrétariat d'État aux universités est un budget de pénurie, néfaste aux intérêts des étudiants.

Ainsi le gouvernement veut restructurer l'Université pour l'adapter toujours mieux aux besoins du patronat. Régression pédagogique, remise en cause des expériences novatrices et dévalorisation du contenu de l'enseignement s'accroissent. Les atteintes aux libertés (suppression de la subvention à l'UNEF, partitions d'universités...) traduisent un autoritarisme grandissant.

C'est pourquoi, plus que jamais, nous devons lutter. Les luttes engagées en cette rentrée montrent qu'il est possible de faire reculer le gouvernement comme au printemps 1976, d'empêcher que ces reculs soient remis en cause par l'asphyxie budgétaire et d'obtenir de nouveaux acquis favorables aux étudiants. C'est pourquoi nous devons poursuivre et amplifier la riposte.

Pour mieux nous défendre encore et lutter contre le découragement et l'isolement nous avons besoin de nous entraider. Pour répondre en permanence aux besoins les plus divers de la vie étudiante et constituer, face aux carences du gouvernement un véritable système d'entraide diversifié, nous avons besoin de services. Dans le même temps, nous exigeons des universités et des CROUS les moyens nécessaires à leur création, à leur fonctionnement et à leur gestion sans exclusive par les étudiants.

Pour être représentés partout et faire valoir nos droits en permanence, nous avons besoin d'élus actifs, porte-parole de nos revendications et de nos luttes, qui rendent compte de leur mandat.

Aujourd'hui, pour lutter, pour s'entraider, pour être représentés et défendus en permanence, les luttes de l'année dernière l'ont montré, la voie de l'efficacité c'est de s'unir dans un grand syndicat.

C'est cette aspiration à nous rassembler qui est en débat à l'Université. Ce que nous vivons pose en termes d'urgence la réalisation de ce rassemblement.

Le lieu de ce rassemblement, c'est l'UNEF avec ses comités; parce que l'UNEF a fait la preuve l'an passé et en cette rentrée de sa capacité à prendre en charge l'ensemble de nos revendications pour les faire aboutir, l'ensemble des aspirations et des besoins des étudiants et qu'elle est l'organisation permanente et représentative des étudiants.

Car l'UNEF est un syndicat :

— *Unitaire* et pluraliste car les étudiants ont des intérêts communs à défendre. La diversité d'opinions, de courants, de sensibilités, de nationalités n'empêche pas de travailler ensemble dans la même organisation syndicale mais au contraire participe de l'enrichissement de l'activité de l'UNEF;

— *Indépendant* car le mouvement étudiant est majeur, ce qui lui permet de faire converger ses luttes avec celles des travailleurs, des enseignants et des cadres et de renforcer en permanence ses liens sur un pied d'égalité avec les organisations syndicales;

— *Démocratique* et efficace parce que l'UNEF assure à chaque syndiqué la garantie qu'il pourra défendre son point de vue à l'intérieur du syndicat.

Le comité UNEF est le lieu de rassemblement des étudiants sans a priori sélectif.

Le comité UNEF est le lieu d'information, de discussion et de décision où chacun peut participer comme il l'entend.

Le comité UNEF c'est le moyen de concrétiser le besoin des étudiants de s'unir pour faire aboutir leurs revendications.

Le comité UNEF rejette dans sa pratique toute conception élitiste du syndicalisme, toute exclusive, tout préalable.

L'UNEF propose l'élection dans les TD et les amphis de délégués et l'élaboration collective de plates-formes revendica-

tives qui serviront de programme aux listes présentées par l'UNEF aux élections universitaires et permettront d'enrichir la charte nationale, engagement de tous les candidats UNEF.

L'UNEF décide de lancer une grande campagne de souscription financière et de convoquer un colloque national sur l'Université démocratique, pour définir l'Université dont les étudiants ont besoin. Dans ce même esprit, la conférence des comités UNEF a décidé de simplifier la venue à l'UNEF en abaissant le prix de la carte de quinze à trois francs, et d'améliorer le fonctionnement démocratique de l'UNEF en faisant paraître plus régulièrement *Étudiants de France*, le journal des étudiants et en éditant le bulletin *Unef-Info*, outil d'expression pour chaque adhérent, en favorisant la formation syndicale pour permettre la confrontation de toutes les expériences.

L'UNEF offre le lieu dont le mouvement étudiant a besoin pour s'exprimer, pour faire aboutir ses revendications. En venant à l'UNEF on y apporte la contribution de toutes les idées, toutes les sensibilités pour en enrichir l'efficacité de notre action.

Où donc tout commande de s'unir dans les comités UNEF.

Nous devons nous rassembler dans l'UNEF, car l'UNEF est l'organisation indispensable pour étudier et être défendu.

## Points de repère pour mieux comprendre l'UNEF...

Il y a presque cent ans, la première des « Sociétés des Étudiants » était créée en 1877 à Nancy, sous la III<sup>e</sup> République. Trente ans plus tard, faisant suite à la création de la CGT, ces associations estudiantines se réunissaient à Lille le 4 mai 1907 et créaient l'Union nationale des associations générales des étudiants de France. L'UNEF était née. Son histoire s'écrivit en liaison étroite avec l'évolution des couches sociales à l'Université et les modifications de la réalité du monde étudiant.

### *La période folklorique (1907-1918)*

Les étudiants d'alors sont pratiquement tous issus des couches privilégiées de la société. Cette absence de tout souci matériel aura deux conséquences :

— La seule activité des sociétés d'étudiants est d'organiser bals, fêtes et chahuts divers.

— Dans la mesure où point n'est besoin de mener des actions revendicatives, la nécessité d'une cohésion nationale ne se fait pas sentir. Chaque société est totalement autonome et jalouse jusqu'au chauvinisme de son particularisme local.

C'est ainsi que la toute jeune Union nationale n'aura que très peu d'influence jusqu'en 1914.

### *La période corporatiste de l'entre-deux guerres*

Dès cette époque, les choses commencent à changer. Nombreux sont ceux qui ont fait l'expérience de la guerre et reviennent à l'Université dans un contexte de crise économique et d'une vie rendue plus difficile. La gratuité de l'enseignement secondaire et la création de bourses favorisent l'accès à l'Université de nouvelles couches sociales moins aisées.

« L'étudiant pauvre » entre en scène, et c'est tout naturellement que peu à peu, les sociétés d'étudiants, sans rien perdre de

leur côté « folklorique », deviennent des foyers d'entraide. Des services coopératifs s'étendent et s'organisent à l'échelon national. Ainsi sont créés, entre autres : l'Office du tourisme universitaire, l'Office du sport universitaire, le Bureau universitaire de statistique, le Centre national des œuvres en faveur des étudiants...

On assiste aux premières actions revendicatives, qui entraîneront une plus grande centralisation par le Bureau national. Bien que les étudiants dans leur ensemble soient totalement isolés des luttes qui se mènent dans le pays, sous la pression d'intellectuels comme Malraux ou Gide, et dans le cadre de la montée du Front populaire, une partie, minime mais grandissante, des étudiants s'intègre à la lutte contre le fascisme et pour la paix.

### *La guerre et l'occupation*

Pendant cette période, l'attitude de l'UNEF n'est pas marquée du sceau du courage. La direction nationale s'affirme dans une neutralité coupable vis-à-vis de l'occupant et dans une complaisance certaine pour le régime de Vichy. Si l'UNEF n'a pas collaboré, en tant qu'organisation elle ne prendra jamais position : ni au moment de la déclaration de guerre, ni lors de la défaite, ni au moment des déportations, ni à la Libération.

Pourtant son honneur sera sauvé par l'action d'une équipe d'étudiants patriotes, regroupant des communistes, des socialistes, des gaullistes, des chrétiens, des démocrates de toutes nuances, qui rejoint, comme la jeunesse du pays, le combat contre l'occupant en s'intégrant dans la Résistance.

C'est François Lescure, dirigeant parisien de l'UNEF, membre de l'Union des étudiants communistes, qui organisera avec courage la première grande manifestation de résistance que fut la « marche à l'Étoile » du 11 Novembre 1940. Plusieurs milliers d'étudiants s'y retrouvèrent pour aller s'incliner sur la tombe du Soldat Inconnu et manifester ainsi la volonté de la jeunesse estudiantine française de lutter pour la libération de la France et contre l'asservissement de l'Université.

### *La naissance du syndicalisme (1945-1950)*

À la Libération, l'UNEF voit le retour des prisonniers, des déportés, de tous ceux qui ne se sont pas soumis et sont bien décidés à la rénover, elle, dont le prestige est plus que terni. Les

luttes de la Résistance ont fait apparaître une nouvelle UNEF qui souhaite voir les étudiants prendre toute leur place dans la vie nationale. Les étudiants s'affirment de plus en plus comme une réalité sociale, prennent mieux conscience de leur rôle et de leur place à l'Université et dans le pays, d'autant que l'Université d'après-guerre, sous l'impulsion du Conseil national de la Résistance, s'ouvre à des couches sociales jusqu'alors écartées de l'enseignement supérieur.

C'est ainsi que le 24 avril 1946, le Congrès adopte la Charte de Grenoble, qui pour la première fois définira l'étudiant, ses droits et ses devoirs, sa place dans la société.

L'UNEF commence alors à développer des actions revendicatives importantes sous des formes d'action plus audacieuses (manifestations, grèves etc.), soutenues par la masse des étudiants, à laquelle pour la première fois, elle fait appel.

Juin 1947 est également le mois de naissance de l'Union générale des Grandes Écoles (UGE) qui plus tard va s'affilier à l'UNEF. Le 23 septembre 1948 l'UNEF obtient une victoire décisive : le parlement vote une loi étendant le bénéfice de la Sécurité sociale aux étudiants et en confie la gestion à l'UNEF, qui crée à cet effet la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France). En 1950, le Congrès d'Arcachon vote un projet de loi sur l'allocation d'études.

### *Le retour du corporatisme (1950-1956)*

L'UNEF est à la fois puissante et fragile. Elle compte 18 000 membres, ce qui est beaucoup, mais c'est l'AG de Lyon, prestigieuse par sa participation à la Résistance, efficace par son action revendicative et son important réseau de services, qui en regroupe les deux cinquièmes.

D'autre part, les divisions politiques du pays, exacerbées par la « guerre froide » rejaillissent de la même façon sur l'Université et sur l'UNEF. Dans le même temps où le dynamisme revendicatif de l'UNEF se développait, les nostalgiques des anciennes corporations, de la vieille UNEF « a-politique » qui avait conduit à Vichy, menaient bataille. Saissant l'occasion d'une divergence sur l'appartenance de l'UNEF à l'UIE (Union internationale des étudiants), qu'ils refusent, les « corpos » reviennent à la direction de l'UNEF en novembre 1950.

On assiste alors à un « blanc » revendicatif. L'UNEF

retrouve sa passivité d'avant-guerre, abandonne la défense du projet de loi sur l'allocation d'études.

Mais la réalité sociale de l'Université n'est plus celle d'avant-guerre. Les difficultés sont là, les étudiants ont besoin d'être défendus et l'UNEF est loin de n'être composée que de « majos » (les tenants du corporatisme ainsi nommés parce qu'ils sont provisoirement majoritaires). Les syndicalistes ou « Minos » continuent dans les AG leur travail syndical.

### *Le syndicalisme retrouvé (1956-1961)*

Le 1<sup>er</sup> juillet 1956, les « Minos » sont élus à la direction de l'UNEF. Ils élargissent alors le travail revendicatif, qui débouche notamment en mars 1957 sur la première grande grève pour l'allocation d'études.

C'est l'UNEF triomphante des 100 000 adhérents, dont le prestige et l'autorité sont reconnus par tous les étudiants.

Mais la guerre d'Algérie provoque les divisions importantes au sein de l'UNEF. L'Association d'Alger, soutenue par les majos, se prononce pour l'Algérie française et demande à l'UNEF de prendre position. La question devient plus brûlante encore quand le contingent étudiant est appelé en Algérie.

L'UNEF saura rester fidèle aux grandes idées nées de la Résistance et tiendra une place remarquable dans les grandes manifestations pour la paix en Algérie, qui se dérouleront avec la masse des étudiants.

### *La liquidation de l'UNEF (1961-1971)*

Les divisions apparues vont devenir irréversibles sous l'action du gouvernement décidé à faire « payer » à l'UNEF sa force et son attitude. Diverses « corpos » quittent l'UNEF, celles de Droit, Médecine et Paris-Sciences. Mais c'est en 1961 que sous la houlette de Michel Debré intervient la scission de la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF). D'autre part, les composantes fondamentales de l'UNEF que sont la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et l'Union des étudiants communistes (UEC) traversent chacune peu de temps après une crise intérieure qui va durer plusieurs années.

C'est dans le cadre d'un mouvement étudiant affaibli et désorienté que les étudiants du PSU prennent en main l'UNEF. Peu à peu, l'UNEF se coupe de la masse des étudiants qui ne se reconnaît pas dans ses mots d'ordre et ses formes d'action, et

elle connaît une impressionnante hémorragie d'adhérents.

Les dirigeants d'alors pratiquent une politique de liquidation du syndicat sur le plan matériel et financier et de démission sur le terrain revendicatif. L'action revendicative de masse est abandonnée au profit de la théorie des « minorités agissantes » jugées plus révolutionnaires ! Les conséquences en sont extrêmement graves, pour les étudiants dont les intérêts ne sont plus défendus, pour le syndicat dont la vie même est menacée.

Les difficultés de vie et d'études des étudiants n'en continuent pas moins de s'aggraver. Le mécontentement monte, dans un contexte politique et social plus tendu, sans une puissante UNEF capable de le faire s'exprimer clairement et efficacement dans la défense des revendications.

En mai-juin 1968, c'est l'explosion. L'UNEF, qui jouit encore du prestige de ce qu'on appellera « la grande UNEF » restera le pôle de rassemblement des étudiants. Mais par son attitude irresponsable durant tout le mouvement, sa complaisance à l'égard des groupuscules gauchistes, son refus de participer aux négociations de Grenelle, elle se saborde elle-même et perd le peu de crédit qui lui restait aux yeux des étudiants.

En décembre 1968, c'est une UNEF défigurée par les divisions d'innombrables groupuscules, une UNEF exsangue, qui n'a plus aucune assise maternelle et compte seulement 7 000 adhérents, qui se réunit en congrès à Marseille.

### *La lutte pour la rénovation*

A ce congrès, huit Associations générales, dont Nancy, Lille et Orsay, mènent bataille pour conserver à l'UNEF son orientation syndicale, contre sa transformation en groupuscule politique. Elles décident de se constituer en tendance syndicale de masse pour faire revivre le syndicalisme et la défense des revendications. Elle prendra le nom de « Tendance de l'UNEF pour son Renouveau ».

Ses militants prendront en charge la bataille revendicative que la direction nationale refuse de mener, notamment celle des premières élections universitaires, relancera la campagne de syndicalisation, volontairement stoppée par les liquidateurs.

Au Congrès d'Orléans en 1970, la situation de l'UNEF est si grave que c'est officiellement un « collectif de gestion de la crise » qui sera élu.

Mais sur les campus, dans l'expérience de la lutte, le syndicalisme fraye son chemin : dès novembre 1970, l'UGE est renouée. En janvier 1971, le Bureau national, composé des étudiants du PSU, appelle à quitter l'UNEF, démissionne et tente de livrer, clefs en main, la direction de l'UNEF moribonde aux trotskistes de l'AJS.

### *Le temps de la reconstruction (1971-1974)*

Si l'AJS convoque autoritairement un congrès à Dijon, sans même consulter la masse des adhérents, la majorité des Associations générales appellent au 59<sup>e</sup> Congrès à Paris.

Ce 59<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF s'attache à définir l'orientation syndicale.

Un nouveau Bureau national, présidé par Guy Konopnicki, qui avait animé la lutte du Renouveau, est élu sous le mot d'ordre « aide et défense des étudiants » avec pour tâche : jeter les bases de la reconstruction du syndicat.

Le 60<sup>e</sup> Congrès en mars 1972 à Paris, qui élit Olivier Meyer président, marque une première phase dans la reconstruction. Il définit une plate-forme revendicative nationale et jette les bases d'une vie réellement démocratique dans le syndicat.

Au cours de l'année 1972-1973, le syndicat s'implantera peu à peu dans les IUT et recréera des sections syndicales dans de grands secteurs abandonnés comme Médecine, Pharmacie, Dentaire etc. Cette année verra le premier grand mouvement à l'Université depuis 1968 : celui contre la réforme du premier cycle : le DEUG.

Le mouvement contre le DEUG et ses enseignements sont au cœur de la discussion du 61<sup>e</sup> Congrès, qui se réunit en novembre 1973 à Nanterre.

Le débat permettra de mettre le syndicalisme étudiant complètement sur ses pieds, en montrant la nécessité de hier trois éléments : la défense et l'aide quotidienne aux étudiants, le déclenchement d'actions nationales sur les grands thèmes revendicatifs, et enfin la prise en compte de la volonté de changement exprimée par les étudiants.

Le Congrès élira à la présidence René Maurice, jusqu'ici secrétaire général.

Dans l'année 1974-1975, l'UNEF s'affirme comme l'organisation de lutte déterminante, à l'Université. Elle anime la vie des UER et des facultés, est présente dans chaque lutte locale

comme au plan national. Elle engage l'action contre les projets du ministre Fontanet puis ceux du secrétaire d'État Soisson.

En mars 1975, le 62<sup>e</sup> Congrès pourra tirer à Lyon un riche bilan : la page du Renouveau peut être tournée, les bases du syndicalisme sont reconstruites.

### *Vers un syndicalisme de masse!*

Janvier 1976, l'action contre le projet de réforme du second cycle démarre. Le 63<sup>e</sup> Congrès, réuni à Toulouse en mai 1976, pourra marquer l'aboutissement d'un travail de cinq années.

Ce 63<sup>e</sup> Congrès est marqué par l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle « Charte du syndicalisme étudiant » qui correspond mieux aux réalités et aux nécessités de l'Université 1976.

Ce 63<sup>e</sup> Congrès renouvelle profondément sa direction et élira un Bureau national présidé par un étudiant de vingt ans, Jean-Luc Mano.

## Table des matières

<i>Avant-Propos</i> .....	5
<i>Prologue</i> .....	9
Les raisons d'une crise ....	13
Le temps des luttes .....	40
Le pari du syndicat .....	83
<i>Documents annexes</i> .....	117